## CONGRÈS DE TOULOUSE

26 | 27 | 28 OCTOBRE 2012





# **SOMMAIRE**

| 1 | Introduction   |    |
|---|--|----|
|   | Éditorial de Martine Aubry   | 12 |
|   | Présentation générale<br>par le secrétariat national à la coordination   | 13 |
| 7 | La rénovation du PS  |    |
|   | 1. La convention nationale de la Rénovation  | 20 |
|   | Z. Une stratégie de communication     qui répond aux objectifs de rénovation   | 20 |
|   | <b>3. Une nouvelle mobilisation</b> Campagnes d'adhésion Animation des fédérations   | 21 |
|   | 4. La formation des militant-e-s<br>L'université permanente<br>Les universités d'été<br>Les formations en fédération<br>Des outils pour les sections du parti<br>Les événements à Solférino<br>Les Primaires citoyennes                      | 24 |
| 3 | Le projet des socialistes  |    |
|   | 1. <b>Débattre avec les Français</b><br>Tour de France<br>Le laboratoire des idées<br>Comité économique social et culturel   | 30 |
|   | 2. Proposer Les forums des idées Économie et nouveau modèle de développement Protection sociales et solidarités Libertés et questions de société Éducation, sport et culture International et défense  | 34 |
|   | 3. S'ouvrir au monde Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO) Afrique Amérique Latine Asie-Pacifique Internationale socialiste Les conventions nationales Campagne sur les propositions du PS Convention nationale du proiet « Le changement » | 43 |

| 4 | La riposte  |    |
|---|---|----|
| • | 1. Analyser les actes et les discours de la droite<br>Dresser le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy<br>Dévoiler les vérités du FN  | 54 |
|   | 2. Participer aux mouvements sociaux Manifestations pour sauver les retraites Fêtes des travailleurs Marches des fiertés LGBT   | 55 |
|   | 3. Répondre à la politique de la droite Printemps des libertés Défendons nos territoires Laïcité pour tous Révision de la loi de bioéthique Sommet mondial de Copenhague Le contre-plan de relance L'appel pour une autre politique du logement | 55 |
| 5 | Les victoires   |    |
|   | 1. Européennes 2009   | 60 |
|   | 2. Régionales 2010  | 60 |
|   | 3. Cantonales 2011  | 61 |
|   | 4. Sénatoriales 2011  | 61 |
|   | <b>5. Campagnes présidentielle et législatives 2012</b> <i>Campagne de François Hollande Campagne législatives 2012</i>   | 61 |
| D | Annexes   |    |
|   | Le secrétariat national à la veille du Congrès de Toulouse  | 66 |
|   | Compte-rendu du secrétariat national à la trésorerie  | 68 |

La Commission nationale des conflits de Reims à Toulouse

70

# Chronologie **2008-2012**



#### Rassemblement annuel des secrétaires de section

Au Palais de la Mutualité à Paris, les secrétaires de section se mobilisent pour « agir face à la crise ».



#### Printemps des libertés

Socialistes, acteurs du monde associatif, judiciaire et médiatique, artistes et citoyens se réunissent au Zénith de Paris, pour débattre des atteintes faites aux libertés publiques qui se multiplient depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir. Autour de trois tables rondes, ils établissent un constat alarmant : la droite veut brider la parole des parlementaires, elle empiète de plus en plus sur l'indépendance des magistrats, pourchasse les militants associatifs et cherche à contrôler les médias.



#### Élections européennes

Les socialistes se mobilisent pour « Changer l'Europe ».



#### Université d'été

Les socialistes se réunissent à La Rochelle autour d'un programme intitulé « La France qu'on aime ». Martine Aubry annonce une consultation militante pour la rénovation du parti



#### Le tour de France

Le Parti socialiste ouvre un grand chantier de réflexion avec ses militants et de nombreux acteurs de la société civile. Huit réunions publiques sont organisées dans toute la France : le 22 septembre à Angoulême, le 30 à Auch, le 9 octobre à Cachan, le 21 à Grenoble, le 5 novembre à Tourcoing, le 18 à Nancy, le 25 à la Seyne-sur-mer et le 2 décembre à Rennes. Des discussions sont menées entre les participants et avec le public dans le but de mettre en place une base de réflexion solide pour la construction du projet des socialistes. Le PS publie un verbatim de ces débats. Les débats se poursuivent sur le site lafrancequonaime.fr, sur quatre forums de discussion : « Pour moi, la France » ; « Sortir de la crise » ; « Changer l'avenir des jeunes » ; « Remettre les Français au cœur de la politique ». Lors de la conclusion du tour de France à Rennes, Martine Aubry, répondant au débat gouvernemental abject sur « l'identité nationale », présente une vision progressiste et républicaine de « La France qu'on aime ».





#### **Consultation militante**

Les militants approuvent la désignation du candidat des socialistes à l'élection présidentielle par des Primaires ouvertes aux citoyens qui souhaitent le changement en 2012, l e non-cumul des mandats, la parité, la diversité et le renouvellement des générations



#### Rencontre « Au travail pour l'emploi »

L'ensemble des partenaires des socialistes, politiques et syndicaux, et des chercheurs et membres de la société civile, interviennent lors d'une journée de travail organisée à Paris, pour présenter leurs propositions et leurs analyses face à la crise de l'emploi.



#### Lancement de la campagne des élections régionales

Au Palais de la Mutualité à Paris, les secrétaires de section se mobilisent pour « l'an I de la reconquête ».



#### **Propositions sur l'industrie**

Le PS dévoile 54 propositions pour refaire de la France une grande nation industrielle, et proposer un modèle de production social écologique : rééquilibrage de la politique européenne, politiques de filières, banque publique d'investissement déclinée au niveau local...



2010 21 MARS

#### **Élections régionales**

Les Français choisissent « Les régions qu'on aime ».



#### Lancement de la riposte du PS pour sauver les retraites

Les socialistes présentent leurs propositions pour une réforme juste, efficace, et durable des retraites. Ils mènent campagne et organisent une cinquantaine de « rencontres retraites » dans toute la France pour faire connaître leurs propositions, qui rencontrent la confiance des Français : un sondage BVA publié le 26 mai par Les Echos révèle que 57% des Français jugent le modèle socialiste de réforme des retraites « meilleur » que celui du gouvernement.



## Convention nationale pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique

La convention nationale ratifie le texte élaboré par les socialistes, qui ont travaillé dans le cadre de 13 ateliers rassemblés autour de 3 grands thèmes : « Un nouveau modèle d'éco-développement au service du progrès », « Relancer le progrès social », « Réhabiliter l'intervention publique ». Ils ont procédé à des auditions d'experts, d'élus, de responsables associatifs et syndicaux pour établir un diagnostic et dégager des axes programmatiques et surtout, des propositions concrètes.



#### Forum des idées Agriculture

À l'issue du Forum des idées organisé à Cluny, le PS publie 25 propositions pour une révolution agricole et alimentaire.



#### Convention nationale de la rénovation

Primaire, renouvellement, parité, diversité: les socialistes ratifient le texte qui met en œuvre une modernisation profonde de leur parti.



#### Université d'été

Les socialistes se réunissent à La Rochelle autour d'un programme intitulé « La vie qu'on veut ».



#### Mobilisation « Collectivités en danger »

Le PS lance l'initiative d'une journée nationale de mobilisation et d'information citoyenne. Devant chaque mairie, chaque agglomération, chaque conseil général ou régional, nous invitons les élus, les responsables associatifs et l'ensemble des citoyens à se mobiliser et à s'unir pour demander le retrait des textes de cette réforme désastreuse.



## Convention nationale pour une nouvelle donne internationale et européenne

La convention nationale se réuni à la Défense le 9 octobre 2010, en présence de nombreux responsables socialistes étrangers. Elle est doublement essentielle : dans la perspective d'un retour aux responsabilités en 2012, qui nécessite de fixer les principes susceptibles de guider demain une nouvelle politique étrangère ; au regard des crises conjointes que nous vivons où les orientations fondamentales, les visées stratégiques doivent relever de choix politiques clairs et assumés.



#### Forum des idées Ville

À l'issue du Forum des idées organisé à Lille, le PS publie 40 propositions pour la Ville du XXI° siècle, après plusieurs mois de travaux menés pour construire les conditions du vivre ensemble dans des villes durables et solidaires.



#### Conseil de l'Internationale socialiste

Le PS accueille à Paris le conseil de l'internationale socialiste avec la participation de plus de 400 délégués de toutes les régions du monde. Martine Aubry s'y exprime sur les défis actuels, nationaux et mondiaux, auxquels les socialistes doivent faire face.



#### Forum des idées Sécurité

À l'issue du Forum des idées organisé à Créteil, le PS publie 22 propositions pour un pacte national de sécurité publique, qui reposent sur quatre grands principes : bâtir une société qui crée de la sécurité ; assurer une présence quotidienne des forces de sécurité et de la justice ; ouvrir l'éventail des réponses pour une sanction proportionnée de chaque acte ; moderniser le fonctionnement des forces de sécurité et de la justice.



#### Convention nationale pour l'Égalité réelle

La convention nationale « Pour l'égalité réelle » se réunit le 11 décembre 2010, en présence de nombreux partenaires associatifs. Le texte ratifié par les socialistes est le résultat de nombreux débats menés dans le cadre de groupes de travail à Solférino, ainsi que sur la coopol, et dans les sections.



#### Lancement de la campagne des élections cantonales

Au Palais des Congrès à Paris, les secrétaires de section se mobilisent pour la réussite des Primaires citoyennes et pour la victoire des socialistes aux cantonales.



#### Forum des idées Institutions

À l'issue du Forum des idées organisé à Paris, le PS met en exergue dix propositions phares pour une République nouvelle.



#### Appel pour une autre politique du logement

À Clamart, les élus socialistes lancent l'appel pour une autre politique du logement. Alors que la droite se montre incapable d'agir pour répondre à la grave crise du logement, il n'est plus possible de rester sans réponse. L'appel dénonce ce désengagement et comporte plusieurs engagements clairs pour résoudre la crise du logement : encadrement des loyers, renforcement de la loi SRU...



#### Plan pour l'emploi des jeunes

Les socialistes adoptent dix propositions pour l'emploi des jeunes : insertion des jeunes, dispositif nouvelles chances pour les jeunes décrocheurs, lutte contre la précarité.



#### Forum des idées Justice

À l'issue du Forum des idées à l'Assemblée nationale, le PS publie ses propositions pour une justice respectée, indépendante, efficace et protectrice.



2011 27 MARS

#### Élections cantonales

Les Français donnent une majorité aux socialistes dans deux départements sur trois.



#### Forum des idées Outremers

À l'issue du Forum des idées organisé au conseil régional d'Île-de-France, le PS publie ses 30 propositions pour les Outremers.



#### Forum des idées Biens communs, services essentiels

À l'issue du Forum des idées organisé à Paris, le PS publie ses propositions pour des biens communs partagés et des services essentiels accessibles à tous : eau, énergie, Internet et mobilité.



#### Forum des idées Recherche, enseignement supérieur

À l'issue du Forum des idées organisé à Toulouse, le PS publie ses propositions « Construire l'avenir : recherche et enseignement supérieur ».



#### Convention nationale du projet « Le changement »

Réunis à la Halle Freyssinet, les socialistes ratifient leur projet pour 2012.



#### **Colloque Sport**

Un colloque « Quelle politique publique pour le sport de demain? » se tient à Solférino. Les débats se tiennent autour de trois thématiques: la régulation économique et solidaire du monde sportif, les valeurs du sport et le combat contre les inégalités et enfin la reconnaissance sociale du sportif de haut niveau.



#### **Rencontre Culture**

À Avignon, le PS publie ses propositions pour la culture lors de la rencontre organisée avec le Laboratoire des idées sur le thème : « Quelle ambition pour l'art et la culture en 2012 »?



#### Université d'été

Les socialistes se réunissent à La Rochelle autour d'un programme intitulé « Ensemble le changement ».



#### Élections sénatoriales

Le changement s'installe au Sénat, qui connaît l'alternance pour la première fois. Jean-Pierre Bel est élu président du Sénat.



ET 16
OCTOBRE

#### Les Primaires citoyennes

François Hollande est investi par le Parti socialiste, au terme d'un processus démocratique inédit qui mobilise trois millions de Français.



#### Le bilan accablant de Nicolas Sarkozy

Le PS publie le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy, par thématique. Il sera ensuite décliné sous forme d'infographies, de vidéos, d'argumentaires. Une analyse du FN sera par ailleurs publiée.



ET



#### Élection présidentielle

François Hollande est élu président de la République.







#### Élections législatives

Le Parti socialiste emporte la majorité absolue. Le groupe socialiste compte 295 députés, dont 38 % de femmes.

# CHIFFRES CLÉS

de voix pour François Hollande lors du second tour de l'élection présidentielle

millions de votants au second tour des Primaires citoyennes présidents socialistes de conseil général en 2010

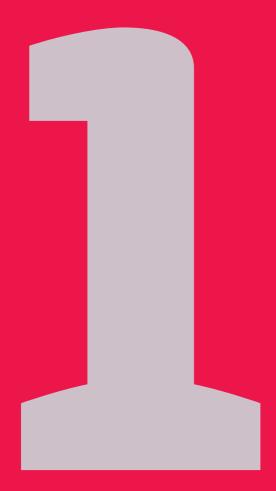
Régions sur 22 en métropole

remportées par le PS en 2010

Sénateurs-trices de gauche en 2011

député-e-s SRC élu-e-s en 2012





# Introduction

# Éditorial de **Martine Aubry** Première secrétaire du Parti socialiste

Cher-e-s camarades,

L'élection de François Hollande, puis celle d'une majorité de députés de gauche, resteront comme les grands moments de ce mandat de Reims à Toulouse.

Ces grandes victoires sont devenues de grandes responsabilités, pour le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement, pour les parlementaires de la majorité, mais aussi pour chacune et chacun d'entre nous, militantes et militants du Parti socialiste.

Fruits de notre mobilisation collective intense durant ces quatre dernières années, elles ont été précédées du renouvellement massif de la confiance des Françaises et des Français dans leurs élus locaux socialistes, lors des régionales de 2010 et des cantonales de 2011, et ont contribué à l'alternance inédite au Sénat à l'automne dernier.

L'opposition à la droite, la préparation de notre projet, les campagnes des élections régionales, cantonales et sénatoriales et la rénovation ont été le cœur de notre action au Parti socialiste depuis 2008, dont le rapport d'activité témoigne de la richesse.

Je remercie particulièrement les secrétaires nationaux qui ont été les chevilles ouvrières de la vie du parti et de notre réflexion collective, mais aussi tous les responsables ainsi que tous les militants qui ont contribué dans nos fédérations et nos sections à notre réussite collective. J'y associe le travail indispensable des permanents, à Solférino et dans les fédérations, sans lesquels nous ne pourrions pas remplir au quotidien notre mission.

Grâce à l'engagement de chacun, la feuille de route que j'ai proposée aux militants à l'été 2009 a été respectée et couronnée de succès : ouverture sur la société, préparation du projet, rénovation, du non-cumul des mandats, à la parité, de la diversité, aux Primaires.

Nous devons être les mêmes au pouvoir que dans l'opposition. Dans l'opposition, face aux inégalités, à la précarité, à l'insécurité, nous n'avons pas séparé indignation et propositions. Il doit en aller de même aujourd'hui : pas de fatalité, pas de facilité. Pas de fatalité face aux embûches sur notre chemin, pas de facilité dans la manière de les lever. Cela vaut pour l'action du gouvernement, celle de nos parlementaires, comme celle de nos élus locaux.

En approuvant ce rapport d'activité de la direction nationale du parti, vous direz aussi votre exigence que la réflexion et la rénovation se poursuivent et se renforcent.

Bonne lecture,

Martine Aubry

# Présentation générale

## par le secrétariat national à la coordination

Chers -e-s camarades,

Le document que vous avez entre les mains est, à plus d'un titre, digne de figurer très longtemps dans vos archives personnelles et encore plus dans celles de toutes les sections et fédérations socialistes de notre pays. À travers ce « compte-rendu d'activité » que certains considèrent à tort comme une simple obligation statutaire, nous retraçons cette fois-ci, pour la période courant de 2008 à 2012, la formidable histoire de la lente, de la méthodique, de la patiente montée en puissance des socialistes, et bien sûr avec eux, de toute la gauche, vers les victoires historiques des élections présidentielles et législatives de mai et juin 2012.

Disons-le, ces dernières années sont passées tellement vite que nous n'avions pas pris le temps d'en retenir toutes les étapes. Il nous fallut donc revenir en arrière pour prendre la pleine conscience de tout le travail accompli sous l'impulsion de notre Première secrétaire, Martine Aubry ; grâce aussi au travail et à l'implication de tous les responsables nationaux mais aussi locaux du parti. Il faut aussi rendre hommage à l'inépuisable engagement des militantes et militants de toutes les générations qui ont tout simplement permis que « ça marche »!

Pour relater ce moment si particulier de notre histoire, il fallait une forme inhabituelle. Ce rapport d'activité, qui reste le support à partir duquel les adhérents du parti vont, nous l'espérons massivement, accorder leur quitus à la direction nationale sortante, n'est pas rédigé sur le modèle des congrès passés. Nous avons souhaité innover dans la forme afin de mettre clairement en exergue la méthode qui fut la nôtre pour construire notre succès de 2012.

Pour le Parti socialiste, dans l'opposition fin 2008, en difficulté dans l'opinion après ses revers électoraux de 2007 et le déroulement chaotique de son dernier congrès, il fallait faire preuve d'audace et disons-le aussi de beaucoup de clairvoyance sans perdre de temps. Martine Aubry a fait que cela soit possible.

À partir de quatre grandes nécessités, le parti s'est peu à peu mis en marche : il fallait **rénover le** parti dans ses pratiques internes comme dans ses rapports aux citoyens; il fallait bâtir un projet, fidèle à nos traditions mais aussi novateur pour faire face aux réalités du monde nouveau ; il fallait **s'opposer** à la droite, aux excès du président de la République, aux régressions portées par ses gouvernements successifs; il fallait franchir victorieusement les nombreuses étapes électorales (européennes de 2009, régionales de 2010, cantonales et sénatoriales de 2011), qui nous séparaient des échéances de l'année 2012. Ces quatre grands axes structurent le document qui suit.

Bien entendu, nous avons veillé à ce que l'activité de chacune et chacun des responsables nationaux soit rappelée et valorisée mais nous avons choisi de privilégier le travail collectif. Si la lecture est plus facile, plus claire, c'est en grande partie grâce à la qualité de notre service de Communication. Qu'il en soit ici remercié.

#### La rénovation

Il a fallu toute la détermination de Martine Aubry pour faire avancer ce chantier-là. Que de chemin parcouru depuis que la Première secrétaire, à l'occasion de son discours devant

l'Université d'été de la Rochelle en 2009 a lancé une sorte de « pavé dans la mare ». Il y a eu, à la suite du Conseil national du 12 septembre, le référendum militant du 1er octobre 2009, remporté à 77 % qui a permis d'aboutir à de fortes décisions sur le non-cumul des mandats, la parité, la diversité, le renouvellement des générations et, bien sûr l'organisation de « primaires ouvertes » qui deviendront des « primaires citoyennes » au lendemain de la convention nationale du 3 juillet 2010.

Rappelons ici ces fameuses Primaires que nous avons su formidablement organiser, en toute transparence, d'abord dans le scepticisme des observateurs et puis dans l'enthousiasme des quelques trois millions de citoyens qui y ont participé les 9 et 16 octobre 2011 et des milliers de militants et sympathisants qui ont permis l'organisation pratique des opérations. Saluons aussi nos candidats qui ont su s'affronter sans se nuire, passionner les Français et susciter tant d'adhésion. Formidable moment collectif que nous devons garder en mémoire et qui, n'en doutons pas, marquera durablement la vie politique comme un exemple à suivre.

Soulignons le travail de renouvellement des responsables politiques mené à travers la nomination de nouveaux secrétaires nationaux tout au long de ses années (cf. en annexe la liste du secrétariat national à la veille du congrès de Toulouse) mais aussi au travers des décisions courageuses de féminisation et de diversification de nos candidatures à tous les scrutins jusqu'aux élections parlementaires et les engagements pris en 2011 et 2012 par les nouveaux élus (ou réélus) de ne plus cumuler mandat parlementaire et exécutif local. Sur ces chantiers-là, il reste bien entendu du chemin à parcourir mais nous avons bien avancé. Cela va continuer et la loi viendra très prochainement s'imposer à tous.

#### Bâtir un Proiet

Tout est, là aussi, question de méthode. La Première secrétaire a d'abord convié l'ensemble des membres du Bureau national, en juillet 2009, à un séminaire organisé à Marcoussis, dans les locaux de la FFR, pour dresser un diagnostic sans concession de l'état de la France mais surtout de la réalité des besoins et des attentes des Français au regard de nos propositions politiques d'alors. Il a semblé urgent de se tourner vers les Français, sans filtre, en direct. Cette idée s'est concrétisée à travers l'organisation du « Tour de France » entrepris par Martine Aubry; huit étapes de dialogue direct, d'écoute, autour de l'idée de « la France qu'on aime ».

Dès le mois d'octobre 2009, une journée entière sur le thème « Au travail pour l'emploi » se tint à Paris, organisée à partir d'ateliers de débat auxquels toutes les forces politiques de gauche et toutes les centrales syndicales de salariés ont accepté d'apporter leur contribution, parfois critique mais toujours utile.

Puis, au fil des années 2010 et 2011, se succédèrent les « Forums des idées » sur les thèmes de l'agriculture, la ville, la sécurité, les institutions, la justice, les outremers, les biens communs - services essentiels, la recherche et l'enseignement supérieur. Là aussi, à partir des réalités du terrain, dans un dialogue approfondi avec des acteurs souvent locaux mais aussi avec des spécialistes parmi les plus reconnus, nous avons su renouveler notre corpus d'idées et de propositions.

L'ensemble des responsables et des militants du parti ont pu apporter leur part de réflexion et propositions à l'occasion de quatre grandes **conventions nationales** : d'abord celle consacrée au « Nouveau modèle de développement, économique, social et écologique » animée par Pierre Moscovici en mai 2010, puis celle conduite par Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis sur « Une nouvelle donne internationale et européenne » en octobre 2010, celle animée par Benoît Hamon « Pour l'égalité réelle » en décembre de la même année et enfin la convention nationale conclusive, **La convention du Projet** organisée en mai 2011.

Dans ce grand élan, citons également le thème de notre Université d'été en 2010 : « La vie qu'on **veut** » qui était un programme en soit.

Les premiers mois de l'année 2011 suffirent à peine pour nous permettre d'aborder tous les aspects de la vie des Françaises et des Français que nous ambitionnons d'améliorer. Le 16 février, en commun avec la FNESR, nous lancions l'appel de Clamart en faveur du logement. Au mois de mars, nous dévoilions nos dix propositions pour l'emploi des jeunes, en juin se tint le colloque intitulé « Quelle politique publique pour le sport de demain? », et c'est à Avignon, en juillet que le parti publie ses propositions pour la culture à l'occasion de la rencontre organisée en commun avec le Laboratoire des idées sur le thème « Quelle ambition pour l'art et la culture en 2012?».

Cet audacieux travail programmatique, mené tambours battants, ne s'est pas fait dans le cercle restreint des réunions internes. Bien au contraire, nous avons privilégié l'ouverture, l'écoute à tous les niveaux, sans craindre de remettre en cause certains de nos dogmes supposés. Il faut sans doute rappeler, à ce titre, le formidable levier qu'a représenté le Laboratoire des idées animé par Christian Paul et certaines personnalités les plus marquantes du champ de la recherche et des idées. De même la mobilisation de l'ensemble des membres du secrétariat national a été une des clefs de la réussite.

Lorsque s'ouvre l'Université d'été de la Rochelle en août 2011, intitulée « Ensemble, le **changement** », nous sommes prêts, le parti est prêt.

#### S'opposer

Ne rien lâcher face aux attaques conduites par les gouvernements de François Fillon, être auprès des Français qui se sont levés pour défendre leurs emplois, leurs retraites, leurs services publics tout au long de ces années, nous avons su le faire sans jamais négliger de porter nos propositions, nos solutions. Ce fut également aussi l'occasion d'approfondir la cohérence de nos groupes parlementaires en lien avec les prises de positions de la direction du parti.

En février 2009, le rassemblement annuel des secrétaires de sections était titré « Agir face à la crise », de nombreux participants y prirent la parole pour illustrer la façon dont les socialistes, sur un territoire, un secteur économique, un service public, participaient aux nombreuses mobilisations sociales qui déjà apparaissaient.

En mars de la même année, nous lancions notre « Pétition nationale contre le paquet **fiscal** » signée par des centaines de milliers de nos concitoyens qui, trois ans, après s'en sont manifestement souvenus au moment de la présidentielle de 2012.

En mars 2009 également, le parti organise au zénith de Paris un « **Printemps des libertés »** avec la participation de nombreuses personnalités et associations citoyennes venues dénoncer les attaques contre les libertés publiques, la justice et l'indépendance des médias.

L'année suivante, 2010 est marquée par les nombreuses journées d'action contre la réforme des retraites imposée par François Fillon. Bien entendu, les socialistes, leurs élus, leurs responsables sont de tous les cortèges. Dès le 18 mai, nous présentons notre propre projet pour **une réforme** des retraites juste et efficace.

Puisque Nicolas Sarkozy, sous prétexte d'économie veut s'attaquer à l'indépendance et à l'autonomie des collectivités tout en les étranglant financièrement, nous organisons, partout en France la riposte. Le 25 septembre 2010, par exemple, s'organisent des rassemblements d'élus, de représentants des services publics devant les bâtiments publics autour du thème des Collectivités en danger et des solutions alternatives à la casse voulue par la droite. Le résultat des élections locales et sénatoriales de l'année suivante trouve là, peut être, une partie de son explication.

Enfin, au moment où se précise l'affrontement présidentiel, le 5 janvier 2012, le parti publie le Bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy, organisé par thématique. Ce travail, fruit de tous les secteurs du parti, enrichi, alimentera sous toutes les formes, écrites ou vidéos, les argumentaires de la campagne présidentielle et des législatives qui suivent.

#### Franchir une à une les étapes électorales

Depuis le congrès de Reims, nous avons connu chaque année des élections.

Si les élections européennes de juin 2009 ont constitué un revers pour nous, elles nous ont cependant permis d'approfondir le dialogue avec nos partenaires au sein du Parti socialiste européen (PSE) animé alors par son président Poul Nyrup Rasmussen.

L'année 2010 fut une très bonne année électorale. Notre succès aux élections régionales a durablement marqué les esprits. Il a montré que les élus socialistes avaient la pleine confiance de leurs concitoyens pour les aider à faire face aux difficultés de tous ordres qu'ils rencontrent. Dans un bilan comparé de la droite au gouvernement du pays et des socialistes à la tête des exécutifs régionaux, les Français ont clairement choisi, sans appel.

L'année 2011 fut, elle aussi, une excellent année électorale. En remportant les élections cantonales, comme ils avaient remporté les précédentes et les dernières municipales de 2008, les socialistes se sont mis en situation, non seulement de diriger une majorité des conseils généraux mais, cerise sur le gâteau, de remporter les élections sénatoriales du 26 septembre 2011, portant ainsi à la présidence de la Haute Assemblée notre ami et camarade Jean-Pierre Bel.

Puis ce fut l'année 2012. Mais là, on s'en souvient encore.

Nous en sommes là quand s'ouvre devant nous la perspective de notre prochain congrès de Toulouse. Soyons conscients de ce que ces dernières années nous ont amené. Bien sûr les victoires, les belles victoires électorales dont nous resterons fiers-e-s. Mais ces victoires qu'expliquent certainement nos mobilisations, notre rénovation, notre rassemblement, notre volonté d'ouverture, de renouvellement, ce rapport d'activité en atteste, auraient-elles été possibles sans LA rencontre avec les Français? Probablement pas.

Il nous faudra approfondir encore nos nouvelles pratiques militantes. Notre force d'innovation n'est pas éteinte, elle sera utile. Nous devons dorénavant accompagner l'action du président de la République et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Notre devoir est aussi de continuer à être les portes parole de nos concitoyens; comme nous avons su le faire ces dernières années.

N'en doutons pas, le congrès qui se déroulera à Toulouse les 26, 27 et 28 octobre prochains renforcera et confirmera notre volonté d'ouverture à la société, de dialogue avec tous les acteurs de ce changement que nous avons tant voulu et attendu. Il y a là un enjeu qui mérite qu'on en parle. C'est le temps du congrès.





# La rénovation du PS

# En quatre ans, le Parti socialiste s'est profondément renouvelé avec pour objectif : la victoire en 2012.

## 1 La convention nationale de la Rénovation

Le 3 juillet 2010, s'est ouverte une étape décisive de la rénovation du PS. Primaires citoyennes, renouvellement, parité, diversité, noncumul des mandats : les socialistes approuvent massivement le texte mettant en œuvre les orientations proposées par la Première secrétaire. Le texte du conseil national, d'abord ratifié par les militant-e-s le 1<sup>er</sup> juillet 2010, a été adopté par la convention nationale (146 voix pour, 3 contre et 4 abstentions).

Des engagements forts pour l'égalité femmes-hommes ont en particulier été votés par les militant-e-s tels que la parité intégrale appliquée dans l'ensemble des instances du parti et un système de bonus/malus financier pour les fédérations lors des élections locales.

# 2 Une stratégie de communication qui répond aux objectifs de rénovation

Secrétaire national: David Assouline

Durant ces quatre dernières années, la communication a profondément évolué. Cette rénovation s'est incarnée par la création d'une direction de la communication et par une réorganisation des services (service de presse, service éditions, service web, boutique) avec pour objectif de professionnaliser la communication du parti, sous la responsabilité politique de David Assouline, secrétaire national à la communication et à la mobilisation et de Benoît Hamon, porte-parole.

Les premiers chantiers structurels ont été les suivants :

- Nouvelle identité visuelle dans laquelle le signe « PS » complète le logo historique du poing et la rose, création d'une typographie propre au parti "laurès"
- Refonte du site et des supports d'édition, dont l'Hebdo
- Version mobile du site et création d'applications pour mobiles et tablettes
- Création du réseau social lacoopol
- Nouvelle identité sonore ("Il est temps"),
- Refonte de la boutique du PS et de sa gamme de produits, vente en ligne
- Réaménagement scénographique des événements avec pour objectif d'offrir une image modernisée du parti et plus d'interactivité avec les militants (projections de clips, direct vidéo pour permettre à tous de suivre les événements sur Internet, live tweet): meetings, rencontres, Université d'été etc.
- -Optimisation des outils proposés par le service de presse aux dirigeants socialistes et aux médias
- Réaménagement du siège national, devenu la Maison des socialistes, avec accueil du public, terrasse ouverte à tous, salle de presse modernisée.

La communication du PS a également été mise au service de la mobilisation afin que chaque militant puisse suivre l'actualité du

parti en temps réel et être mobilisé nationalement ou localement dans le cadre de campagnes de terrain :

- > campagnes de riposte à la droite au gouvernement comme la campagne sur les retraites en 2010, ou sur le bouclier fiscal
- > campagnes de promotion de la rénovation comme le Tour de France du projet en 2009, les 30 ans de la victoire de François Mitterrand, les conventions, les journées du patrimoine en 2011, les campagnes d'adhésion, etc.
- > campagnes électorales (européennes, cantonales, régionales, sénatoriales, législatives) et nationales avec notamment l'organisation de la communication sur les Primaires et la présidentielle.

De nombreux outils ont été adaptés aux besoins des militants et plus largement, dans le cadre des Primaires et des présidentielles, aux sympathisants, souvent sous forme de kit : tracts, affiches, cartes postales, objets aux couleurs du PS, vidéo virale, infographie interactive, etc., déclinés systématiquement dans un format digital pour toucher les Français sur le terrain mais également sur Internet.

Secrétaire national, porte-parole : Benoît Hamon

Le service de presse a développé de nouveaux outils comme des veilles spécifiques: revues de presse, chroniques, scripts, matinales, AFP, JT. Il a systématisé la diffusion de CP, dossier de presse et compte-rendu d'émissions.

Il s'est particulièrement préoccupé de l'organisation et de la gestion des demandes presse pour la Première secrétaire, le porte-parole et l'ensemble des SN.

Un point presse hebdomadaire a été tenu tous les lundis par le porte-parole. D'autres expressions thématiques ont été montées ponctuellement (PP / Conf. Presse /déplacements/ Meetings)

Le service de presse a été particulièrement sollicité lors des soirées électorales, notamment Primaires et présidentielle.

## **3** Une nouvelle mobilisation

#### Campagnes d'adhésion

La perspective de la victoire a nécessité une mobilisation sans précédent, pensée dès le congrès de Reims avec pour objectifs de recruter de nouveaux adhérents et promouvoir nos idées. La campagne de recrutement « Maintenant, j'y vais » (2010) a été lancée selon le principe de vagues d'affichages successives dans les principales villes de France et d'un déploiement national d'affiches et cartes postales. La campagne a également

été relayée sur internet, dans *L'hebdo des socialistes* et auprès des médias.

Le kit du nouvel adhérent a été repensé pour répondre aux objectifs du parti. Il constitue le premier contact entre l'adhérent et le parti. Il s'agissait d'en faire un outil à part entière : une boîte aux couleurs du PS a été conçue. Elle renferme un mot de bienvenue de la Première secrétaire, le guide l'adhérent, les statuts, la carte d'adhérent, un poster et un crayon.













#### Rapport d'activité du Bureau national des adhésions

Secrétaire nationale : Pascale Boistard

Placé sous la présidence de Pascale Boistard, le Bureau national des adhésions s'est régulièrement réuni pour traiter des affaires courantes comme les créations ou dissolutions de sections, les demandes de réintégrations, ou pour acter la validité du corps électoral à chaque échéance interne.

Le BNA a en outre été amené à statuer sur différents contentieux relatifs à la définition du corps électoral dans certaines sections, tant dans le cadre de nos échéances statutaires internes qu'à l'occasion de la désignation de nos candidat-e-s aux différentes élections.

Conformément aux engagements pris au congrès de Reims, Rosam a fait l'objet d'une extension à l'utilisation d'un outil comptable qui réponde aux besoins des fédérations en termes de comptabilité fédérale, gestion des comptes ADFPS, lignes budgétaires des sections, reçus fiscaux, etc.

Par ailleurs, en relation avec la direction des services informatiques, le secrétariat national aux fédérations et aux adhésions a mené une réflexion approfondie sur une évolution de Rosam pour rendre cet outil notamment compatible avec tous les navigateurs web actuels. D'autres lignes d'évolution sont envisagées afin de rendre l'application plus ergonomique dans son utilisation.

Dans le cadre de la gestion de Rosam, certaines améliorations ont conduit à privilégier l'envoi de *L'hebdo des socialistes* en format numérique, chaque fois que l'adhérent-e y était favorable. En outre, une extraction du fichier « Hebdo » est désormais disponible quotidiennement afin de tenir compte au plus juste des modifications du fichier et de réduire autant que possible les risques de non-acheminement de *L'hebdo* ou de tout autre courrier. Ces évolutions ont permis au parti de réaliser de substantielles économies.

Par ailleurs et depuis 2010, chaque nouvel adhérent, sollicitant son adhésion par internet, est destinataire d'un kit de bienvenue comprenant entre autres le Guide de l'adhérent-e et les statuts du parti. Néanmoins, le format particulier de cet envoi a occasionné un nombre de retours élevé, dû principalement à la non-conformité des boîtes à lettres. Dans ce cas, les kits de bienvenue sont réexpédiés aux fédérations qui les acheminent. Il semblerait judicieux de procéder d'emblée à un envoi groupé des kits de bienvenue, à chaque fédération qui aurait ensuite la responsabilité de les envoyer aux secrétaires de section qui, eux-mêmes, les remettraient en mains propres aux nouveaux adhérents à l'occasion de leur présentation en section. Cette nouvelle formule présenterait le double avantage de réduire nos coûts d'acheminement, en n'ayant plus de fait de retours à gérer, et donnerait la possibilité à chaque secrétaire de section de nouer un lien plus personnalisé avec chaque nouvel-le adhérent-e. Il semble important de signaler que nous constatons, depuis d'élection de François Hollande à la présidence de la République, une recrudescence des adhésions par Internet. Nous devons évidemment nous réjouir de cet engouement, à la mesure de l'attente que suscite l'alternance politique voulue par les Français. L'espoir créé nous impose dès lors une responsabilité particulière : assurer des conditions d'accueil de ces nouveaux adhérents qui soient à la hauteur de l'idée qu'ils se font de leur engagement, concrétisé par un acte symboliquement fort pour nombre d'entre eux. Nous devons être d'autant plus attentifs à leur réserver le meilleur accueil. Les fédérations doivent donc veiller à ce que les délais de traitement des demandes d'adhésion soient les plus réduits possibles. L'enjeu est de taille : confirmer notre ambition de demeurer le grand parti populaire et militant sans lequel toute grande victoire ne saurait prospérer et sans lequel toutes promesses de nouveaux succès seraient vaines.

#### Animation des fédérations

Secrétaires nationaux : Christophe Borgel, secrétaire national aux élections et à la vie des fédérations ; Alain Fontanel, secrétaire national à l'animation et développement des fédérations ; Pascale Boistard, secrétaire nationale aux adhésions, présidente du BNA; secrétaires nationaux adjoints : Philippe-Xavier Bonnefoy; Patrick Mennucci.

Depuis le congrès de Reims, les quatre années qui se sont écoulées ont été riches et denses en échéances internes, événements, rencontres et sollicitations multiples des adhérents. Le secrétariat national aux fédérations y a pris toute sa part.

Après avoir assuré le bon déroulement, dans les fédérations, de la consultation militante du 1<sup>er</sup> octobre 2009, le secrétariat national aux fédérations s'est également mobilisé à chacune des conventions thématiques, étapes essentielles de la réflexion qui ont conduit à la rédaction de notre projet adopté par la convention nationale du 28 mai 2011.

Le secrétariat national aux fédérations a régulièrement veillé au respect des dispositions statutaires afférentes aux différentes conventions thématiques et s'est mobilisé lors de chaque soirée électorale interne, pour informer de façon permanente et régulière nos instances et la direction nationale, de l'état des votes et des résultats. Le secrétariat national aux fédérations a été, durant cette période, le cadre privilégié par lequel s'établissaient les échanges entre la direction nationale et les premiers secrétaires fédéraux qui ont été localement les principaux artisans de la mise en œuvre de la politique de rénovation impulsée par la direction nationale.

Dans le cadre de la rénovation du parti voulue par la Première secrétaire, le secrétariat national aux fédérations a pris toute sa part dans la mise en œuvre des décisions politiques du parti qui ont notamment conduit à installer des commissions d'enquête sur le fonctionnement interne de certaines fédérations.

C'est dans ce cadre que le Bureau national du 13 avril 2010 a décidé la mise en place de la mission « **Dialogue et rénovation en Languedoc-Roussillon** », en réponse au contexte politique issu de la préparation des élections régionales dans cette région.

Cette mission, présidée par François Lamy, conseiller politique de la Première secrétaire, assisté des secrétaires nationaux fonctionnels (Christophe Borgel, Alain Fontanel, Pascale Boistard) et composée d'un-e camarade par sensibilité, avait pour objet de renouer le dialogue entre les socialistes de la région et d'analyser le fonctionnement des cinq fédérations, pendant et après les élections régionales, afin de faire des propositions pour un fonctionnement rénové du parti en Lanquedoc-Roussillon.

Le travail réalisé a fait l'objet d'un rapport présenté par François Lamy devant le Bureau national du 28 septembre 2011, concluant à la normalité du fonctionnement des fédérations de l'Aude et de la Lozère; demandant aux fédérations du Gard et des Pyrénées-Orientales un ajustement du fonctionnement de leurs instances et recommandant un découpage des sections en adéquation avec l'implantation géographique des adhérents. Pour la fédération de l'Hérault, la gravité des dysfonctionnements constatés dans le fonctionnement de ses instances, le déroulement des votes internes et la gestion du fichier des adhérents a conduit la mission « Dialogue et rénovation en Languedoc-Roussillon » à proposer la mise en place d'une direction provisoire mandatée par le Bureau national.

C'est dans ce prolongement que fut confiée à Pascale Boistard d'abord, puis à Alain Fontanel, la responsabilité de présider la direction collégiale chargée d'assurer la transition politique au sein de la fédération de l'Hérault, qui conduira au renouvellement statutaire de ses instances à l'occasion du prochain congrès. Alain Fontanel et Christophe Borgel ont en outre, pendant cette période, conduit les délicates négociations qui ont abouti à la désignation, par la direction nationale, de nos candidat-e-s aux élections législatives dans l'Hérault.

Le Bureau national a par ailleurs décidé de la mise en place de **deux commissions d'enquête**, sur la base de l'article 11.1 des statuts du parti, sur le fonctionnement des fédérations des Bouches-du-Rhône (décision du CN du 9 avril 2011) et du Pasde-Calais (décision du BN du 13 décembre 2011), présidées à chaque fois par Alain Richard, à la tête d'une commission composée à la proportionnelle des motions issues du congrès de Reims.

Le travail de la **commission d'enquête sur le fonctionnement de la fédération des Bouches-du-Rhône** a fait l'objet d'un rapport présenté par Alain Richard et adopté par le Bureau national du 5 juillet 2011.

Ce rapport préconisait, à travers un contrat de rénovation librement accepté par la fédération des Bouches-du-Rhône, un certain nombre de recommandations visant à promouvoir une action fédérale d'impulsion de la vie des sections, des modalités précises d'organisation des scrutins internes, une limitation de la taille des sections locales, une réorganisation en vue de la stabilisation des secteurs géographiques des sections, une limitation des adhérents non-résidents dans les sections, un allègement des effectifs du conseil et du bureau fédéral, une procédure plus fluide et plus ouverte du bureau fédéral des adhésions, un encadrement du cumul entre responsabilités fédérales et emplois publics.

Cette initiative de rénovation volontaire répondait à une aspiration exprimée par beaucoup de militants rencontrés par la commission.

Les conditions de la mise en œuvre des préconisations du contrat de rénovation par la fédération des Bouches-du-Rhône semblent témoigner aujourd'hui d'une volonté largement partagée de s'inscrire dans une démarche de rassemblement de l'ensemble des responsables politiques de la fédération. Elles donnent ainsi quitus à la direction du parti dans sa démarche de rénovation.

C'est dans ce contexte particulier que le Bureau national a été amené à se substituer à la fédération des Bouches-du-Rhône pour la préparation des élections législatives et l'investiture de ses candidat-e-s.

Le travail de la commission d'enquête sur le fonctionnement de la fédération du Pas-de-Calais a fait l'objet d'un rapport présenté par Alain Richard à l'occasion du Bureau national du 26 juin 2012.

Le BN a ainsi été amené à prendre acte de l'incapacité de la fédération à faire respecter les règles du parti, tant en ce qui concerne le débat démocratique en son sein, le fonctionnement des sections, les désignations des candidat-e-s, que le respect de la parité, de la diversité ou des accords avec nos partenaires. Ces pratiques contestables ont atteint leur paroxysme à l'occasion des dernières élections sénatoriales de 2011 et législatives de 2012.

Le Bureau national a donc décidé la mise sous tutelle des instances de la fédération du Pas-de-Calais, conformément aux termes de l'article 2.1 du règlement intérieur du parti.

La direction du parti souhaite s'appuyer sur l'ensemble des nombreux élu-e-s et militant-e-s qui veulent faire vivre la rénovation dans cette grande fédération pour retrouver rapidement des pratiques conformes à nos règles démocratiques.

Le Bureau national a demandé, sous la présidence d'Alain Fontanel, à Philippe-Xavier Bonnefoy, Marianne Louis, Laurence Rossignol et Marc Mancel, de conduire la réflexion, avec tous ceux qui le souhaitent pour qu'à l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres fédérations, la rénovation devienne une réalité dans le Pas-de-Calais.

Sous la présidence du secrétaire national à l'animation et au développement des fédérations, Alain Fontanel, s'est mise en place une **commission de réécriture des statuts** (composée des représentants des motions et de premiers secrétaires fédéraux), rendue nécessaire après l'adoption des propositions de modifications statutaires du texte « *Vivre ensemble »*, adopté par les militant-e-s (vote du 29 mai 2008). En outre, il convenait également d'intégrer dans nos statuts les propositions de modifications statutaires adoptées dans le cadre de notre convention nationale Rénovation du 3 juillet 2010.

Le secrétariat national aux fédérations a contribué à assurer la mobilisation pour les grands événements qui ont jalonné la vie politique de ces quatre dernières années: manifestations contre la privatisation de La Poste, mobilisations massives et répétées contre la réforme des retraites, manifestations du 1<sup>er</sup> mai...

Le secrétariat national aux fédérations a systématiquement été sollicité dans le cadre de l'organisation des différentes campagnes électorales, notamment par le secteur communication, dans le cadre de la répartition et de l'envoi des différents outils de campagne dans les fédérations (tracts, tabloïds, affiches, etc.).

Dans le cadre des campagnes pour les élections régionales, cantonales, sénatoriales, présidentielle et législatives, la préparation des grandes réunions publiques nationales et régionales a fait systématiquement l'objet de conférences téléphoniques préparatoires, sous la responsabilité de Christophe Borgel ou d'Alain Fontanel. Ces moments ont été l'occasion d'échanges fructueux avec les premiers secrétaires fédéraux et ont permis à nos secrétaires nationaux d'informer la direction nationale de façon précise et continue sur l'état de la mobilisation dans nos fédérations, notamment à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle et pour les élections législatives.

À l'occasion des différentes échéances statutaires internes et des campagnes électorales successives, le secrétariat national aux fédérations a assuré le lien entre les fédérations et les responsables nationaux du parti susceptibles d'animer des réunions internes ou publiques, fêtes de la rose ou banquets républicains, à la demande des fédérations. Dans le cadre de ces déplacements et lorsqu'il était sollicité, le secrétariat national aux fédérations a régulièrement mis à disposition des intervenants nationaux, les fiches fédérales actualisées au gré des évolutions internes, électorales ou institutionnelles dans chaque département.



## 4 La formation des militant-e-s

Secrétaires nationaux : Emmanuel Maurel, secrétaire national aux universités permanentes et d'été et Laurence Dumont, secrétaire nationale à la formation.

À l'issue du congrès de Reims, Laurence Dumont et Emmanuel Maurel ont été désignés respectivement secrétaire nationale à la formation et l'autre secrétaire national aux universités permanentes et d'été. Ils ont animé le secrétariat national à la formation et aux universités, en collaboration avec plusieurs secrétariats du parti pour des projets communs, par exemple le programme Mobilisation 2012 pour les Primaires et le porte-à-porte.

L'activité du secrétariat a été conduite en s'appuyant sur un séminaire national des secrétaires fédéraux à la formation. Celui-ci s'est tenu à l'initiative des deux secrétaires nationaux, en lien avec Nicolas Simiot, coordinateur du réseau national des formateurs, Frédérique Pigeon, chef du projet Atelier des secrétaires de section, et les 80 formateurs du réseau national – tous recrutés dans nos rangs, sur la base de leurs compétences professionnelles et de leur implication bénévole. Yves Attou, bien qu'investi dorénavant au secteur mondialisation, est resté un compagnon de route apportant conseil et appui.

Depuis le congrès de Dijon, la formation est devenue un droit statutaire - article 2-6 : « *Tout adhérent-e du Parti socialiste a droit à une formation* ». Le combat des socialistes et les responsabilités qui leur sont confiées par nos concitoyens *via* les élections exigent en effet plus que jamais des militant-e-s politiquement bien formé-e-s, dont les compétences sont développées, qui savent s'adapter au changement, qui s'interrogent sur leurs pratiques en vue de les améliorer, qui perfectionnent leurs connaissances et qui mettent en œuvre de nouvelles formes d'action.

Les deux secrétaires nationaux se sont saisis des enjeux de la formation dans le parti, approfondissant et élargissant une politique bien établie sur l'ensemble du territoire, en direction de publics toujours plus nombreux, et par des dispositifs et des événements repérés très positivement bien au-delà de nos propres rangs.

#### L'université permanente

L'université permanente est le cœur historique du secteur formation du PS. Elle s'adresse aux cadres fédéraux PS, MJS et des Partis socialistes européens. Elle a pour objectifs pédagogiques de faire connaître l'histoire du Parti socialiste et du PSE, faire comprendre les grands enjeux économiques et sociaux, donner une vision globale de la mondialisation, apprendre à parler en public avec clarté, animer efficacement les réunions, groupes de travail ou comités de campagne, conduire pratiquement une campagne électorale, élaborer et mettre en œuvre un plan d'action fédéral. Organisée sur 4 week-ends durant l'année, la formation est à la fois théorique et pratique, et donne lieu à un travail personnel qui doit aboutir à un mémoire.

Nombre de stagiaires formés entre 2009-2012 : 320. Date de création : 1998-1999.

#### Les universités d'été

Rassemblant dirigeant-e-s et militant-e-s pendant 48h intenses, mobilisant des partenaires politiques européens et internationaux, des intellectuels, des acteurs de la société civile et de la culture, l'Université d'été s'est déployée et enrichie : aux côtés de la dizaine de séances plénières et de la trentaine d'ateliers se sont tenus des débats « Hors les murs » et des « Cartes blanches » à des artistes (en 2010), ouverts à tous les citoyens, ainsi qu'un festival du film politique. Résultat : des ateliers bondés, des questions qui fusent, des débats qui se terminent tard dans la nuit, un parti vivant, un parti ouvert, qui travaille, qui réfléchit, qui débat, qui aime la confrontation d'idées, qui aime la controverse intellectuelle puisqu'elle nourrit et enrichit. La convivialité est également au rendez-vous, avec notamment le grand banquet festif du samedi soir. Un programme complet est remis à chaque participant, des retransmissions et des comptes-rendus sont accessibles en temps réel sur Internet, un cahier restitue la teneur des travaux. Une libraire et des dédicaces d'auteurs permettent de valoriser une production éditoriale politique foisonnante, entre les « incontournables », les ouvrages conseillés par nos intervenants et les nouveautés de l'année.

Thèmes des dernières éditions : La France qu'on aime, 2009 - La vie qu'on veut, 2010 - Ensemble le changement, 2011 - Le temps du changement, 2012. Date de création : 1993.

La communication des Universités d'été a été repensée afin d'améliorer l'accueil des militants et de montrer l'ouverture du PS à la société civile. Par exemple, dès 2009, un kit de bienvenue a été offert aux participants. Il comprenait notamment le livret-programme dans son nouveau format, un bloc-notes et la nouvelle version de *L'Indispensable*, le quotidien de l'Université d'été. Les retransmissions en direct et la diffusion d'émissions ou de JT vidéos ont permis de multiplier l'audience



des UE. Sur le web, plusieurs espaces ont été dédiés (notamment l'inscription et le paiement en ligne). Des stands et ateliers de formation aux outils de campagne numérique ont aussi été mis en place.

#### L'université d'été de La Rochelle en chiffres

### 4 500 participants

2009 : + de 350 journalistes accrédités

2010: + de 400 journalistes accrédités

2011:+ de 900 journalistes accrédités

#### Les formations en fédération

Du fait de la volonté de porter la formation au plus près de tous les militants et de répondre à la demande en formations des fédérations et des sections, des sessions décentralisées ont été développées. Les commanditaires mobilisent l'offre de formation théoriques, techniques ou en lien avec l'actualité : histoire du parti, identité et valeurs du socialisme, mouvements sociaux, politiques économiques et sociales, écrits politiques, prise de parole en public, argumentation... Le secteur assure par ailleurs une ingénierie de formation pour des demandes spécifiques. Les sessions sont organisées un après-midi, une soirée ou un weekend. Tous les départements de métropole et d'outre-mer se sont saisis de cette offre.

Enfin, les fédérations peuvent signer un protocole d'accord pour ouvrir une université permanente décentralisée, déclinaison de l'université permanente aux plans fédéral et interfédéral, mais où chacun conserve sa liberté de choix des stagiaires et des stages à dispenser.

Nombre de stagiaires : 3 710. Nombre d'interventions : 140. Date de création : 2006.

#### Des outils pour les sections du parti

**Les réunions annuelles des secrétaires de section** ont été l'occasion de diffuser de nombreux supports pratiques et de mobilisation (classeurs et fiches pratiques à destination des secrétaires de section, posters pour décorer les salles de réunion des sections, distribution du matériel militant : série de cartes postales « Propositions du PS », clé usb contenant tout le matériel de campagne...)

**L'atelier des secrétaires de section** concourt à soutenir dans leur travail nos responsables, à les équiper, à les dynamiser, à les encourager à se tourner vers l'extérieur tout comme vers l'histoire

des socialistes. Consacrés à des projets réels des sections, les échanges de bonnes pratiques et de savoirs indispensables accélèrent et renforcent une mise en mouvement des cadres de base du parti. Le calendrier comprend deux étapes entre octobre et janvier : une session décentralisée, et une session adossée au Rassemblement des secrétaires de section. Dix fédérations se sont portées candidates pour l'édition 2012-2013.

Nombre de fédérations : 11 : Calvados, Deux-Sèvres, Finistère, Indre-et-Loire, Lot, Maine-et-Loire, Nord, Paris, Pyrénées-atlantiques, Vendée, Yonne.

Nombre de sections : 155. Nombre de stagiaires : 230. Création : 2010.

**Les cahiers et guides de la formation, des supports fondamentaux** pour contribuer à aider tous les militants désireux de se former, plusieurs projets éditoriaux de cahiers ont été réalisés ou prévus (sur le féminisme, les socialistes et les grandes théories économiques, sur l'emploi, les services publics...) et un travail d'actualisation de certains cahiers (laïcité...) est mené. *Le Guide de l'adhérent* a été mis à jour. Enfin des fiches formation « Politique » et « Technique » sont téléchargeables à partir du site internet du parti et du secteur.

Nombre de cahiers : 19 ; guides : 2 ; fiches : 13. Création : 1999.

« Formation socialiste », le site du secteur formation du parti, permet de faire mieux connaître l'offre et l'agenda en formation, mais également d'accéder à l'actualité du secteur et à une partie historique étoffée sur le parti et les différents courants de pensée. Création : 2011

**La newsletter** se veut un lien fédérant l'ensemble des formateurs du réseau, les secrétaires fédéraux et premiers fédéraux, les partenaires du secteur. Elle diffuse l'expression de formateurs, d'experts, des informations plus théoriques ou sur des dispositifs de formation, le calendrier de l'activité du secteur. **12º numéro. Création : 2010**.

#### Les événements à Solférino

Les entretiens de Solférino, l'actualité approfondie. Organisés pour étudier un thème d'actualité politique, en saisissant l'occasion de la sortie d'un livre par exemple, ces entretiens offrent le grand intérêt pour nos adhérents et sympathisants d'éclairer des sujets importants de façon approfondie. Ces séances organisées trois fois par an ont donné lieu à des articles postés sur le site internet du parti et du secteur.

Auteurs qui sont intervenus : Sylviane Agacinski, François Bazin, Laurent Bouvet, André Brahic, Gilles Finchelstein, Hervé Kempf, Laurent Godmer, Rémi Lefebvre, Emmanuel Todd. Date de création : 2002. Des entretiens fédéraux et interventions thématiques, à l'initiative des fédération, ont permis de décentraliser ce mouvement pour la connaissance et la circulation des idées.

« Mon 10 mai » : célébration de l'anniversaire du 10 mai 1981. Les 30 ans du 10 mai 1981 ont été l'occasion de célébrer le changement à Solférino et partout en France. Au siège du PS, une journée portes-ouvertes a permis aux visiteurs de découvrir une exposition consacrée à François Mitterrand. La journée, animée par la projection de clips et de témoignages sur écran géant, s'est conclue par la projection du clip « de 1981 à 2012 ». Un site spécial a été ouvert, couvrant l'événement, présentant le programme national des festivités, permettant aux internautes de livrer leurs témoignages et de contribuer à la playlist musicale. Une application mobile ludique et des goodies (t-shirts, badges, CD, timbres anniversaire) ont également été réalisés pour cette journée particulière.

Le siège du PS a été également ouvert au public à l'occasion des **journées du patrimoine**, en septembre 2011. Cette journée a permis d'informer les visiteurs sur le processus des Primaires citoyennes.



#### Les Primaires citoyennes

Pour la première fois de notre histoire, des Primaires citoyennes ont été organisées pour désigner notre candidat à l'élection présidentielle. Le principe des primaires ouvertes, annoncé par la Première secrétaire à la Rochelle en 2009, a été entériné, après le vote favorable de plus de 70 % des militants, lors de la convention de la Rénovation le 3 juillet 2010. Suivant le calendrier voté par les militant-e-s, le scrutin était fixé aux 9 et 16 octobre 2011.

Ces Primaires ont été ouvertes à tous les partis de gauche souhaitant participer. Au final, six candidats ont brigué l'investiture à l'élection présidentielle : cinq socialistes, Arnaud Montebourg, Martine Aubry, Manuel Valls, François Hollande et Ségolène Royal, et le président du PRG, Jean-Michel Baylet. Martine Aubry étant en campagne, c'est Harlem Désir, secrétaire

national à la coordination, qui a assuré l'intérim du Premier secrétariat durant cette période.

Pour participer aux Primaires, il suffisait d'être inscrit sur les listes électorales (arrêtées au 28 février 2011), ou d'être inscrit sur une liste complémentaire (arrêtée au 13 juillet 2011), signer une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche et contribuer aux frais d'organisation à hauteur de 1 euro. 9 425 bureaux de vote ont été installés en métropole et en outre-mer. Au premier tour, plus de 2,6 millions de Français se sont déplacés. Ils étaient plus de 2,8 millions au second tour.

L'organisation des Primaires citoyennes a nécessité la mise en place d'une structure spécifique au sein de laquelle le secrétariat général administratif, le secrétariat national à la coordination, le secrétariat national aux fédérations et le secrétariat national à la communication ont joué un rôle prépondérant.

C'est ainsi que le secrétariat national aux fédérations a apporté tout son appui dans l'élaboration des listes électorales spécifiques et dans la mise en place des formations qui ont permis une bonne organisation des Primaires dans chaque fédération. Il a constitué l'interface permanente entre les fédérations et le secrétariat général administratif qui en pilotait l'organisation générale. Grâce à ses relations privilégiées avec les fédérations, le secrétariat national aux fédérations a ainsi participé de façon significative au processus de désignation du candidat des socialistes et des radicaux de gauche à l'élection présidentielle.

C'est ainsi que le SN à la communication et les services rattachés (service de presse, service éditions, service web et boutique du PS) ont mis en œuvre tous leurs moyens humains et techniques pour organiser une campagne d'information nationale sans précédent. Alors que la droite menait une campagne de démolition des Primaires, nous avons su donner de la crédibilité au processus alors qu'il était tout à fait inédit.

Cette campagne d'information menée pendant dix mois a tenu compte de nouveaux éléments de cette période : des Primaires ouvertes avec un objectif de 1 million de votants, la montée en puissance du web et des réseaux sociaux, le canal TV et l'organisation des débats, et s'est organisée en fonction du calendrier politique des Primaires .

De la phase de préparation début 2011 à la clôture des candidatures en juin 2011, il s'est agi de partager le mode d'emploi des Primaires (qui peut voter, quand, comment) auprès des militants et de gagner la confiance des sympathisants, des médias par tous les moyens de communication adaptés, du porte-à-porte aux réseaux sociaux. La caravane des Primaires a été lancée au cœur de l'été, avec le soutien des Jeunes socialistes et a conclu son tour de France à la Rochelle, à l'occasion de l'Université d'été. Les moyens de communication du parti ont été

mis équitablement à disposition des candidats dès la rentrée et à six semaines du vote, un plan d'actions de proximité a été lancé pour démultiplier l'information sur le terrain : distributions sur les marchés, et dans les lieux de passage de dépliants modes d'emploi, mise en place d'une hotline (numéro vert), d'une application mobile... Pour mieux orienter les participants vers leur bureau de vote, une campagne de publicité dans des titres de la presse nationale, la PQR, les gratuits, une campagne de SMS ont été lancées.

Les jours du vote (9 et 16 octobre en métropole, 8 et 15 octobre dans les DOM), une organisation spécifique a été mise en place pour relever le défi logistique des Primaires : dans chaque fédération, un Comité départemental d'organisation des Primaires (CDOP), une Commission départementale de recensement des votes (CDRV) et une subdivision de la Haute Autorité chargée de la bonne tenue des Primaires ont été constitués. Chacun des bureaux de vote a reçu un kit pour l'organisation du scrutin comportant signalétiques aux couleurs des Primaires, bulletins de vote, enveloppes, urnes pour recueillir la contribution de 1 euro ainsi que le matériel nécessaire au vote, dont un stylo numérique. Les résultats des votes ont été communiqués en temps réel sur le site du PS et par voie de presse alors que Solférino ouvrait ses portes aux médias du monde entier.

La Haute Autorité, composée de Catherine Barbaroux, Jean-Pierre Mignard et Rémi Pautrat, était garante de la bonne organisation des Primaires, et notamment de la transparence du scrutin. C'est à elle qu'est revenue l'annonce de la victoire de François Hollande au second tour.

Enfin, des milliers de personnes se sont retrouvées samedi 22 octobre à la Halle Freyssinet pour la Convention d'investiture de François Hollande.



### Les Primaires en chiffres



C'est le montant dont ont dû s'acquitter les votants aux Primaires pour contribuer aux frais d'organisation.



Au premier tour, 2,6 millions de personnes se sont déplacées pour aller voter. Au second tour, elles étaient 2,8 millions à participer.



9 425 bureaux de vote ont été installés partout en France et à l'étranger. Pour connaître leur bureau de vote, les participants pouvaient se connecter sur le site internet lesprimairescitoyennes.fr, une application mobile a également été créée spécialement.



Trois débats télévisés ont été organisés durant la campagne. Le dernier débat entre Martine Aubry et François Hollande a réuni 5,9 millions de téléspectateurs.



Six candidats ont briqué l'investiture à l'élection présidentielle : Arnaud Montebourg,
Marting Archive Martine Aubry, Jean-Michel Baylet, Manuel Valls, François Hollande et Ségolène Royal.





# Le projet des socialistes

Pendant ces quatre années, l'objectif du PS a été de construire un projet solide, cohérent répondant aux attentes des Français. Un processus a été mis en place pour permettre un véritable dialogue avec les citoyens, les militants et l'ensemble des acteurs concernés. Les secrétariats nationaux thématiques et le Laboratoire des idées ont activement participé à la construction de notre projet. Cette méthode a permis d'aboutir au projet socialiste voté à l'unanimité puis enfin, au programme présidentiel de François Hollande.

## 1 Débattre avec les Français

#### **Tour de France**

Afin d'élaborer son projet et de se préparer aux prochaines échéances électorales, le Parti socialiste a décidé d'ouvrir un grand chantier de réflexion en collaboration avec ses militants, de nombreux acteurs de la société civile et tous les citoyens qui ont souhaité y prendre part.

Dans le cadre du Tour de France du projet, huit rencontres publiques ont ainsi été organisées entre septembre et décembre 2009, en présence de la Première secrétaire Martine Aubry:

Angoulême (22 septembre), Auch (30 septembre), Cachan (9 octobre), Grenoble (21 octobre), Tourcoing (5 novembre), Nancy (18 novembre), La Seyne-sur-Mer (25 novembre), Rennes (2 décembre)



Ces espaces d'échanges ont été principalement fréquentés par des citoyens qui, non-membres du PS, ont voulu dire aux socialistes ce qu'est pour eux la France qu'ils aiment. Des discussions ont été menées entre les participants et avec le public dans le but de mettre en place une base de réflexion solide pour la construction de notre projet. Le PS a publié un verbatim de ces débats. Les débats se sont poursuivis sur le site lafrancequonaime.fr, sur quatre forums de discussion : « Pour moi, la France » ; « Sortir de la crise » ; « Changer l'avenir des jeunes » ; « Remettre les Français au cœur de la politique ».

#### Le laboratoire des idées

Président : Christian Paul

Début 2009, à la suite du congrès de Reims, est créé le Laboratoire des idées, présidé par le secrétaire national et député Christian Paul. Appuyé par un Conseil politique incluant Marylise Lebranchu et Daniel Goldberg, le lancement du Laboratoire des idées répondait à deux défis. En premier lieu, aborder les questions fondamentales ou orphelines selon une méthode nouvelle, ouverte sur la société, mais également renouer avec les « producteurs d'idées ou de savoirs » - chercheurs, intellectuels, artistes, innovateurs du quotidien -, dans le respect de l'autonomie de chacun.

Étape après étape, convaincu que le combat des idées permettrait de remporter la bataille politique, ce travail s'est inscrit dans la préparation du projet socialiste pour 2012 qui a lui-même nourri le projet présidentiel porté par François Hollande.

#### 1. Les axes de travail du Laboratoire des idées

Penser global, pour humaniser le monde qui vient. Les socialistes, comme les Français, voulaient un projet global et porteur de sens, ouvert sur le monde, défendant la réduction réelle des inégalités et proposant des réponses ambitieuses aux chocs écologiques. Il était indispensable de dépasser le découpage traditionnel, en « silos », de l'action publique et de mêler des disciplines, des expériences et des générations. Régulièrement, le Lab a ainsi proposé à la Première secrétaire et à l'équipe de direction du PS de rencontrer des chercheurs de tous horizons, engagés dans des travaux de fond permettant d'éclairer nos choix.

Organiser la délibération collective autour des questions majeures du monde du XXIº siècle. Le Lab a coordonné plus d'une vingtaine de groupes de travail rassemblant des chercheurs, des citoyens engagés, des experts de la société civile et des élus dans un dialogue permanent entre le politique et l'expertise. Sans délaisser les ripostes à mener dans l'actualité, ces groupes se sont donnés entre six et quinze mois avant de mettre, en lien avec les secrétaires nationaux, leurs productions dans le débat, interne ou public.

**Dialoguer avec les « innovateurs du quotidien »**. Citoyens, associations, entreprises ou réseaux, les « innovateurs du quotidien » changent la société autour d'eux, dans le champ écologique, social, culturel, économique ou coopératif. Ils expérimentent et font école. Leur expérience, leur sens de l'intérêt général, leur goût des résultats concrets en ont fait les partenaires indispensables d'un parti de gauche attaché à comprendre et à valoriser les solutions de terrain. Le Lab a ainsi mis en réseau ses propres groupes de travail et ceux qui, ailleurs en France, en Europe et dans le monde, résistent, réfléchissent, agissent – revues, think tanks, sites de réflexion.

#### 2. Les rapports et les notes du Lab

Trois grands axes ont été définis pour incarner l'offensive de civilisation :

- Un nouveau modèle de développement pour concevoir, produire, consommer, échanger mieux. Le rétablissement de la France passera par l'innovation, la réindustrialisation, le combat contre la précarité et la transition énergétique.
- Vers la justice sociale, pour bâtir l'égalité réelle : face aux inégalités et au déclassement, la gauche doit mettre au cœur de son projet pour la France les services publics, les protections sociales, les solidarités et la réforme de la fiscalité.
- Rassembler les Français et renouer avec la promesse républicaine : la gauche doit répondre aux nouvelles demandes citoyennes et porter le projet d'une société solidaire qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres et où, ensemble, nous prenons soin de l'avenir.

#### Les notes du lab

- 1. Un nouveau modèle de développement pour concevoir, produire, consommer, échanger mieux. Le rétablissement de la France passera par l'innovation, la réindustrialisation, le combat contre la précarité et la transition énergétique.
- Crise et changement du modèle de développement : la situation de crise vécue aujourd'hui est violente dans ses conséquences sociales et potentiellement destructrices pour notre avenir. Les axes d'action dans le cadre d'une stratégie politique de long terme.
- Le nouveau monde industriel : comment accentuer l'engagement en faveur de l'entrepreneuriat et repenser les notions d'innovation et de production industrielle.
- L'économie sociale et solidaire au cœur de l'autre économie : l'économie sociale et solidaire (ESS) ne doit plus être la béquille d'un système économique à bout de souffle mais bien le cœur battant de cette autre économie que nous voulons.
- Changer le travail, changer la vie : une contribution à la construction de l'alternative en 2012 dans les entreprises et dans le secteur public.
- Les travailleurs non salariés, créer les conditions de l'activité indépendante : quelles nouvelles politiques pour protéger et dynamiser le secteur des travailleurs non salariés et indépendants ?
- Un nouveau pacte social pour l'entreprise : une entreprise fédérée autour d'un projet collectif et à l'écoute des diverses parties prenantes gagne en capacité d'adaptation, en compétitivité et en créativité.
- Eau, bien commun, bien public : pour une gestion démocratique et durable, une approche fine des différents enjeux de la gestion de l'eau, des propositions fortes. Le rapport s'intéresse tout autant à la gestion des milieux aquatiques qu'à la distribution de l'eau potable et s'adresse aux élus comme au grand public.
- La France connectée dans une société créative : le Laboratoire des idées a inscrit dans ce texte ses principes et propositions pour le programme numérique du projet socialiste.
- La société créative pour tous : la société que nous voulons, est une société qui donne à chacun la chance et la capacité, non seulement de construire son propre destin, mais aussi d'agir pour le bien commun.
- La société numérisée, aspirations et enjeux politiques :
   Quelle est notre capacité à « faire civilisation » dans nos sociétés transformées par la révolution du numérique et des réseaux?

- 2. Vers la justice sociale, pour bâtir l'égalité réelle : face aux inégalités et au déclassement, la gauche doit mettre au cœur de son projet pour la France les services publics, les protections sociales, les solidarités et la réforme de la fiscalité.
- Les services publics personnalisés, transformer l'action publique, vers l'égalité réelle : concilier trois ambitions pour définir de nouveaux services collectifs personnalisés : l'égalité du citoyen, les exigences légitimes du contribuable et les besoins singuliers de chaque usager.
- Réformes de l'État, un nouveau cycle pour la puissance publique: comment répondre aux défis que la gauche aura à relever en cas de victoire en 2012, pour recréer un État véritablement efficace, anticipateur, innovant, garant de la justice sociale et de l'égalité.
- Sécurité sociale professionnelle : de quoi parle-ton ? Comment y parvenir ? Les objectifs de la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle, qui vise à investir dans les qualifications et la sécurisation des transitions professionnelles.
- -Éducation et territoires, une politique éducative territoriale pour l'égalité réelle : ce groupe de travail propose de mettre en place des politiques éducatives au plus près des territoires et des réalités sociales pour garantir au mieux l'égalité réelle.
- Savoirs et émancipation, un collège commun et ambitieux : le collège est le dernier lieu éducatif traversé par l'ensemble d'une classe d'âge. Comment renverser la tendance d'un lieu considéré de faible intensité éducative et transmettre une culture solide et ambitieuse à chaque collégien de France?
- Le partage des richesses et les moyens de corriger les inégalités : un diagnostic sur la réalité du partage des richesses et qui propose un rééquilibrage.
- Pour une nouvelle politique de santé mentale : ce groupe de travail amène dans cette note des propositions visant à réorienter la politique de santé mentale en France.

- 3. Rassembler les Français et renouer avec la promesse républicaine : la gauche doit répondre aux nouvelles demandes citoyennes et porter le projet d'une société solidaire qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres et où, ensemble, nous prenons soin de l'avenir.
- Bâtir un nouveau contrat générationnel : analyse et propositions pour améliorer la situation des jeunes.
- Égalité-diversité, vers un nouveau cycle de politiques publiques : identités culturelles et religieuses sont devenues indissociables du thème des discriminations. Comment dépasser les clivages entre « républicains » et « démocrates » ?
- Nouvelles familles, fonder le droit de la famille sur une éthique de la responsabilité: basant le droit de la famille sur l'engagement parental, une réforme de la filiation et de l'accès à la procréation assistée est proposée.
- Les villes, un enjeu global pour la société de demain : repenser les villes comme un tout et dans un tout, repenser le territoire urbain comme un lieu de réinvention et de changement politique, économique, social et écologique.
- Le « Care » ou comment l'attention aux autres peut prendre place dans un projet de société? Le « care » porte une nouvelle façon de défendre la justice sociale, au service des vies fragilisées. Il réaffirme de nouvelles urgences sociales et envisage la possibilité de la mutualité, de la paix sociale, du vivre-ensemble.
- Frapper aux portes ou comment mobiliser pour les prochaines élections : il est souvent plus efficace de mobiliser les électeurs de son propre camp risquant de s'abstenir que de tenter de persuader les indécis et les électeurs de l'autre camp de voter pour soi.

#### 3. Communication, publications

Les travaux du Lab ne pouvaient avoir de sens qu'en trouvant une suite, dans un dialogue avec les élus, les militants et les citoyens. Les groupes ont ainsi pu trouver un débouché dans les différentes conventions et dans le cadre du forum des idées. Des événements publics ont été organisés : soirée de rentrée le 15 septembre 2010, organisation de restitutions des rapports ouvertes au public, séminaire sur la jeunesse, ateliers de coproduction « Transformations numériques » à la Cantine..., permettant en retour de nourrir les travaux du Lab.

Dans les départements, les Laboratoires des idées fédéraux ont pu traiter de questions d'initiative locale ou participer aux

réflexions conduites dans l'ensemble du parti, avec l'apport des intellectuels du département ou d'ailleurs, pour échanger les expériences. Une quinzaine de Labs fédéraux et une trentaine de correspondants fédéraux ont participé à la dynamique du réseau que constituait plus généralement le Laboratoire des idées.

Des contacts étroits avec la presse ont été entretenus afin que les journalistes puissent prendre connaissance et suivre les pistes de travail engagées, tandis que de nombreuses publications (tribunes et articles dans les quotidiens nationaux) s'en sont fait l'écho. Les travaux ont été mis à la disposition de tous grâce

au site Internet www.laboratoire-des-idees.fr, et relayés sur les réseaux sociaux tels que Facebook et la Coopol.

La « Lettre du Lab », newsletter régulière du Laboratoire des idées, a permis de faire connaître et relayer les rapports. Elle a également été un support de diffusion des « entretiens croisés », offrant de riches échanges entre un intellectuel et un politique autour d'un livre ou d'une question d'actualité, et des articles intitulés « Autour d'une œuvre », permettant de présenter un livre ou une vidéo.

Enfin, une cinquantaine de chercheurs et intellectuels ont apporté leur contribution au livre « *Pour changer de civilisation* » (Odile Jacob, 2011). Introduit par Martine Aubry et Christian Paul, cet ouvrage s'est efforcé de rendre visible le monde qui vient, d'aider à le comprendre pour pouvoir le transformer.

#### Comité économique social et culturel

Au lendemain du congrès de Reims, le Comité économique social et culturel, sous la présidence de Michel Debout et l'ensemble des membres du bureau, s'est appliqué à enrichir la réflexion du parti sur cinq thématiques centrales dans l'explication des mutations que notre société connaît. L'objectif était de dépasser la simple critique des politiques menées par Nicolas Sarkozy et de proposer une véritable alternative.

**La section Europe et mondialisation** animée par Jacques Gérard et Charles Napoléon a proposé trois rapports présentés pour les derniers dans la « *Lettre du CESC* » (les numéros 2 de mars/avril 2011 et 5 de février 2012) :

- Migrations et développement, une chance pour tous luillet 2009
- Pour une société de l'être et non de l'avoir Janvier 2010
- Pour une politique des migrations cohérente et conforme aux Droits de l'Homme, en France et en Europe - Novembre 2011

La section sciences et technologie animée par Alain Dehayes a travaillé sur les nouvelles technologies, les technologies du vivant, les technologies de production et de stockage de l'énergie, les nanotechnologies, ces sujets ont donné lieu à trois séminaires en collaboration avec la Fondation Jean-Jaurès, les 31 janvier 2012, 1er février 2012 et 8 février 2012, les publications des actes des séminaires sont en cours de rédaction. En outre la section a tenu un colloque au Sénat dont le thème était : « Quels développements scientifiques pour quelle société ? Selon quels processus démocratiques de décision? » Le 5 juin 2010, les actes de ce colloque ont été publiés (cahier du CESC).

La section travail et affaires sociales animée par Marcel Sanguin et Michèle Petauton s'est orientée vers l'étude des répercussions des conditions de travail sur la santé des travailleurs. Sur la base de ses recherches documentaires et auditions de divers acteurs impliqués dans la protection des salariés en termes de conditions de travail et de santé (secrétaire national au travail et à l'emploi du PS, responsables syndicaux, CFDT, CFE-CGC spécialisés dans les questions de conditions de travail, médecin du travail, avocat spécialisé en droit social et pénal intervenant dans les contentieux entre employeurs et salariés, dont plans sociaux, spécialistes des risques professionnels de la CNAMTS ...), elle a produit deux fascicules sur les interactions entre travail et santé des travailleurs :

- « Souffrance au travail, vers une réponse collective »
- « La pénibilité, la question de l'usure du travailleur par les conditions de travail ».

Elle a également traité des sujets précités dans ses contributions aux première et sixième «Lettres du CESC» de février-mars 2011 et avril-Mai 2012, sous forme d'articles et interviews d'experts du PS en matière de questions sociales.

**La section culture** animée par Jacqueline Zana-Victor et Annie Crépin. Après avoir rédigé le fascicule *Culture, Intégration et Diversité* et publié en 2011, la Newsletter n° 3 du CESC, la section a poursuivi son travail et s'est consacrée au thème « Créativité et Liberté » et mené dans ce but de nombreuses auditions de personnalités du monde culturel.

Ces travaux ont permis d'élaborer une « lettre-programme » envoyée à François Hollande puis à Aurélie Filippetti, en charge de la culture, lors de la campagne.

**La section démocratie institution communication** animée par Françoise Pelissolo et José Guntzburger a contribué à fixer des repères permettant aux socialistes de retrouver au plus vite les chemins d'une démocratie dynamique, dès leur retour au gouvernement en 2012.

En situation privilégiée d'observation de la vie du parti à l'écoute des militants dans divers milieux, la section a suivi l'évolution du Parti socialiste. Son regard s'est porté sur les médias pour une analyse la plus cohérente possible, elle a comparé les comportements des élus et des citoyens, au travers de la vision des médias, véritables intermédiaires entre les uns et les autres.

## **2** Proposer

Au cours de ces quatre années, l'objectif du travail des secrétariats nationaux a été de proposer un projet cohérent, ambitieux, pour permettre à la gauche de remporter les élections. Ce travail s'est structuré autour d'événements majeurs qu'ont été les conventions nationales et les Forums des idées. Ces manifestations ont été l'occasion d'apporter une véritable coordination au travail réalisé et de faire collaborer élus, militants, experts, monde associatif, syndicats, aux travaux du parti.

Outre ces grands événements, les secrétariats nationaux, réunis autour de pôles thématiques, ont travaillé au quotidien pour fournir les éléments nécessaires à l'élaboration du programme pour 2012, mais également les arguments qui ont alimenté l'ensemble des campagnes électorales, la riposte à la droite, la formation des militants, l'animation des réseaux et l'émergence d'idées nouvelles.

#### Les forums des idées

La volonté d'associer l'ensemble des acteurs travaillant sur les grands enjeux pour préparer l'alternance et un programme solide s'est traduite, en parallèle des conventions nationales, dans l'organisation des forums des idées. Pôles thématiques, chercheurs, associations, élus, experts, ONG... ces forums, qui se sont tous tenus en présence de la Première secrétaire Martine Aubry, ont permis l'émergence de propositions concrètes et cohérentes, fondements du programme présidentiel.

#### Forum des !dées

- Forum des idées agriculture, Cluny le 14 juin 2010.
- Forum des idées ville, Lille, le 6 novembre 2010.
- Forum des idées sécurité, Créteil, le 17 novembre 2010.
- Forum des idées institutions, Paris, le 2 février 2011.
- Forum des idées justice, Paris, le 14 mars 2011.
- Forum des idées Outremers, Paris, le 27 avril 2011.
- Forum des idées biens communs et services essentiels, Paris, le 4 mai 2011.
- Forum des idées recherche et enseignement supérieur, Toulouse, le 18 mai 2011.

#### Économie et nouveau modèle de développement

Devant l'héritage des précédents gouvernements, recréer une réelle capacité d'expertise et de prospective, proposer et défendre les mesures qui permettraient de relancer l'activité tout en anticipant le modèle de développement économique, social, écologique, de transport, de demain, voilà le défi que s'était posé le pôle, sous la direction de ses secrétaires nationaux: Guillaume Bachelay pour le secrétariat national à l'industrie, aux entreprises et aux nouvelles technologies, Philippe Doucet pour le secrétariat national au droit des consommateurs, Aurélie Filippetti pour le

secrétariat national à l'énergie, Razzy Hammadi pour le secrétariat national aux services publics et à la fonction publique, Laurence Rossignol pour le secrétariat national à l'environnement, Michel Sapin pour le secrétariat national à l'économie et à la fiscalité, Bernard Soulage pour le secrétariat national aux transports, Alain Vidalies pour le secrétariat national au travail et à l'emploi.

Au-delà de la réponse immédiate à la crise, financière, économique et budgétaire que notre pays traverse, l'analyse du pôle a été orientée vers le long terme et la proposition d'un modèle cohérent et durable de développement économique, social, écologique et énergétique. Un objectif dont l'un des principaux accomplissements aura été la convention nationale sur le nouveau modèle de développement à laquelle les secrétariats nationaux du pôle ont largement contribué et qui a été présidée par Pierre Moscovici.

Durant ces quatre années, le pôle économie a placé le dialogue, l'échange, avec les acteurs de chaque secteur et de la société civile, de la puissance publique, les syndicats, les collectifs d'usagers, les chercheurs et universitaires, les élus, nos partenaires politiques, au cœur de sa démarche. Groupes de travail, auditions, collaboration à l'écriture des textes, notre démarche d'ouverture a été constante afin de relever les nombreux défis qui étaient devant nous, répondre à la profondeur de la crise que notre pays et les Français connaissent et apporter les solutions aux enjeux de demain.

Ce projet alternatif et partagé a constitué la pierre angulaire des réunions des groupes d'experts organisées par le pôle, des auditions d'acteurs clés au sein de chaque secteur, des communiqués de presse et argumentaires, comme de l'ensemble des documents rédigés depuis le congrès de Reims.

#### Industrie

**Préparer le redressement productif.** Après dix ans de gouvernement de droite, notre pays connaît une désindustrialisation massive. 750 000 emplois industriels ont été



perdus ces dix dernières années. Le taux de chômage des jeunes atteint des records.

Sortir de cette dynamique destructrice a constitué une des lignes directrices des travaux du pôle.

Le 15 février 2010, le PS a dévoilé un rapport de Guillaume Bachelay présentant **54 propositions pour refaire de la France une grande nation industrielle**, et proposer un modèle de production social écologique : rééquilibrage de la politique européenne, politiques de filières, banque publique d'investissement déclinée au niveau local, le secrétariat a proposé une vision ambitieuse et cohérente de la politique industrielle, du niveau européen au niveau territorial. Ce document a été la première pierre posée au renversement de cycle que nous connaissons aujourd'hui : d'une économie sans industrie au sursaut productif et au redressement industriel.

Le cadre de réflexion du secrétariat a dépassé le seul cadre national pour s'ouvrir à l'Europe, pilier essentiel pour proposer un modèle cohérent. Le secrétariat national à l'industrie, aux entreprises et aux NTIC a dans cette perspective déposé une contribution thématique intitulée « une politique européenne pour l'industrie, l'innovation et le commerce » lors de la convention nationale. L'enjeu pour l'Europe, pour sortir de la crise et proposer un modèle soutenable à long terme, est de réorienter la politique économique et monétaire vers la croissance et de se donner les moyens de mener une politique industrielle, de recherche et d'innovation ambitieuse.

#### Emploi

Conquérir de nouveaux emplois et assurer de meilleures conditions de travail en proposant des mesures élaborées en concertation avec nos partenaires, après un quinquennat destructeur. La journée de réflexion, organisée par le secrétariat national au travail, intitulée « Au travail pour l'emploi » du 17 octobre 2009 marque un pas important. L'ensemble de nos partenaires, politiques et syndicaux, des chercheurs et membres de la société civile, sont intervenus pour y présenter leurs propositions et leurs analyses face à la crise de l'emploi. Cette journée, organisée notamment par Alain Vidalies, s'est déroulée en présence de Martine Aubry.

Le secrétariat national au travail et à l'emploi a proposé un véritable plan pour l'emploi des jeunes adopté par les socialistes le 8 mars 2011. Ce sont **dix propositions pour l'emploi des jeunes,** qui ont été présentées par Alain Vidalies : insertion des jeunes, dispositif nouvelle chance pour les jeunes décrocheurs, lutte contre la précarité...

#### **Transports**

Creusement des inégalités, territoires de plus en plus isolés, hausse exponentielle du coût des transports, les Français ont durement souffert du désengagement de l'État. Les transports étaient pourtant un secteur essentiel dans le quotidien de nos concitoyens, lors des précédents quinquennats.

Les travaux du secrétariat national aux transports, sous la direction de Bernard Soulage, ont visé à restaurer et garantir l'exercice plein et entier de notre droit à la mobilité partout en France. Il s'agissait de penser au renouveau et à l'avenir des transports, qu'ils soient routiers, ferrés, maritimes, fluviaux ou aériens, de recréer les moyens d'une solidarité véritable entre territoires et modes de circulation.

Nous avons voulu développer d'autres manières de nous déplacer, de transporter, en tenant compte des besoins des Français, des défis à surmonter comme des menaces qui pèsent sur les générations présentes et à venir. Une mobilité plus respectueuse de l'environnement, apte à relever le défi climatique, tout en permettant aux Français de se déplacer mieux et à moindre coût. La politique de transports que nous défendons procède ainsi de deux priorités : une réelle démocratisation des transports publics et l'accent mis sur les transports du quotidien. Ces objectifs, nous les avons défendus autour de nouvelles ressources, provenant du transport lui-même. Mais également grâce à l'innovation, l'apport des nouvelles technologies, les dispositifs issus de la démocratie participative et le savoir-faire des acteurs.

Plusieurs mémos ont été produits par le secteur, avant d'obtenir un retentissement certain chez les experts des transports, dont **« Pour une mobilité durable »**, qui dresse le panorama des principales réformes structurelles que nous défendons, et **« Quel avenir pour le ferroviaire? »**, qui s'attache plus particulièrement au dossier du rail.



Nous n'avons eu de cesse, dès lors, de diffuser et promouvoir ces idées et propositions, qu'il s'agisse de rencontres, d'interviews, de participation à des colloques et réunions publiques. Nous avons également longuement échangé autour de celles-ci avec les partenaires sociaux et acteurs de la société civile. Ces multiples interventions nous ont permis de nourrir la réflexionet de défendre notre projet auprès des Français, à l'occasion des conventions et forums portés par le Parti socialiste (convention Égalité réelle, forum biens communs et services essentiels, forum ville du XXIº siècle...), comme lors de grandes manifestations publiques

et privées ayant pour objet les transports de marchandises et de personnes.

#### Services publics

Défauts dans l'accès aux droits les plus élémentaires, service de plus en plus difficile à délivrer, et une tension croissante de part et d'autre des guichets: des millions de citoyens sont aujourd'hui exclus du pacte républicain, et ne bénéficient plus ni des mêmes services publics, ni des mêmes moyens, ni des mêmes conditions de vie.

Devant ces attaques incessantes, le secrétaire national aux services publics, Razzy Hammadi, s'est largement exprimé contre la politique et les déclarations du gouvernement à l'encontre des fonctionnaires et des services publics.

Largement diffusées aux réseaux d'information, journalistes spécialistes comme aux représentants de l'ensemble de la profession, nos propositions ont fait valoir une autre aspiration pour nos services publics et notre fonction publique.

Sous la direction du secrétaire national, nous avons fait de la reconquête d'un service public de qualité, partout en France, une priorité du Parti socialiste. Avec un horizon: un État durable, performant, garant des solidarités et de l'égalité sur notre territoire, avec pour maître-mot le dialoque, la confiance et l'ambition.

Nous avons voulu imaginer les moyens de satisfaire les nouveaux besoins, de nouvelles exigences. Ils s'appuient sur deux piliers: la proximité géographique, pour garantir la continuité et l'accès de tous; une proximité auprès des usagers, qui permettra de prendre en compte leurs besoins spécifiques et une meilleure pertinence du service rendu. C'est là que réside la réelle modernisation de nos services publics, pour laquelle se bat le Parti socialiste.

#### Protection sociale et solidarités

#### Santé et Sécurité sociale

Depuis dix ans, le bilan en matière de santé est celui d'un creusement sans précédent des inégalités et du recul du service public. Sous la droite, les inégalités sociales et territoriales se sont accrues. L'accumulation des forfaits, des déremboursements, des dépassements d'honoraires, n'ont fait que renforcer ces injustices. Les déserts médicaux se sont étendus, alors que 15 % de la population renonce déjà à se soigner pour des raisons financières et près d'un Français sur quatre hésite ou retarde le moment de le faire.

Le projet socialiste refuse cette privatisation larvée de notre système de santé pour se conformer au principe fondateur de la Sécurité sociale : « *Cotiser selon ses moyens, être soigné selon ses besoins* ». La maîtrise des comptes de l'assurance-maladie ne doit plus se faire par l'augmentation des dépenses à la charge



des assurés. La logique financière prévalant depuis des années dans la régulation des soins et de l'hôpital public, doit cesser.

Sous la responsabilité de Marisol Touraine, secrétaire nationale à la santé et à la Sécurité sociale, l'action du Parti socialiste s'est fondée sur une intense mobilisation de terrain, une riposte offensive et de nombreuses propositions alternatives. Qu'il s'agisse de la réforme de l'hôpital, de l'égal accès aux soins, de la politique de santé publique ou du financement de la protection sociale, nous n'avons eu de cesse de dénoncer un bilan calamiteux et de faire valoir une autre voie.

L'activité du secrétariat national à la santé et à la Sécurité sociale s'est notamment orientée vers la mise au point de réactions contre la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires (HPST), l'élaboration d'une contre-réforme sur les retraites et l'écriture du projet socialiste à travers les différentes conventions. En outre, l'actualité a donné lieu à la publication de dizaines de communiqués.

Quatre volets peuvent être distingués:

- Depuis le congrès de Reims, la commission nationale santé a rassemblé régulièrement de nombreux militants, secrétaires fédéraux ainsi que des élus locaux et experts. Elle a produit de nombreux textes et notes qui ont servi à la préparation des conventions nationales du parti et au projet présidentiel.
- Plusieurs groupes de travail thématiques se sont réunis régulièrement pour analyser et mener une réflexion notamment sur l'avenir de l'hôpital, la lutte contre les inégalités territoriales, la prévention ou encore la démocratie sanitaire, etc.
- Régulièrement le secrétariat national a appelé toutes celles et ceux, attachés à un système de santé solidaire, à participer aux nombreux rassemblements organisés dans toute la France notamment lors de l'examen de la loi HPST et lors du débat sur les retraites.
- Enfin, Marisol Touraine a rencontré pendant ces années tous les acteurs, les délégations et les professionnels de santé. Elle a ainsi pu rappeler les propositions du Parti socialiste et son attachement à l'égalité devant la santé et a souvent insisté sur l'importance de l'égalité sociale et territoriale d'accès aux soins.

# Formation professionnelle et sécurité sociale professionnelle

La formation continue ne doit pas être un moyen de « traiter socialement le chômage », mais bel et bien un levier d'émancipation des personnes. La formation est un bien commun, pour les personnes, pour les entreprises, et la collectivité.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de laisser les Français dans une situation d'emploi précaire, faute de formation. La crise économique ne doit pas être synonyme de dégradation des conditions d'emploi et d'insécurité sociale. Il n'est pas acceptable que les transitions professionnelles soient source d'angoisse et synonyme de déclassement.

Pascale Gérard a animé différents groupes d'experts et le secrétariat national a participé à toutes les conventions du parti. Les notes et les communiqués du secteur ont toujours porté le combat pour l'emploi durable et contre l'insécurité sociale.

Nous avons ainsi défendu le principe d'un investissement urgent de la puissance publique dans la qualification et la sécurisation des parcours professionnels. Chacun doit pouvoir progresser dans son métier, acquérir un diplôme professionnel et progresser d'au moins un niveau de qualification supplémentaire au cours de sa carrière. Chacun doit pouvoir, s'il le souhaite ou s'il en a besoin, changer de métier. Cela passera par la création d'une véritable sécurité sociale professionnelle, un service public qui protège en accompagnant les parcours professionnels.

Articuler politique de l'emploi et politique de la formation donnera plus de chance d'accès à l'emploi durable. Cela suppose de s'assurer de la qualité des formations, d'optimiser l'offre de formation sous la responsabilité des Régions, de créer un service de proximité dans les territoires.

#### Personnes âgées, handicap et dépendances

La perte d'autonomie représente l'un des principaux défis sanitaires de ce siècle.

En raison du vieillissement de nos sociétés, tout d'abord. Il y aura d'ici à 2025 de plus en plus de personnes âgées de plus de 75 ans, en situation de perte d'autonomie.

Mais également parce que la lutte contre les discriminations liées au handicap est restée lettre morte, en dépit de la loi de février 2005.

Une perspective pour laquelle Charlotte Brun a appelé le Parti socialiste et ses militants à une prise de conscience collective et à une politique réellement transversale sur la perte d'autonomie. D'autant que nous ne partons pas de rien puisque c'est la gauche qui est à l'origine d'une première réponse décisive à ce problème avec l'instauration de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) en 2002.

Lors des débats et des conventions du parti, Charlotte Brun, secrétaire nationale, a proposé diverses mesures pour lutter contre la perte d'autonomie:

- Privilégier la liberté de choix des personnes, qui souhaitent très majoritairement continuer de vivre à domicile.
- Améliorer la prise en charge financière des personnes pour supprimer le reste à charge hors hébergement, aider les personnes à s'équiper, à financer une aide ménagère, etc.
- Aider les aidants, qui donnent beaucoup de leur temps et de leur argent, notamment pour leurs parents atteints de la maladie d'Alzheimer, en créant une filière professionnalisée de l'aide à domicile et en développant des « solutions de répit » comme les accueils de jour, les hébergements temporaires, etc.

#### Famille et petite enfance

La famille doit faire l'objet d'une nouvelle ambition. Alors que la droite, qui traditionnellement défend l'institution familiale, n'a eu de cesse de se compromettre en menant une politique qui a fragilisé le pouvoir d'achat, les conditions d'existence des familles et compliqué la vie familiale (volonté de supprimer le cumul du bénéfice de l'APL pour les étudiants et de la demi-part fiscale pour leurs parents).

Au contraire, le Parti socialiste propose de reconnaître, soutenir et accompagner toutes les familles et de donner à chacun la possibilité d'une vie familiale. Le secrétariat national à la petite enfance par la voix de Jean-Patrick Gille a auditionné les principaux acteurs, syndicats et associations. Plusieurs réunions de travail avec les membres des commissions et des experts ont cherché à définir les priorités de réflexion et d'action, et traduire ces orientations en actes forts :

- Reconnaître toutes les familles, en partant du principe que c'est l'enfant qui fait la famille.
- Promouvoir les droits de l'enfant, les socialistes veulent faire des droits de l'enfant une cause nationale et encourager l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant.
- Éradiquer la pauvreté infantile qui touche un à deux millions d'enfants en France.
- Permettre la conciliation des vies familiale, conjugale et professionnelle, notamment avec un réel service public local de la petite enfance.

#### Libertés et questions de société

Le pôle libertés et questions de société regroupe le secrétariat national à la justice, animé par Jean-Jacques Urvoas, le secrétariat national à la justice, animé par Marie-Pierre de la Gontrie, le secrétariat national aux médias, animé par Patrick Bloche, le secrétariat national à la coopération, à la francophonie, à l'aide au développement et aux droits de l'Homme, animé par Pouria Amirshahi, le secrétariat national à la vie associative et à l'économie sociale animé par Farida Boudaoud, le secrétariat national aux droits des femmes, animé par Gaëlle Lenfant.

#### Sécurité

Animée par Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national en charge de la sécurité, la commission nationale sécurité qui rassemble policiers, magistrats, secrétaires fédéraux, maires, maires-adjoints chargés de la sécurité s'est réunie régulièrement dans le cadre de la préparation du projet du parti. Lors de ces réunions ont notamment été mis en discussion : la proposition de loi déposée par Christian Estrosi sur les violences de groupe, la vidéosurveillance, l'organisation des forces de sécurité, la LOPPSI...

Jean-Jacques Urvoas a effectué de très nombreux déplacements, notamment : visite de casernements et cantonnements CRS, de commissariats, de centres de détention, d'un centre de vidéosurveillance dans une municipalité socialiste, de la PAF de Paris-Orly, du GIGN sur la base de Versailles-Satory... Et de nombreux entretiens avec les secrétaires généraux de tous les syndicats de policiers, les différents directeurs des services de la police nationale et de la gendarmerie nationale, les maires socialistes.

Dans les médias, Jean-Jacques Urvoas a également fait entendre la voix du PS sur les questions de sécurité par des essais pour la Fondation Jean-Jaurès, notes et essais pour Terra Nova, tribunes dans les quotidiens *Le Monde, Libération,* dans des hebdomadaires comme *Marianne, Le Point,* des interviews pour *La Croix, l'Express, Médiapart, Acteurs publics...* 

#### **lustice**

La volonté marquée au cours de notre dernier congrès d'ouvrir le parti vers l'extérieur et vers la société civile a été au cœur de la démarche du secrétariat national. Marie-Pierre de la Gontrie a auditionné la grande majorité des organisations syndicales et des associations du monde de la justice, en particulier dans le cadre de l'élaboration de nos propositions pour le réformer. Mais ce lien et ces contacts ont existé tout au long du mandat du secrétariat national. Marie-Pierre de la Gontrie s'est rendue régulièrement aux congrès des principales organisations et associations pour y représenter le Parti socialiste.

Par ailleurs, le Parti socialiste a apporté son soutien à chacune des mobilisations du monde judiciaire qui se sont multipliées ces



dernières années: en janvier et mars 2010, par un communiqué du Bureau national de soutien et une participation de la secrétaire nationale à la manifestation du collectif « La justice est en danger, unissons-nous »; en mars 2011, lors des mobilisations qui ont suivi la mise en cause de la justice et de la police par Nicolas Sarkozy, à la suite de l'affaire « Laëtitia »; ou encore à l'occasion de la mobilisation des avocats en faveur d'une réforme de la garde à vue.

Parce que leurs combats sont aussi les nôtres, le parti s'est engagé aux côtés du mouvement social en participant à des collectifs tels que le CLEJ (Collectif libertés égalité justice), aux côtés notamment du Syndicat de la magistrature, ou encore le collectif « Non à la politique du pilori », aux côtés de la Ligue des droits de l'Homme.

Un groupe de travail, composé d'experts, chercheurs, professionnels de la justice et parlementaires, s'est mis en place autour de Marie-Pierre de la Gontrie pour réfléchir et poser les contours d'une future réforme de la justice. La volonté du secrétariat national était à la fois de répondre aux nécessités actuelles, de réparer dix années de dérives populistes, et de tirer les leçons des expériences gouvernementales de la gauche.

Après la victoire, le travail continue. Le 29 mai, la commission nationale a pu accueillir dans les locaux du Parti socialiste la garde des Sceaux ainsi que la ministre déléguée à la Justice. À l'occasion de cet échange, la secrétaire nationale et les membres de la commission ont souhaité manifester leur soutien au gouvernement, et particulièrement à M<sup>me</sup> Christiane Taubira, qui a fait l'objet d'attaques violentes et répétées de la part de la droite dès sa prise de fonction.

Ils ont également rappelé leur disponibilité à l'égard de la nouvelle équipe gouvernementale, en tant que force de proposition et lien actif avec le monde de la justice.

#### Droits des femmes

Dans le cadre de la commission nationale droits des femmes, ont été réalisées plusieurs dizaines de « *Lettres égalitéE* » permettant d'apporter un éclairage féministe sur des sujets d'actualité, de présenter des interviews de responsables socialistes ou de membres de la société civile sur les questions de l'égalité femmes-hommes.

Le secrétariat national aux droits des femmes a également organisé la rencontre de militants socialistes et féministes au niveau international, en accueillant, au siège du Parti socialiste, le **Conseil de l'Internationale socialiste des femmes**, les 12 et 13 novembre 2010, permettant d'aborder avec des camarades de divers pays, l'impact de la crise sur l'égalité femmes-hommes ou encore le rôle des Nations Unies pour faire progresser les droits des femmes.

Le Parti socialiste a pris part à plusieurs mobilisations pour les droits des femmes : les manifestations organisées à l'occasion

du **8 mars, Journée internationale des droits des femmes**. Ces moments étaient pour nous l'occasion de dénoncer les reculs de la droite en matière de droits des femmes et de rappeler les engagements du PS en matière d'égalité femmes-hommes.

Le Parti socialiste a également pris part aux mobilisations organisées durant le mois de novembre, à l'occasion du **25 novembre, journée de lutte contre les violences faites aux femmes.** 

Le secrétariat national aux droits des femmes a également participé à plusieurs temps de rencontres et de réflexions organisés par le Collectif national droits des femmes, ou encore aux rencontres d'été des Féministes en mouvements.

Nous avons également rendu visible cette thématique au siège même du Parti socialiste en accueillant **l'exposition « Grandes résistantes contemporaines »** de Pierre-Yves Ginet.

Le secrétariat national aux droits des femmes a également réalisé **un cahier de formation** « **Être socialiste, c'est être féministe** », et organisé des séances de formation sur cette thématique. Ce cahier de formation permet notamment de donner des clefs aux militants afin de mieux connaître et comprendre l'histoire du combat féministe, les droits des femmes aujourd'hui, les combats qu'il nous reste à mener en matière d'égalité femmes-hommes.

#### Droits de l'Homme

Le secrétariat national aux droits de l'Homme a fait sienne la volonté marquée lors de notre congrès d'ouvrir le parti vers l'extérieur et de le tourner vers le mouvement social. Le Parti socialiste, par le biais de son secrétariat national a participé à toutes les mobilisations en faveur de la défense des droits fondamentaux.

Pouria Amirshahi, secrétaire national, a rencontré la plupart des associations engagées dans les actions de coopération, d'aide au développement et de défense des droits de l'Homme, telles que Coordination Sud, Caritas, ...

Il a également rencontré des militants internationaux, symboles de la défense des droits de l'Homme, tels que Taoufik Ben Brik, journaliste tunisien, après sa libération, ou encore la fondation Jalal, association de défense des droits des femmes afghanes, en octobre 2011.

En juin 2011, Pouria Amirshahi a rencontré les partis progressistes et acteurs de la société civile de plusieurs pays d'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie) et de l'Ouest (Sénégal). Le Parti socialiste a souhaité leur présenter son projet, et en particulier ses propositions en matière de coopération et de francophonie, afin de préparer de nouvelles convergences politiques entre l'Union européenne et l'Afrique.

#### Sur la scène nationale

Dans notre pays, entre stigmatisation des étrangers et atteintes au droit d'asile, la droite a appliqué une politique indigne et absurde. En particulier, le Parti socialiste s'est élevé contre les propos indignes de Nicolas Sarkozy en août 2010 lors de son discours de Grenoble, stigmatisant la population rom.

Par la voix du secrétariat national, le Parti socialiste a également dénoncé la création d'un secrétariat d'État aux Français de l'étranger utilisé à des fins purement électoralistes.

De la même manière, le secrétariat national a dénoncé la politique d'aide au développement de la France, qui assortit les prêts d'obligations de remboursement qui contraignent les États, et qui ne s'adressent qu'aux pays les plus solvables, au détriment de l'aide directe aux pays qui en ont le plus besoin.

Enfin, le Parti socialiste a demandé en octobre 2011 à l'occasion du cinquantenaire de la répression brutale d'une manifestation pacifique d'Algériens le 17 octobre 1961, la reconnaissance officielle de ces événements et la facilitation de l'accès aux archives.

#### L'action internationale

Pouria Amirshahi a réagi à de nombreuses reprises aux atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme commises en Tunisie : au moment de la répression du mouvement des mineurs de Gafsa, de l'emprisonnement de Taoufik Ben Brik, journaliste.

Le PS s'est mobilisé pour demander la libération de Alaa Abdelfattah, blogueur de 29 ans égyptien.

Le secrétariat national a également pris des positions contre les atteintes aux droits dans des pays tels que le Bahrein lors de la répression du mouvement pour la réforme le 23 novembre 2011 ou l'Irak, lors de l'intervention des forces de sécurité irakiennes dans un camp de réfugiés en avril 2011 qui a fait 34 morts, ou encore l'Ouganda, après l'assassinat de David Kato, militant engagé pour la lutte contre les discriminations en janvier 2011. Le PS, par la voix de son secrétariat national, a également participé à la mobilisation contre l'exécution de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, condamnée à la lapidation, et également à celle pour la libération de Salah Hamouri, francopalestinien, qui a finalement eu lieu.

Le secrétariat national a participé au combat militant pour l'abolition de la peine de mort, par des participations aux manifestations en faveur de l'abolition ou encore en prenant position contre des exécutions telles que celles de Troy Davis aux États-Unis.

#### Aide au développement

Le 15 janvier 2011, Pouria Amirshahi a organisé un débat public intitulé « *Enjeux du développement : pour un nouveau multilatéralisme »*, autour de ses propositions en matière de coopération, portant sur les grands enjeux de la coopération

internationale, sur les manières de garantir le droit à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, réunissant notamment des acteurs associatifs. Le 31 mai 2011, à l'issue de nombreuses consultations et rencontres, le PS a publié ses **propositions pour** une nouvelle politique d'aide au développement.

#### Médias

Le 29 mars 2011, après des auditions et des analyses menées par la commission nationale médias pilotée par Patrick Bloche, secrétaire national, le PS a publié ses propositions pour garantir la liberté des médias et le pluralisme de l'information.

La méfiance de Nicolas Sarkozy vis-à-vis des contre-pouvoirs s'est particulièrement illustrée dans ses tentatives d'étouffement du « quatrième pouvoir » qu'est celui des médias. À l'inverse, le Parti socialiste est attaché à la liberté de la presse et au pluralisme de l'information et a proposé de mettre en place un cadre juridique plus efficace pour les protéger.

Le PS a proposé une réforme qui poursuit trois objectifs essentiels et complémentaires : la lutte contre la concentration, la garantie d'une véritable indépendance des rédactions et une réelle protection des sources des journalistes.

#### **Education**, sport et culture

Le pôle éducation et culture regroupe le secrétariat national à la recherche et à l'enseignement supérieur, animé par Bertrand Monthubert, le secrétariat national à l'éducation animé par Bruno Julliard, le secrétariat national à la culture animé par Sylvie Robert, le secrétariat national aux sports, animé par Brigitte Bourguignon.

L'éducation, une des grandes thématiques du pôle, a été au cœur de la convention nationale pour l'Égalité réelle.

#### Recherche, enseignement supérieur

Sous l'égide de Bertrand Monthubert et de Geneviève Fioraso, le forum « Construire l'avenir : la recherche et l'enseignement supérieur au cœur du changement » s'est tenu à Toulouse le 18 mai 2011. Au cours de cette journée, plusieurs tables-rondes réunissant chercheurs, politiques, présidents d'universités, représentants syndicaux ont permis d'aborder toutes les dimensions de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le Parti socialiste se dota ainsi de propositions innovantes pour placer l'enseignement supérieur et la recherche au cœur du changement.

L'organisation d'assises nationales sur l'avenir de l'ESR fut une des propositions reprises par François Hollande dans son projet et qui est en voie de préparation. De ces assises qui se tiendront dès le mois d'octobre, découlera une grande loi d'orientation. Elle aura notamment pour but de renforcer la démocratie et la

collégialité au sein des établissements. Plusieurs autres points devront être traités comme la multiplication des passerelles entre les filières de formation, le développement de réseaux d'enseignement supérieur, la démocratisation de l'accès à l'ESR.

#### Sport

Sous la responsabilité de Brigitte Bourguignon, un colloque « Quelle politique publique pour le sport de demain ? » s'est tenu le 8 juin 2011. Cette manifestation a révélé le travail de réflexion fait, depuis plusieurs années, grâce à la volonté des membres de la commission nationale sport, des experts, et du travail d'écoute et d'auditions que le secrétariat a mené régulièrement auprès d'un maximum d'instances qui comptent dans le monde du sport.

Lors de ce moment, de nombreuses personnalités de la société civile sont venues offrir analyse et soutien au secrétariat national : Edwige Avice, ancienne ministre de la Jeunesse et du Sport, Vikash Dhorasoo, ancien joueur de football, Frédéric Thiriez, président de la Lique française de football professionnel, Patrick Mignon, responsable du Laboratoire de sociologie du sport de l'Insep, Bernard Amsalem, président de la Fédération française d'athlétisme, des sportifs de haut niveau, des professionnels de santé, des élus et des responsables du milieu associatif.

Lors de la préparation du projet socialiste, Brigitte Bourquignon, entourée de son équipe et après des auditions régulières avec les acteurs du monde sportif, s'est efforcée de travailler sur des propositions qui, pour la plupart, ont été reprises dans le programme du candidat François Hollande notamment : un ministère des Sports ambitieux associant tous les acteurs de la vie publique du sport en matière de formation, d'accès au sport, d'éducation, de santé, de sport de haut niveau, de rayonnement de la France et de soutien à l'économie du secteur, la lutte contre le sport business. Toute l'ambition que porte François Hollande pour le sport en France.

#### Culture

Pour engager le travail préparatoire au projet du parti, le secrétariat national à la culture a constitué une équipe d'experts qui s'est réunie régulièrement autour de Sylvie Robert et Karine Gloanec-Maurin dès l'automne 2009.

Le secrétariat national à la Culture a également rencontré régulièrement les artistes et organisations professionnelles de la culture (spectacle vivant, arts plastiques, musique, cinéma, livre, création numérique...) au siège du parti et au cours des manifestations professionnelles (Bis de Nantes, festivals...) En plus des traditionnelles rencontres annuelles d'Avignon et de Cannes, il s'est engagé dans un programme de rencontres décentralisées avec les artistes, en lien avec les fédérations socialistes à Toulouse, le 22 juin 2010 à Marseille le 16 mai 2011. L'ensemble de ces échanges et des travaux du groupe d'experts a donné lieu à l'élaboration de contributions thématiques argumentaires avec deux objectifs:

- État des lieux : évaluation du bilan de dix années de politique de droite:
- Élaboration des propositions pour la culture en vue de la préparation du projet pour les élections de 2012.

Au cours de ces quatre années, tous les grands domaines culturels et artistiques ont été abordés en vue de concevoir un nouveau projet culturel fondé sur le partage, la justice et la solidarité, axé sur le soutien à la création et l'accès de tous à l'art. Cela suppose de développer toutes les formes de transmission (éducation artistique comme enseignement fondamental à l'école); de refonder l'alliance avec les artistes (reconnaissance de leur place dans les territoires, du statut de l'emploi artistique, et renouveau de l'éducation populaire...) ; de proposer une nouvelle approche du patrimoine (matériel et immatériel...; de répondre aux grandes mutations - révolution numérique, nouveaux modèles rémunérateurs, et mondialisation des échanges...); de réorganiser l'intervention publique (ministère, collectivités territoriales)

C'est autour de ces principales orientations que s'est élaboré le texte de propositions culture du projet du parti, et diffusé lors de la rencontre d'Avignon 2011 organisée avec le Laboratoire des idées dans le cadre des forums pour le projet sur le thème : « Quelle ambition pour l'art et la culture en 2012 »?

#### International et défense

Les activités du pôle international et défense, Europe et mondialisation ont été renforcées en France et à travers le monde après le congrès de Reims. Deux secrétaires nationaux ont été nommés par le congrès : Jean-Christophe Cambadélis, qui dirige le pôle et les questions européennes, et Clotilde Valter en charge de la défense. Deux secrétaires nationaux adjoints ont complété l'équipe politique du pôle : Henri Weber à la mondialisation et Laurent Baumel à l'Europe et à l'international.

Le pôle bénéficie de la collaboration de plusieurs dizaines de bénévoles compétents et expérimentés sur différentes régions du monde ou sur des sujets transversaux. Enfin, le pôle international et défense a ressuscité Les Nouvelles internationales, un bulletin hebdomadaire mis en place par Pierre Guidoni, distribué à près d'un millier de destinataires (parlementaires socialistes, responsables fédéraux, membres du BN, etc.). Il alimente également en articles et analyses La Revue socialiste et la presse. Le fonctionnement quotidien du pôle est assuré par un coordinateur, deux assistants politiques et deux assistants administratifs.

Jean-Christophe Cambadélis réunit chaque lundi l'équipe des permanents et des bénévoles du pôle pour faire le point sur l'actualité internationale. Les différentes commissions

géographiques du pôle et des groupes de travail thématiques se réunissent également pour suivre l'actualité de leurs zones, pays et thèmes respectifs d'une manière plus approfondie avec la participation des experts extérieurs au parti, pour préparer l'analyse et la position du parti.

Le pôle international et défense travaille avec d'autres secteurs du parti, particulièrement avec ceux de l'économie et de l'environnement sur la crise financière et monétaire internationale et européenne. Il travaille aussi étroitement avec le secrétariat en charge des droits de l'Homme et de la francophonie. Il prépare et contribue à la préparation, l'organisation et le déroulement des conventions, des colloques et des réunions bilatérales avec des partenaires étrangers.

Le pôle assure aussi les liens avec les partis frères, établit le contact avec des partis non membres de l'Internationale socialiste (IS) et avec la société civile sur tous les continents. Pour atteindre cet objectif, il participe aux congrès des partis amis, ainsi qu'aux différents comités de l'IS et du Parti socialiste européen (PSE) - Ségolène Royal étant notre représentante - dans l'exécutif de l'IS, Alain Richard dans celui du PSE dont le Secrétaire général est Philip Cordery. Le secteur envoie, par exemple, des missions d'étude et de contacts pour suivre la situation sur place. Il prépare les déplacements de la Première secrétaire à l'étranger.

Pendant cette période 2008-2012, contexte électoral oblige, le passage par Solférino est devenu une étape incontournable. Jean-Christophe Cambadélis a ainsi reçu des ambassadeurs du monde entier. Le pôle a connu également une intense activité liée aux préparations et demandes émanant de la campagne électorale. Par exemple, il a été sollicité pour préparer les argumentaires sur des thèmes précis destinés aux brochures de campagne (i.e. « Cinq ans de présidence Sarkozy : un bilan accablant », « Le Front national de Marine Le Pen : apparences et réalités »), ou pour le secteur international de l'équipe de campagne présidentielle (i.e. conflit israélo-palestinien, Moyen-Orient, Afghanistan, Iran, Tibet, Sahara occidental, etc.).

Le soutien à l'équipe de campagne s'adressait également aux cellules courriers rattachées aux thèmes internationaux, défense et anciens combattants. Cet appui s'est poursuivi pour toutes les demandes remontant à la cellule de coordination des candidats aux élections législatives.

#### L'Europe

Le mandat du secrétariat à l'Europe a consisté à réarmer idéologiquement le PS sur le plan des relations internationales dans la perspective d'une victoire aux élections. Il a fallu donc préparer le PS à cette échéance en réalisant un équilibre fondé sur nos principes entre réalisme et idéalisme. La situation politique française a rendu le secteur particulièrement attractif pour les observateurs des principaux pays et partis de la planète. Ainsi, les Primaires citoyennes puis les élections françaises constituèrent des échéances que plusieurs partis européens ont suivi de près. Les échanges consécutifs à cet intérêt furent l'occasion de resserrer notamment nos liens avec des partis desquels, à l'instar du Labour, nous nous étions éloignés.

Mais, d'une manière générale, le secteur a contribué aussi à l'établissement et l'entretien de contacts réguliers autour d'échanges sur nos positions, analyses et sur le projet socialiste, au travers des déplacements de Catherine Trautmann et d'autres responsables du parti auprès des principaux partis européens, dans le cadre de l'opération « Ambassadeurs du projet ». Ainsi, par des visites effectuées pendant le second semestre de 2011 auprès de nos partis frères européens (en Autriche, Belgique, Bulgarie, Grèce, Italie, Pologne, République tchèque, Suède et Royaume-Uni), cette opération a contribué à faire comprendre comment s'est construit le retour de la gauche au pouvoir. Nul doute qu'au regard du contexte européen difficile, cette démarche a permis d'insuffler des idées, de l'espoir et du courage à nos camarades européens. Elle a également contribué à redonner du souffle à notre réseau d'amitié et de collaboration, qu'il faut désormais maintenir dans la durée.

#### **PSE**

Le secteur Europe a entamé son mandat dès la fin de l'année 2008, au sortir du congrès de Reims, avec la participation de Martine Aubry au Conseil du PSE de Madrid au cours duquel fut adopté le Manifeste des socialistes européens pour les élections européennes de juin 2009. Durant la séquence qui a suivi, le secteur s'est fortement mobilisé pour engager auprès de nos partis frères une campagne en faveur d'une candidature issue du PSE, qui conduirait nos listes et se présenterait contre M. Barroso à la Commission européenne.

Bien qu'à ce moment-là nous ayons été minoritaires sur cette proposition, celle-ci a finalement été inscrite dans le programme du PSE pour 2014, lors du congrès de Prague de décembre 2009. Le 24 avril 2009, le PS a accueilli à Toulouse le meeting de lancement de campagne du PSE pour les élections européennes.



Cette campagne s'est avérée véritablement très européenne dans la mesure où elle s'articulait autour du Manifeste du PSE auquel de nombreux militants français du PSE avaient contribué.

Fin 2009, le congrès du PSE à Prague a permis de tirer le bilan de cette séquence, marquée par trois événements majeurs en Europe : la victoire du PASOK en Grèce, la défaite historique du Labour, qui mettait un terme à 13 ans de gouvernement travailliste, et le cuisant revers du SPD qui retournait dans l'opposition.

En décembre 2010, le Conseil du PSE de Varsovie fut une nouvelle occasion pour le PS d'être représenté. La Convention du PSE qui s'est tenue en novembre 2011 à Bruxelles fut marquée par l'adoption à l'unanimité de la Déclaration de principes. En outre, le PS, dont le secteur Europe, participe régulièrement de manière active aux réunions de coordination du PSE.

#### **Activités bilatérales**

Parmi les activités entre partis, notons qu'après plusieurs années d'absence, le PS envoya une délégation à la Conférence annuelle du Labour à Manchester où fut intronisé Ed Miliband. Ce fut l'occasion de nouer des contacts qui se révèlent aujourd'hui durables. À la même période, Jean-Christophe Cambadélis s'est rendu au congrès du SPD à Dresde où fut élu Sigmar Gabriel.

De même, François Hollande a prononcé un discours important lors du Congrès fédéral du SPD à Berlin en décembre 2011, où le PS était représenté par une importante délégation. Aupravant, au Congrès de Dresde de 2009, l'idée d'un processus d'élaboration d'idées entre le PS et le SPD avait été relancée, ce qui, au terme de plusieurs rencontres bilatérales, aboutit à une déclaration commune ratifiée le 21 juin 2011 entre Martine Aubry et Sigmar Gabriel.

Le PS a prêté une assistance particulière aux partis frères espagnol et portugais lors des élections législatives du printemps 2011 en leur permettant d'organiser des réunions publiques ou de mobilisation à Paris. Le SPD qui s'est doté lui aussi d'une fédération des Allemands de l'étranger, s'appuie également sur notre aide pour organiser l'activité des militants du SPD de Paris.

Par ailleurs, Jean-Christophe Cambadélis a conduit une mission en Russie à l'automne 2011. Ce séjour permit de percevoir que si Russie juste occupe la place qui devrait être celle d'un parti socialdémocrate, l'absence de relations entre le mouvement social, les ONG de défense des droits de l'Homme et une formation politique - si on met de côté l'aile social-démocrate du parti Yabloko - affaiblit les perspectives de progression d'une gauche démocratique russe.

#### Activités particulières

Le secteur Europe a organisé deux séminaires à destination des responsables Europe et international des fédérations du PS. Le

premier a été consacré en mars 2009 au bilan de la chute du bloc soviétique 20 ans après, en présence d'Adam Michnik, Laszlo Rajk, Ion Iliescu, Alexandre Adler ou encore Marc Semo. Le second séminaire s'est concentré en décembre 2011 sur la montée des

populismes en Europe avec Pierre Joxe, Layla Gustavsen, Jean-Yves Camus, Adrien Abécassis, Sandrine Mazetier ou encore Jean-Jacques Urvoas.

## **3** S'ouvrir au monde

#### 1 - Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO)

Depuis que les révoltes ont éclaté en ANMO à partir de décembre 2010, le pôle international s'est attaché à suivre les événements dans le monde arabe. L'activité émergente du pôle est précisément la relation à renouveler ou à établir avec les forces progressistes, souvent naissantes, des sociétés arabes touchées par ces révolutions. Ainsi, plusieurs rencontres avec des opposants démocrates arabes ont eu lieu au siège du PS (i.e. venant du Bahreïn, Egypte, Jordanie, Syrie, Yémen, etc.), et des communiqués du parti, relayés dans les pays visés, sont venus soutenir leurs combats.

Ce dialogue qui s'établit progressivement implique une connaissance des contextes spécifiques de chacun des pays concernés, trop longtemps vus de manière uniforme, et d'influencer l'adaptation au nouveau contexte de certains discours de la part des partis européens et de l'IS, sur la laïcité, etc.

Pour ce travail de réseaux et d'appropriation mutuelle de connaissances, l'implication du pôle dans l'organisation des Universités d'été (i.e. séance plénière sur le monde arabe en 2011), dans les conférences et séminaires organisés par l'IS ou le PSE s'avère très utiles. Cette approche s'appuie aussi sur les relations entretenues avec des experts de renom, mais surtout avec des acteurs de ces événements, qui s'avèrent parfois être des partenaires de longue date du parti depuis le temps des régimes répressifs.

C'est le cas par exemple de nos amis du FDTL (Ettakatol) en Tunisie, dont son président-fondateur et militant des droits de l'Homme Mustafa Ben Jaffar intervint lors de l'Université d'été de La Rochelle en 2009. Au lendemain de la révolution, invité par Martine Aubry à participer au Bureau national, il y prit également la parole. Cela fut considéré par les Tunisiens comme un signal fort de solidarité avec la révolution.

Dès le début de février 2011, le pôle organisa à Tunis la visite d'une délégation du PS (Harlem Désir, Pouria Amirshahi), puis celle de Razzy Hammadi au cours du même mois, auprès des partenaires progressistes. Le cours des événements rendait alors encore leur issue incertaine, et de nombreux interlocuteurs craignaient que leur révolution ne leur soit volée. Pourtant, une idée forte, mise en perspective notamment avec les événements en Égypte, se dégageait de cette visite : l'inéluctabilité du changement démocratique par les peuples arabes et musulmans était en marche.

En avril 2011, toujours à Tunis, Jean-Christophe Cambadélis mena une délégation du parti à la première conférence du PSE où les socialistes européens purent rencontrer l'ensemble des acteurs des révolutions arabes. Puis, en juin 2011, à Athènes, le Conseil de l'IS qui a réuni de hautes personnalités des partis et pays membres de l'organisation, se consacra à de riches échanges (i.e. avec le président irakien et vice-président de l'IS J. Talabani, le PS yéménite, le CNT de Libye, des bloqueurs égyptiens ou tunisiens, etc.), sur les espoirs que suscitaient les révolutions en cours chez les peuples concernés, et la manière dont les progressistes peuvent soutenir l'établissement des libertés et des droits pour tous. Avec le Fatah et le Parti travailliste israélien, une discussion aborda le conflit du Proche-Orient dans le contexte des printemps arabes, ce qui constitua un moment significatif de la poursuite du dialogue pour la paix institué par l'IS pour ces deux partis membres.

En mars 2012, le Comité spécial de l'IS pour le Monde arabe s'est réuni à Istanbul. Dans le contexte de l'aggravation de la crise en Syrie, et compte tenu du rôle diplomatique et humanitaire que joue la Turquie dans la résolution de ce conflit, cette réunion eut une résonance forte en Turquie, notamment car elle constitua une vitrine privilégiée pour l'expression de la principale formation d'opposition turque, le Parti républicain du peuple (CHP).

En juin 2012, le Comité Méditerranée de l'IS a défini les principes et objectifs communs qui détermineront désormais le travail de suivi par l'IS des révolutions et transitions démocratiques en cours au Moyen-Orient. Notamment, tirant les leçons du passé, il encourage au renouvellement du dialogue euro-méditerranéen. Le Comité a adopté, sur proposition du Parti socialiste, une déclaration de soutien aux révolutionnaires de la place Tahrir.

Précisément, c'est l'espoir d'une refondation des relations euroméditerranéennes suscité par la perspective de l'élection en France du candidat socialiste à la présidence, qui a donné une grande valeur à la présence du PS à chacun des événements du PSE consacrés aux évolutions en ANMO.

En mai 2011, à Tunis, les partis européens ont ainsi pu exprimer leur soutien à la soif de justice et de libertés de la jeunesse arabe. En avril 2012, les enseignements des démocratisations en cours, avec leurs réussites, leurs défis et leurs menaces, ont été

tirés. Les appels pour une relation équilibrée entre l'Europe et ses voisins du sud de la Méditerranée ont été forts, notamment par la voix du président de l'Assemblée constituante Moustapha Ben Jafaar. À cette même conférence, un nouveau plan d'action sera établi par le PSE pour développer les moyens de coordonner les forces et les fondations progressistes euro-méditerranéennes. Une des formes retenues de dialogue et de coopération est la « Task force monde arabe » du PSE, à laquelle participe le pôle international. Au lendemain de sa dernière réunion, en mai 2012, un séminaire sur les réformes constitutionnelles, proposé par Ettakatol et le Fatah, s'est tenu au Parlement européen sous l'égide du Groupe S & D et du PSE. Les socio-démocrates du Maghreb, d'Égypte ou de Jordanie, etc. y ont trouvé de précieuses recommandations afin d'établir une démocratie durable.

Le PS a été également actif sur d'autres fronts lors des printemps arabes. Sur celui de la Libye, où le PS avait proposé, bien avant la résolution du Conseil de sécurité, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne pour protéger les habitants de Benghazi. Vis-à-vis du Bahreïn et du Yémen, il a été aux côtés des acteurs du changement. Plusieurs déclarations et communiqués de soutien ont été publiés, des rencontres avec les représentants des forces démocratiques de ces pays ont eu lieu à Paris ou dans les autres capitales étrangères.

L'une des activités la plus importante du pôle international concerne la situation en Syrie. Dès le début du mouvement de contestation démocratique, en février 2011, le PS a pris la décision de le soutenir. En France, le parti est devenu membre du Collectif Urgence Syrie, et a participé à de nombreuses manifestations de solidarité à Paris et en province. La Première secrétaire, ainsi que le Bureau national et le pôle international, ont exprimé leur soutien à la révolution syrienne au travers de nombreuses déclarations. Nous avons établi un contact régulier avec les différentes forces d'opposition syrienne, ce qui nous permet de suivre avec plus d'attention l'évolution de la situation dans ce pays.

#### 2 - Afriaue

#### Soutien aux forces démocratiques

Depuis le congrès de Reims, le secteur international aura été très actif pour défendre la promotion des droits humains et la démocratie en Afrique. Le PS aura ainsi apporté son soutien aux démocrates lors de plusieurs crises qui auront marqué la période récente.

Au Niger, le PS s'est mobilisé face au risque d'une confiscation du pouvoir par le président Tandja, qui souhaitait modifier la constitution de son pays pour effectuer un mandat de plus. La mobilisation de la société civile et des partis politiques nigériens aura permis, à l'issue d'une transition militaire et grâce à la pression internationale, le retour à l'ordre démocratique et la victoire exemplaire d'un président issu de la famille socialiste, Mahamadou Issoufou.

En Guinée, la fin du régime de Lansana Conté aura permis la tenue de la première élection présidentielle démocratique depuis l'indépendance du pays et la victoire d'un parti membre de l'IS. Le PS plaide depuis lors pour la tenue d'élections législatives, indispensables pour achever la transition politique dans ce pays. À l'issue d'un entretien récent avec le président de la République française, François Hollande, le président guinéen Alpha Condé s'est d'ailleurs engagé à ce que ces élections aient lieu avant la fin de l'année.

#### Aux côtés des oppositions en lutte

Au-delà de ces deux exemples marqués par l'accession de personnalités de gauche au pouvoir en Afrique, le secrétariat international du PS aura aussi accordé un soutien moral et symbolique à de nombreux mouvements d'opposition, qui luttent dans des contextes politiques parfois difficiles. Au Tchad, le PS a continué à plaider inlassablement pour que la vérité soit faite dans l'affaire de la « disparition » d'Ibni Oumar Mahamat Saleh, porte-parole de l'opposition tchadienne et proche du PS, qui a disparu tragiquement en 2008. Le PS a également soutenu les campagnes de mobilisation des oppositions centrafricaine, camerounaise, togolaise, congolaise et gabonaise, dans des contextes où leur représentation dans leurs Assemblées nationales respectives est nulle ou fortement minorée, en raison de règles du jeu électoral très inéquitables. En Côte d'Ivoire, après avoir souligné le progrès que représentait le processus électoral, le PS n'a pas choisi de candidat et a appelé, sans succès, le président Gbagbo à reconnaître les résultats de l'élection présidentielle tels que certifiés par les Nations Unies.

Au Sénégal, le PS a également été particulièrement actif pour relayer les campagnes du front d'opposition aux modifications constitutionnelles proposées par le président sortant Abdoulaye Wade, qui lui auraient permis d'être élu dans un scrutin à un seul tour, alors que les élections ont démontré qu'à l'évidence les Sénégalais souhaitaient l'alternance. On ne peut que se réjouir que, grâce au sens civique des Sénégalais et à la vigilance de la communauté internationale, le changement ait pu se construire dans ce pays à la tradition démocratique bien ancrée. En 2011, une importante délégation du PS, dirigée par la Première secrétaire, a participé au Forum social de Dakar, ce fut l'occasion pour Martine Aubry d'appeler à une nouvelle relation franco-africaine.

Au-delà de ces exemples de crises politiques, le PS conduit une « diplomatie de parti », qui lui permet de conserver ou de développer des liens avec des partis politiques de gouvernement. En Afrique australe, les partis de l'IS sont particulièrement bien implantés politiquement. Issus des mouvements de libération, ils exercent aujourd'hui les responsabilités en Afrique du Sud, avec l'ANC, mais aussi au Mozambique, en Angola ou encore en Namibie. Les liens amicaux entretenus avec ces mouvements permettent, lorsque nos lignes politiques diffèrent, comme

à l'occasion de l'intervention en Libye, de conserver le fil d'un dialogue extrêmement utile. En 2011, le comité Afrique de l'IS s'est ainsi réuni en Namibie, et a permis de tourner politiquement la page des différents du début de l'année 2011.

#### Une action aux côtés des acteurs de la lutte contre la corruption et pour la transparence

Le PS aura également entretenu un dialogue nourri avec les organisations non-gouvernementales actives dans la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence des flux financiers internationaux. À l'issue de ces échanges, plusieurs de leurs revendications ont été intégrées dans le programme de notre candidat à la présidence de la République. On pensera notamment à la proposition que les entreprises publient leurs comptes détaillés pays par pays ou encore au soutien à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives.

Le dialogue avec ces corps intermédiaires a aussi conduit à reconnaître l'importance de leur rôle dans les politiques de partenariat au développement, reconnaissance concrétisée par l'engagement de doubler la part des financements de développement transitant par les organisations de la société civile d'ici à 2017.

#### 3 - Amérique Latine

Le congrès de Reims de 2008 avait été l'occasion de confirmer, en coopération avec la Fondation Jean-Jaurès, les liens tissés avec les partis progressistes et sociaux-démocrates d'Amérique latine, à l'instar de ce qui transparaissait dans le numéro spécial de *La Revue Socialiste* paru quelques mois plus tôt. Socialistes argentins, chiliens, uruguayens, Pôle démocratique de Colombie, Parti pour la démocratie du Chili, Parti des travailleurs du Brésil, étaient venus partager nos attentes et nos projets.

Depuis cette date, ces partis amis et d'autres ont été accueillis collectivement à Paris par la Première secrétaire, Martine Aubry, à l'occasion d'un Conseil de l'IS. Le PS a pu à cette occasion vérifier qu'il partageait avec d'autres formations socialistes européennes, le PSE, le PD italien, le PS belge, le PSOE espagnol, notamment, la nécessité de renforcer échanges et propositions avec ceux qui, en Amérique latine, partagent le souci du social, de la participation, de la démocratie et de la solidarité internationale.

Ensemble avec ces formations européennes, le parti a renforcé ses liens avec le PT du Brésil, ainsi que sa connaissance des partis qui se reconnaissent dans le Forum de Sao Paulo. Dilma Rousseff, alors candidate du PT à la Présidentielle de 2010, est venue à Paris, au siège du parti. Hermes Binner, porte-drapeau du renouveau socialiste argentin est venu à Paris fêter avec nous la victoire de François Hollande à la Présidentielle en mai 2012. Ce champ nouveau de contacts est allé de pair avec la volonté d'encourager l'évolution des partis membres de l'IS

en Amérique latine. En dépit parfois de désaccords, toujours signalés, le parti a tenu avec le PSE, le PD, le PSOE à exprimer ses vœux d'évolution à l'occasion des réunions du collectif des socialistes latino-américains, en dialoguant ainsi directement avec les libéraux colombiens, les radicaux argentins, le PRI mexicain ou les sandinistes nicaraguayens.

De façon plus ponctuelle et afin de trouver une voie raisonnable aux contentieux franco-mexicains ayant dérivé jusqu'à l'incommunication avec le président Sarkozy, une mission a été envoyée au Mexique. Cette mission a pu rencontrer l'ensemble des partis politiques. Elle a permis de renouer un dialogue avec ce grand pays, tout en donnant l'opportunité de présenter le parti et les propositions de son candidat, en particulier à l'occasion d'un échange à l'Institut de formation du Parti de la révolution démocratique (PRD).

Cet éventail de rencontres, contacts et échanges, a fait mieux connaître le Parti socialiste et ses ambitions en Amérique latine. Cela permet de comprendre pourquoi, dès le 6 mai 2012 au soir, à l'annonce de la victoire de François Hollande, les présidents de l'espace progressiste d'Amérique latine, comme la brésilienne Dilma Rousseff, le bolivien Evo Morales, Rafael Correa d'Équateur, Ollanta Humala du Pérou, l'argentine Cristina Kirchner, les partis politiques amis, comme Fusion d'Haïti, le PPD et le PS chiliens, le PRD de Panama, le PRD du Mexique, le PRD de la République dominicaine, le PS argentin, le PS uruguayen, et bien d'autres ont signalé leur satisfaction et communiqué leurs félicitations.

Enfin, et chaque fois que cela lui est apparu nécessaire, la Première secrétaire, Martine Aubry a publiquement fait savoir l'importance qu'elle accordait au sort de nos compatriotes en difficulté en Argentine, au Mexique en passant par la Colombie. Nos élus et responsables en déplacement ont par ailleurs tenu à rencontrer nos compatriotes expatriés en Amérique latine. Ce qui explique sans doute pourquoi ils ont élu, en juin 2012, un député issu de la majorité présidentielle.

#### 4 - Asie-Pacifique

Dans cette région, les activités du pôle International ont été consacrées à plusieurs points politiques importants. Le suivi de la situation en Afghanistan et la contribution à l'analyse et à la prise de position du parti a été une préoccupation constante du pôle international et défense. Notamment, après qu'au sommet de l'OTAN de 2008, Nicolas Sarkozy a modifié la nature de l'engagement de nos forces en Afghanistan et a augmenté considérablement notre présence militaire, et que cette décision fut accompagnée de celle du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Plusieurs responsables afghans, comme l'ancien candidat à l'élection présidentielle afghan, Dr. Abdullah Abdullah, ont été reçus au parti. Des réunions de travail sur l'Afghanistan ont été organisées avec la Fondation Jean-Jaurès. Des notes d'analyse sur ce pays, ainsi

que sur le Pakistan, ont été préparées à l'attention de la Première secrétaire et du Bureau national.

La relance des relations avec le Parti socialiste japonais et l'établissement de contacts plus structurés avec deux grands partis asiatiques, le Parti du Congrès indien et le Parti démocrate japonais ont été une de nos priorités en Asie. Pour atteindre cet objectif, une délégation du parti, conduite par Jean-Christophe Cambadélis, s'est rendue à New Dehli et à Tokyo pour rencontrer des hauts dirigeants de ces deux partis et échanger sur la poursuite de nos relations. La Première secrétaire, Martine Aubry, s'est rendue également à la tête d'une délégation à la rencontre des dirigeants du Parti du Congrès en Inde.

Le contact avec la Chine et le Parti communiste chinois s'est poursuivi et renforcé. Plusieurs délégations chinoises ont été reçues au PS, et Jean Christophe Cambadélis a conduit une délégation en Chine, à l'invitation du PCC. Récemment encore, en juillet 2012, une délégation du PS composée de jeunes dirigeants s'est rendue en Chine au sein d'une délégation du PSE.

La situation en Birmanie a attiré l'attention du pôle International au cours de ces quatre dernières années. Nous avons accompagné les mouvements de solidarité en France et en Europe avec les démocrates birmans et avons dénoncé la répression en Birmanie. La libération de Aung San Suu Kyi a été notre revendication constante. Les opposants birmans et les comités de soutien à la démocratie en Birmanie ont été reçus au PS à plusieurs reprises.

L'une des activités du pôle international consacrée à l'Asie concerne le travail de la commission Asie du pôle. Pendant cette période, cette commission s'est réunie à maintes reprises pour discuter, analyser, entendre des intervenants de l'extérieur, afin de préparer des notes de réflexion sur les différents pays : la Chine, le Japon, l'Inde, l'Australie, la Corée du sud et l'ASEAN en général. Parmi ces réflexions, est à souligner la note de janvier 2010, intitulée : « Une réflexion du parti sur les questions asiatiques en préparation de l'élection présidentielle ».

Il est à souligner que la commission Asie du pôle international, à l'instar des autres commissions du pôle, a contribué à sensibiliser les Français d'origine asiatique à la campagne présidentielle de François Hollande.

#### Internationale socialiste

Le parti a toujours accordé une importance particulière à sa présence au sein de l'IS. Il a participé d'une manière régulière aux activités de cette organisation qui rassemble la famille socialiste et sociale-démocrate du monde entier. Le PS est membre des différents comités de l'IS: Comité Méditerranée, Moyen-Orient, Asie-Pacifique, Afrique, Amérique Latine, Comité économique et d'autres comités thématiques. Depuis le congrès de Reims, le PS a participé aux travaux de ces comités et aux conseils de l'IS à Athènes les 1er et 2 juillet 2011 et à New York, les 21 et 22 juin 2010. Il a accueilli le conseil de l'IS à Paris, les 15

et 16 novembre 2010, conseil au cours duquel fut adoptée la Déclaration de Paris sur le développement durable, à la veille du sommet de Copenhague.

Il est néanmoins important de souligner que l'IS traverse à l'heure actuelle une crise résultant, d'une part, de son élargissement parfois non justifié et, d'autre part, de son mode de fonctionnement qui doit être amélioré. Cette crise a éclaté au grand jour au moment des révolutions tunisienne et égyptienne. Les forces progressistes et au-delà, nos adversaires, ont découvert que le parti du RCD de Ben Ali et le PND de Moubarak étaient membres de l'IS, alors que le PS militait depuis plusieurs années, sans résultat, pour un réexamen de la présence de ces deux formations à l'IS.

À l'initiative du PS et suite à une démarche de Martine Aubry, le Conseil de l'IS a mis en place un groupe de travail pour proposer la réforme de l'IS. Le PS y a pris une part active et, même si tous les éléments favorables à la réforme profonde de cette organisation ne sont pas encore établis, des propositions ont été actées par le groupe de travail. En parallèle, le secteur a travaillé au regroupement des réformateurs pour que ces derniers fassent des propositions constructives pour le redressement de l'IS. La réunion de coordination s'est tenue fin juillet 2012 à Paris. Le dernier Congrès de l'IS qui s'est tenu à Cape Town (Afrique du Sud), les 31 août et 1 er septembre, a examiné cette question. Le PS y était représenté par Ségolène Royal et Jean-Christophe Cambadélis. À cette occasion, Ségolène Royal a été réélue vice-présidente de l'IS.



#### La mondialisation1

La lutte pour une mondialisation maîtrisée et solidaire représente, pour les socialistes, le contenu concret de l'internationalisme au XXI° siècle. Le secrétariat à la mondialisation s'est employé, au cours des trois années passées, à élaborer des propositions pour le co/éco-développement, la régulation de l'économie mondiale (et en premier lieu celle du système financier international), la substitution du « juste échange » au libre échange.

#### Actions engagées

Un cahier formation : « Les socialistes face à la mondialisation » (Henri Weber - Benjamin Marx - Cahier de formation N°16 - été 2009 - 77 pages) a été réalisé dès la réactivation du secteur pour armer les militants sur cette épineuse question et leur présenter notamment la stratégie du juste échange. Elle a également fait l'objet d'une brochure de la Fondation Jean-Jaurès : « Pour le juste échange. Réguler le commerce international », en février 2012.

Pour élaborer ses propositions, la commission mondialisation a procédé à de nombreuses auditions<sup>2</sup>. De ces travaux sont issus plusieurs rapports<sup>3</sup> et notes préparatoires<sup>4</sup> et, finalement, les parties sur le juste échange, des textes adoptés à nos conventions nationales préparatoires au projet : « *Commerce international, quelles politiques pour un juste échange ?* » (Convention nationale pour un nouveau modèle de développement-mars 2010), « *Treize propositions pour un juste échange* ».

Le secrétaire national-adjoint a défendu cette stratégie au sein du Parti des socialistes européens (PSE), notamment aux conseils de Varsovie et d'Athènes, qui a adopté cette ligne à son congrès de Varsovie, le 3 décembre 2010, en saluant le rôle pionnier joué par le PS français. Le juste échange a été promu également par Henri Weber à l'international, où les réticences étaient plus fortes, par exemple au Forum social mondial de Belém au Brésil début 2009 (avec Kader Arif, Françoise Castex et Bertrand Monthubert), ou lors du colloque de la FEPS, rassemblant les dirigeants des partis socialistes de l'Afrique de l'Ouest au Forum social mondial de Dakar, en février 2011. Le secrétaire national-adjoint a animé et participé à de nombreux débats organisés par les ONG et les syndicats, le Global progressive Forum, la FEPS<sup>5</sup> et la Fédération Jean-Jaurès et a représenté le PS aux Forums sociaux mondiaux (Belém, Dakar, Nairobi).

Cette alternative du juste échange a été valorisée dans les médias par Henri Weber: *Le Monde* du 6 octobre 2010; « juste échange plutôt que démondialisation par Henri Weber » - *Libération* du 18 juillet 2011; « Socialisme et protectionnisme », *La Revue Socialiste* - N° 40 - 4° trimestre 2010.

Dans le cadre des nouveaux pouvoirs attribués au Parlement européen en matière de commerce international, Henri Weber, qui est désormais titulaire de la commission du commerce international du Parlement européen, et ses collègues socialistes ont réussi à infléchir, sur la base des propositions de la commission mondialisation, la stratégie commerciale européenne vers davantage de prise en compte de critères non strictement marchands. Trois résolutions et un document-cadre stipulent, entre autres, que:

- La Commission européenne doit inclure de manière systématique, dans tous les accords de libre-échange qu'elle négocie avec des États tiers, une série de normes sociales et environnementales : les huit conventions fondamentales de l'OIT, la liste de conventions relatives à l'environnement et aux principes de bonne gouvernance.
- Les accords de commerce bilatéraux ou multilatéraux doivent faire partie intégrante d'une stratégie industrielle à long terme de l'Union, qui favorise notamment la rénovation et le renforcement durables du socle industriel de l'Europe.
- Il faut inclure dans tous les accords de libre-échange des normes sociales, environnementales contraignantes et le respect des droits de l'Homme, dont le « travail décent ».

**Campagnes électorales**: la ligne du juste échange a été un des thèmes porteurs de la campagne présidentielle de François Hollande. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'y est référé dans son discours d'investiture à l'Assemblée nationale. Il sera sans aucun doute un des thèmes-clés de la campagne des élections européennes de juin 2014.

#### La Défense

Dès le début de l'année 2009, la commission défense a été mise en place avec le souci de mettre fin à la dispersion des structures de réflexion qui prévalait auparavant et de réunir, au sein du parti, autour des parlementaires, membres de la commission de

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Tous les travaux, discours, auditions, notes et articles mentionnés, ou pas, sont disponibles sur : http://www.henri-weber.fr/partisocialiste.php?parti\_id=14

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Elie Cohen (économiste), Pascal Lamy (directeur général de l'OMC), Thierry Mayer (économiste), Nicolas Blache (Grand groupe industriel français), Hubert Védrine (ancien ministre des Affaires Etrangères), Pierre Schapira (adjoint mairie de Paris), Jean-Michel Severino (ancien président AFD), Jacques Sapir (économiste), Thomas Coutrot (économiste), Jean-Pascal Tricoire et Frédéric Abbal (Schneider Electric), Xavier Fontanet (Essilor), Robert Sebbag (Sanofi Aventis), Paul Hermelin, (CapGemini), Frédéric Saint-Géours (président de l'UIMM et directeur financier et du développement stratégique de PSA – Peugeot-Citroën), etc.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Rapport de l'Atelier 4 pour la « Convention pour un nouveau modèle de développement » - Contribution d'Henri Weber au texte de la convention internationale - « Pour le "juste échange" ».

 $<sup>^4</sup>$  «Propositions pour le "juste échange"; les socialistes et le protectionnisme ».

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Le Global progressive Forum (GPF) - Forum progressiste mondial - est un think tank ouvert aux progressistes du monde entier, bénéficiant de l'appui du PSE, du Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen et de la Fondation des études progressistes (FEPS) ainsi que de l'Internationale socialiste, dont les travaux portent sur la modification du cours de la mondialisation et la réforme de la gouvernance mondiale. La Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) regroupe les fondations et les laboratoires d'idées (think tanks) de la plupart des partis socialistes d'Europe.

l'Assemblée nationale ou de la commission Affaires étrangères et défense du Sénat, toutes les équipes qui travaillaient sur le sujet.

La commission s'est réunie très régulièrement, avec une réunion tous les quinze jours et parfois chaque semaine, jusqu'à la constitution de l'équipe de campagne de notre candidat à l'élection présidentielle.

Le programme de travail a été établi à la fois en fonction de l'actualité du moment (actualité politique ou parlementaire), mais aussi avec la volonté, de disposer, dans la perspective de l'élection présidentielle d'un dossier sur chacun des grands sujets. La préparation de la convention internationale d'octobre 2010 a également figuré à l'ordre du jour de nombreuses réunions de la commission avec la mise au point d'un texte qui sera largement repris dans le document final de la convention.

Parmi les sujets d'actualité figurent :

- le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN; préparation du débat en Bureau national, du débat parlementaire avec notre intervenant, d'un numéro spécial de L'hebdo et d'argumentaires destinés à être diffusé;
- la situation en Afghanistan a également mobilisé la commission sur toute la période avec de la même façon la préparation des débats en BN et au Parlement et l'élaboration des documents de communication;
- le conflit en Libye, sur une période plus brève, en 2011 (mars à juillet) avec le même type d'échéances;
- les débats budgétaires successifs avec notamment la réforme du ministère et les restructurations militaires ;
- la loi sur la gendarmerie discutée au sein du Parlement et qui a fait l'objet par la suite d'échanges avec la commission sécurité par la voix de Jean-Jacques Urvoas.

Les questions de fond traitées à l'initiative de la commission ont concerné :

- l'Europe de la défense, avec le souci de formuler des propositions concrètes et opérationnelles ;
- les questions industrielles, traitées à la fois sur le plan national et bien sûr européen, ont fait l'objet d'un travail important et permis de transmettre un dossier solide à notre candidat;
- la question du désarmement et de la défense anti-missiles, afin de dégager la position des socialistes en raison de notre désaccord avec celle du président de la République;
- des questions plus spécifiques liées à des zones géographiques particulières.

Cette liste n'est pas exhaustive mais montre bien quelle a été l'intensité du travail fourni par la commission au cours des dernières années. À cela, il convient d'ajouter qu'à partir de mars 2011, des contributions régulières ont été adressées à

Laurent Fabius, cela à sa demande, dans le cadre du travail que lui avait confié la Première secrétaire concernant les mesures à prendre par le gouvernement dans les deux mois, dans l'année et pendant le reste du quinquennat.

#### Environnement et énergie

Assurer un accès pour tous aux services et biens essentiels. Le 4 mai 2011, à l'issue du Forum des idées présidé par François Brottes et Laurence Tubiana à Paris, le PS a publié ses propositions pour des biens communs partagés et des services essentiels accessibles à tous : eau, énergie, Internet et mobilité. Les secrétaires nationaux du pôle économie, et plus particulièrement Laurence Rossignol, Aurélie Filippetti, Razzy Hammadi et Bernard Soulage, ont été rapporteurs ou ont activement participé aux ateliers de préparation de cette journée, offrant un cadrage particulier à chacune des thématiques dont ils ont la responsabilité. Plusieurs propositions ont émergé de ce forum dont certaines ont été reprises dans le programme du candidat : développement des énergies renouvelables, tarification progressive de l'eau et de l'électricité, chèque transport y compris pour l'achat de carburants dans les zones périurbaines et rurales...

#### **Institutions**

Le 2 février 2011, à l'issue du Forum des idées présidé par Manuel Valls à Paris, le PS a publié ses dix propositions pour une République nouvelle. Le secrétariat national à la réforme de l'État et des institutions, animé par Élisabeth Guigou a activement participé à ce forum.

#### Aariculture

Le 14 juin 2010, à l'issue du Forum des idées organisé à Cluny, Germinal Peiro, secrétaire national à la ruralité et à la mer, a présenté 25 propositions pour une révolution agricole et alimentaire, autour de tables-rondes consacrées à l'agriculture dans la société et à la question de l'avenir de notre agriculture, en compagnie des représentants des principaux syndicats d'agriculteurs.



#### Ville

Le 6 novembre 2010, à l'issue du Forum des idées « La ville du XXIº siècle » organisé à Lille, le PS a publié 41 propositions pour une nouvelle société urbaine. Avec la participation de Laurence Rossignol, Nathalie Perrin-Gilbert, Marianne Louis, Gilles Pargneaux, René Vandierendonck, ce forum a été une étape importante après plusieurs mois de travaux menés au sein du Laboratoire des idées pour construire les conditions du vivreensemble dans des villes durables et solidaires.

#### **Outremers**

Le 27 avril 2011, à l'issue du Forum des idées présidé par Axel Urgin à Paris, le PS a publié ses 30 propositions pour les Outremers.

#### Sécurité

La préparation du programme sécurité de notre candidat a été l'aboutissement d'un travail collectif (avec magistrats, élus, policiers...) conduit depuis de longues semaines et qui s'est concrétisé à **Créteil le 17 novembre 2010 par un Forum des idées « Pour un pacte national de protection et de sécurité publique : respecter les droits, imposer des devoirs »**, présidé par François Rebsamen. Parce que nous sommes socialistes, notre projet sur la sécurité ne se conçoit qu'adossé à un projet de transformation sociale. Aussi, nos 22 propositions se veulent innovantes, cohérentes et reposent sur quatre grands principes : bâtir une société qui crée de la sécurité, assurer une présence quotidienne des forces de sécurité et de la justice, ouvrir l'éventail des réponses pour une sanction proportionnée de chaque acte, moderniser le fonctionnement des forces de sécurité et de la justice.

En effet, cela faisait dix ans, que le PS n'avait pas présenté de document général abordant ces enjeux. C'était à Évry, en 2001, sous la responsabilité de Julien Dray, alors secrétaire national à la sécurité. Évidemment, le contexte a changé et nos propositions d'aujourd'hui sont bien différentes même si nous puisons à la même source tant nous continuons à croire au quatuor « prévention, réparation, sanction, dissuasion ».

#### Justice

Les travaux du secrétariat national ont débouché sur un texte de propositions « *Pour une justice respectée, indépendante, efficace et protectrice* », dont la rapporteure était Marie-Pierre de la Gontrie, et qui a été présenté le 14 mars 2011, à l'occasion du Forum des idées consacré à la justice, présidé par Élisabeth Guigou.

Ce forum justice a réuni plus de 300 personnes et a été un moment important d'échange avec des professionnels et l'ensemble des organisations syndicales de la justice. Ce texte de propositions a constitué la base du projet du Parti socialiste, puis du programme du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

#### Les conventions nationales

Les conventions nationales ont été des moments importants dans la présentation du projet élaboré par le Parti socialiste. Elles ont structuré le travail réalisé et permis de lui donner un véritable écho dans la société.



### Convention nationale pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique

Présidée par Pierre Moscovici, la convention nationale « Pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique » s'est réunie le 29 mai 2010. L'enjeu de cette convention était de repenser un modèle de production qui soit à la fois plus juste, plus durable et plus équitable et de préparer les propositions socialistes pour 2012. Préparer la transition énergétique, instaurer un juste échange, reprendre la marche du développement industriel dans les filières de demain, assurer la justice fiscale, reprendre la marche du progrès social. Autant d'enjeux qui ont été abordés et auxquels ont participé l'ensemble des secrétaires nationaux du pôle économie.

C'est une vision globale et cohérente de la société de demain qui a été exposée lors de cette convention en abordant les thèmes de la politique industrielle, économique et monétaire orientée vers la croissance, de l'emploi et de la transition écologique et énergétique ; d'une réforme fiscale rétablissant la justice et redonnant des marges de manœuvre budgétaires ; des nouveaux droits des consommateurs et de la consommation durable; des services publics de qualité et adaptés à chacun; de la lutte contre la précarité énergétique ; de la démocratie sociale et de la gouvernance d'entreprise ; de l'égalité des revenus et des conditions de vie ; du bien-être au travail ; des transports adaptés au quotidien...

Les propositions adoptées lors de cette convention, reprises par la suite dans le projet du Parti socialiste puis en majorité dans le programme présidentiel, sont le fruit d'un travail de plusieurs années réalisé par le pôle économie et nouveau modèle de développement.

#### Convention nationale pour l'Égalité réelle

Présidée par Benoît Hamon, la convention nationale « Pour l'égalité réelle » s'est réunie à Paris le 11 décembre 2010 et a eu pour objectif de placer l'égalité au cœur du projet des socialistes. Plusieurs aspects ont été traités, tels que l'éducation pour tous ou l'égalité des conditions et des droits.

Un atelier a été consacré aux discriminations, de nombreux chercheurs, intellectuels, associations ont été rencontrés – sur le sujet du racisme, de l'homophobie, de l'handiphobie notamment. Ces travaux ont donné lieu au rapport « *Pour en finir avec les discriminations* » qui a été largement intégré au texte de cette convention et qui présente un ensemble de mesures destinées à faire progresser l'égalité dans notre société dans la recherche de logement ou d'emploi, sur le lieu de travail, à l'école, etc.

Le thème de l'éducation a pris une grande importance ces dernières années en raison du véritable démantèlement orchestré par la droite. Plus qu'une amélioration, le secrétariat national, sous l'impulsion de Bruno Julliard, a défendu **l'idée d'une refondation de l'école nécessaire, urgente et fondamentale.** Les propositions présentées lors de la convention Égalité réelle ont posé les grandes lignes et les bases du projet socialiste en matière éducative.



Ce projet est venu enrichir le programme présidentiel de François Hollande autour d'une idée : faire que l'école œuvre pour la réussite de tous les élèves. Pour atteindre cet objectif, plusieurs moyens doivent être mis en œuvre tels que la réadaptation des rythmes scolaires, la réorganisation de l'école obligatoire avec comme priorité absolue l'école primaire. Un nouveau pacte de confiance doit être aussi conclu avec les enseignants, dont la fonction avait été si injustement dévalorisée. Redonner du sens à leur fonction et à leurs missions était donc primordial.

Agir à la racine des inégalités en termes d'éducation ouvrait la voie à une réflexion sur la première des inégalités, celle du genre. Le secrétariat national aux droits des femmes a donc organisé les travaux de l'atelier consacré à ce sujet et remis le rapport « Égalité femmes – hommes : levier de l'émancipation individuelle et du progrès collectif » abordant les questions d'égalité professionnelle, de temps partiels, de retraite, du service public de la petite enfance, du partage des responsabilités parentales et tâches domestiques, de parité, de violences, de contraception, d'IVG ou encore d'éducation pour changer durablement la société vers plus d'égalité. Cet atelier a permis d'organiser plusieurs rencontres, tant avec des personnes de la société civile, qu'avec des militant-e-s socialistes, afin de débattre des mesures à mettre en place pour construire enfin l'égalité femmes-hommes.

## Convention nationale pour une nouvelle donne internationale et européenne

Présidée par Laurent Fabius, la convention nationale **« Pour une nouvelle donne internationale et européenne »** s'est tenue le 9 octobre 2010 au CNIT de la Défense. Le jeudi 30 septembre 2010, tous les militants ont été invités à voter dans leurs sections sur le texte adopté par le conseil national.

Sous l'égide de Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis, cette convention a permis de fixer les principes susceptibles de guider une nouvelle politique étrangère. Il s'agissait de définir les grands axes du parti en matière de politique internationale en 2012, de redonner un cap à la politique étrangère de la France, au moment où l'image de la France était abîmée par le comportement du président de la République.

Pour la première fois depuis près d'une vingtaine d'années, cette convention a doté le PS d'une doctrine en matière de politique étrangère - un texte de référence (*i.e.* traitant du multilatéralisme, du juste échange, de l'Europe de la croissance, de l'emploi et du progrès social, de l'Europe de la défense) bien reçu par l'ensemble des partis frères. En effet, afin d'amplifier sa résonance, le texte adopté alors a été publié en quatre langues : français, anglais, allemand et espagnol.

#### Campagne sur les propositions du PS

Le secrétariat national à la communication a réalisé des visuels pour mettre en valeur plusieurs propositions phares des socialistes. Ces visuels ont été déclinés en affiches et cartes postales, et valorisés sur des panneaux à l'occasion de la cérémonie des vœux 2011 de la Première secrétaire.

#### Convention nationale du projet « Le changement »

Le samedi 28 mai 2011 à Paris, c'est une nouvelle étape sur la route du changement que les socialistes ont franchie en adoptant à l'unanimité leur projet, intitulé « Le changement ». Publié et valorisé sur Internet, le texte a également fait l'objet d'une publication aux éditions Odile Jacob.

























La riposte

# Un important travail de veille politique a été effectué afin de répondre de manière efficace et rapide aux propositions avancées par le précédent gouvernement. La publication de communiqués, de tribunes, a alimenté le travail de riposte effectué par l'ensemble des pôles thématiques.

Alain Bergounioux, secrétaire national, a piloté un travail de rédaction d'analyses, d'argumentaires, de suivi régulier de l'actualité politique et du mouvement des idées. Le service riposte accorde une attention particulière aux travaux des fondations et développe une analyse critique des formations politiques de droite et d'extrême droite, sous forme de notes quasi hebdomadaires, à destination des responsables nationaux et locaux du parti.

Le service s'appuie aussi sur le travail permanent et régulier de la documentation. À ce propos, il s'emploie à sa modernisation à travers une numérisation, bien engagée. L'archivage a également été mené en lien avec la Fondation Jean-Jaurès. Cette politique permet aujourd'hui à la documentation de fournir en temps réel des réponses aux commandes et aux demandes diverses. Elle conforte une synergie nécessaire entre la documentation et le travail de riposte, d'alerte et d'argumentation.

Le secteur courriels a vu le jour dès février 2003 dans le but de répondre à la montée en puissance du mail dans la vie sociale

et politique. Depuis le 1er février 2003, plus de 221 000 mails adressés au parti ont été traités. 90 % de ces courriels sont traités dans la journée. Le rythme s'accélère naturellement, au fil des années ; l'instauration du système Akio a par ailleurs permis d'améliorer la visibilité d'ensemble et donc la performance. Ainsi, sur le seul site du parti, du 1er janvier au 6 mai 2012, plus de 35 000 mails ont été traités.

À l'occasion de la campagne des Primaires pour la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle, plus de 11 200 réponses ont été élaborées, dans un souci de parfaite objectivité et impartialité.

Le secteur « courrier » a également pris son essor en octobre 2009, en lien direct avec le cabinet de la Première secrétaire. Plus de 2 000 lettres sont soumises au cabinet de la Première secrétaire pour signature chaque année. Tous les thèmes de politique générale et relatifs à la vie du parti sont abordés.

# 1 Analyser les actes et les discours de la droite

#### Dresser le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozv

L'ensemble des pôles a contribué à l'élaboration et à la rédaction de documents sur le bilan de la politique de Nicolas Sarkozy et de la droite : explosion de la dette et des déficits public et extérieur, renoncement sur l'environnement, explosion des prix de l'énergie et des logements, conséquences désastreuses de la RGPP, recul des services publics, explosion du chômage et des inégalités, baisse du pouvoir d'achat, surendettement croissant, mesures fiscales injustes et inefficaces, réformes avortées du capitalisme financier, désindustrialisation massive, casse de l'Éducation, baisse des crédits pour la culture, inégalités croissante dans l'accès aux soins, dégradation de l'image de la France à l'international... Jamais notre pays n'avait connu un tel recul en cinq ans, sur tous les fronts. À chaque décision injuste et inefficace de la droite, nous avons proposé un communiqué de presse, un argumentaire ou une intervention

dans les médias, qui développait notre analyse et proposait une politique alternative.

#### Dévoiler les vérités du FN

En février 2012, le PS a publié l'ouvrage « *Le Front national de Marine Le Pen, apparences et réalités* », coordonné par Alain Bergounioux. Alors que le FN devenait un parti de plus en plus attirant pour bon nombre de citoyens, il a été jugé utile de mener une étude approfondie de celui-ci pour en dévoiler tous les rouages et contrecarrer la dédiabolisation qu'il entreprenait.

# 2 Participer aux mouvements sociaux

#### Manifestations pour sauver les retraites

L'injustice de la réforme proposée par le gouvernement Fillon a poussé le Parti socialiste à monter en première ligne pour défendre les droits des travailleurs. Alors que de nombreux politiques ont apporté leur soutien aux différentes manifestations en y participant, le PS a aussi effectué un travail de fond pour élaborer un projet plus juste et prenant en compte la pénibilité du travail.

Le 18 mai 2010, le PS a publié ses propositions pour les retraites. Les socialistes ont été nombreux à participer aux manifestations contre la réforme Woerth/Sarkozy. Des tracts



ont été réalisés. De nombreuses « rencontres retraites » ont été organisées dans les fédérations pour présenter le projet du PS.

#### Fêtes des travailleurs (1er mai)

Le 1<sup>er</sup> mai relève d'un intérêt particulier pour le parti. Tous les ans, nos camarades participent aux cortèges et apportent leur soutien aux travailleurs.

Des éléments de communication ont été élaborés pour l'événement (banderoles, tracts, ballons). Des reportages ont été publiés chaque année dans *L'hebdo des socialistes*.

#### Marches des fiertés LGBT

Le secrétariat national aux questions de société a chaque année participé aux **marches des fiertés LGBT** organisées afin de dénoncer les discriminations et violences auxquelles les personnes LGBT doivent faire face, et afin de promouvoir l'égalité des droits.

Najat Vallaud-Belkacem, secrétaire nationale aux questions de société était également présente le 31 mars 2012 lors du **meeting pour l'égalité** organisé par l'Inter-LGBT durant la campagne présidentielle ; ou encore lors des **Journées européennes des familles homoparentales**.

# 3 Répondre à la politique de la droite

Les secrétaires nationaux du Parti socialiste ont présenté à plusieurs reprises lors des instances nationales des documents et interventions de riposte aux décisions prises par Nicolas Sarkozy et son gouvernement.

#### Printemps des libertés

Début 2009, le secrétariat national aux libertés publiques et à la justice a réalisé un travail important sur les régressions de la droite en matière de libertés publiques depuis le début de la présidence de Nicolas Sarkozy. Un ouvrage, « La France en libertés surveillées », a été publié et largement diffusé. Il a notamment permis de réinstaller le Parti socialiste dans le combat pour les libertés publiques et l'échange avec la société civile sur ces questions.

La parution de cet ouvrage a été suivie par la tenue du « Printemps des libertés » le 22 mars 2009, événement qui a réuni socialistes, acteurs du monde associatif et judiciaire, artistes et citoyens pour débattre des atteintes faites aux libertés publiques depuis mai 2007.

Lutte contre la récidive, justice des mineurs, situation des prisons, paupérisation de l'institution judiciaire, le secrétariat national

aux libertés publiques et à la justice n'a cessé de dénoncer une politique incohérente, attentatoire aux libertés. En lien avec les groupes socialistes des deux assemblées, la riposte aux textes de loi qui n'ont cessé de s'empiler ces dernières années s'est organisée et a été accompagnée de manière systématique par des contre-propositions.

Le secrétariat national a dénoncé également tout au long de ces quatre années les atteintes aux libertés qui se sont multipliées : une logique d'élimination méthodique des contre-pouvoirs, avec la dissolution de la Halde, du Défenseur des enfants et de la Commission nationale de déontologie de la sécurité, au sein du tout nouveau Défenseur des droits ; des créations de fichiers qui se sont multipliés, dont certains sans base légale...

Le secrétariat national a été également précurseur, en particulier sur le sujet de la garde à vue. Bien avant la censure par le Conseil constitutionnel de ces dispositions légales, le Parti socialiste avait soulevé le risque d'inconstitutionnalité, que laissaient présager plusieurs décisions de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Par ailleurs, la multiplication du nombre de gardes à vue ces dernières années avait été également dénoncée.



Procédure privative de liberté, la garde à vue ne pouvait être utilisée comme un « instrument banal de procédure ».

L'indépendance de la justice a également été au cœur de la riposte du Parti socialiste face à la droite. Entre dénigrement des magistrats, marginalisation et volonté de suppression des juges d'instruction et reprise en main du parquet, cette indépendance a été mise à mal. Le Parti socialiste, par son secrétariat national, n'a cessé de dénoncer ces atteintes, tout comme les nominations de proches du pouvoir à des postes importants (Cour de cassation, parquet de Paris...).

#### **Défendons nos territoires**

À l'occasion du congrès des maires de France, un livret sur la régression territoriale a été publié, des affiches et invitations à des « apéros citoyens », des badges, et un stand parapluie ont été réalisés.

Dans le cadre de la mobilisation du Parti socialiste « Défendons nos territoires » organisée contre la « réforme » territoriale, le secrétariat national a initié la **pétition « Défendons la parité »**, demandant que la création des conseillers territoriaux soit supprimée du projet du gouvernement de réforme des collectivités territoriales ; que soit imposé l'égal accès des femmes et des hommes dans les institutions publiques et dans les conseils d'administration et que des sanctions efficaces soient imposées aux partis politiques pour que la parité soit réalisée lors des élections au scrutin uninominal.

#### Laïcité pour tous

L'activité du secrétariat national à la laïcité, animé par Axel Urgin, a organisé la riposte du parti – en liaison avec le groupe parlementaire du Sénat – concernant la mise en œuvre par voie réglementaire de l'accord de reconnaissance des diplômes de droit commun délivrés par le Vatican, accord portant gravement atteinte au principe fondamental de laïcité de l'enseignement supérieur public. Le secteur a également participé à la mise en œuvre d'un recours en Conseil d'État contre le décret ayant publié cet accord au Journal officiel en violation, notamment, de l'article 53 de la Constitution.

Le secrétariat national s'est aussi attaché à faire une radioscopie de la droite car le parti a été confronté à une double offensive contre la laïcité: celle du Front national qui entendait retourner la laïcité contre l'islam établi comme incompatible, et celle de Nicolas Sarkozy qui n'a cessé – avant même son élection - de promouvoir ce qu'il appelle la « laïcité positive ».

Axel Urgin a également publié un document de référence intitulé « Laïcité pour tous ! : éléments de réflexion sur la laïcité d'hier et d'aujourd'hui » dont le parti pris était de montrer que la confusion actuelle autour de la question de la laïcité découle d'une assez grande confusion des commentateurs sur ce concept, confusion paradoxalement alimentée par la profusion des « expertises » historiques et philosophiques, mais fondée sur la méconnaissance de sa dimension juridique laquelle, à notre sens, fournit un paradigme laïque particulièrement opératoire pour les socialistes.

#### Révision de la loi de bioéthique

Najat Vallaud-Belkacem, secrétaire nationale aux questions de société, a mené un travail de longue haleine afin de préparer les propositions du Parti socialiste relatives à la révision de la loi de bioéthique. Le secrétariat national aux questions de société a en particulier rencontré un nombre important de chercheurs, de médecins, d'associations, sur des sujets aussi divers que les nanotechnologies, l'assistance médicale à la procréation, les dons de sang et d'organes, etc.

Guidé par les principes d'égalité, de solidarité, de laïcité, de dignité, par le refus de l'obscurantisme et du conservatisme et par la volonté d'encourager la recherche, le secrétariat national aux questions de société s'est fixé pour objectif de promouvoir de nouveaux droits pour permettre des avancées médicales et sociétales tout en protégeant la dignité des êtres humains. Un rapport a donc été présenté au Bureau national afin de réaffirmer ou faire progresser les positions et propositions du Parti socialiste quant au progrès, à la science, à la médecine et à l'éthique.

#### Sommet mondial de Copenhague

Un Bureau national de réaction aux décisions prises lors du sommet mondial sur l'environnement à Copenhague a été organisé par le secrétariat national à l'environnement, sous la direction de Laurence Rossignol. Les propositions socialistes en matière de développement durable ont pu être présentées à cette occasion.

#### Le contre-plan de relance

Les secrétaires nationaux du pôle économie, autour de Michel Sapin notamment, ont rédigé début 2009 un contre-plan de relance, en collaboration avec les parlementaires concernés par ces sujets, dont Didier Migaud, à l'époque président de la Commission des finances, qui a servi de base aux mesures

économiques et industrielles qui ont été proposées par la suite. Ce document a posé les fondements de notre analyse de la crise, et de nos propositions sur la régulation financière et bancaire, la justice fiscale, ou la relance du secteur automobile et de l'industrie tout en préparant la transition énergétique et en posant les bases du nouveau modèle de développement.

Ce document comprend également un plan alternatif de sauvetage et de redressement de la filière automobile, proposé par le secrétariat national à l'industrie, qui ne repose pas sur des aides aux grands groupes sans aucune contrepartie mais au contraire sur un rééquilibrage des relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants et sur une politique de filière cohérente.

#### L'appel pour une autre politique du logement

L'appel pour une autre politique du logement a été lancé depuis Clamart le 16 février 2011 par Martine Aubry, des maires de grandes villes et des parlementaires spécialistes du logement. Alors que la droite se montrait incapable d'agir pour répondre à la grave crise du logement, qu'elle multipliait les cadeaux fiscaux aux propriétaires, laissait les loyers s'envoler et ponctionnait le monde HLM, il n'était plus possible pour les élus de la République de rester sans réponse face à cette situation. Les collectivités souhaitaient s'engager massivement pour construire des logements abordables, mais souffraient de l'absence totale de réponse de l'État.

L'appel, signé par un grand nombre d'élus et relayé dans tous les territoires par le parti et la FNESR, dénonçait ce désengagement et comportait plusieurs engagements clairs pour résoudre la crise du logement comme par exemple l'encadrement des loyers ou le renforcement de la loi SRU. Il visait à faire du logement un thème majeur de l'élection présidentielle et a permis de montrer la détermination et l'engagement des élus locaux à répondre à une question qui concerne un nombre croissant de Français.





# Les victoires

# Les Français ont confirmé dans les urnes leur confiance à l'égard des élus socialistes, et leur profonde attente de changement.

Depuis le congrès de Reims, le secteur élections a été très sollicité, en raison d'un calendrier électoral conséquent : élections européennes (juin 2009), régionales (mars 2010), cantonales (mars 2011), sénatoriales (septembre 2011), présidentielle (avril-mai 2012), législatives (juin 2012). Il a également assuré un suivi des élections partielles qui ont eu lieu depuis 2008 (cantonales, législatives, municipales, sénatoriales). Il a fourni des notes de situation et des résultats électoraux aux dirigeants nationaux qui se déplaçaient en fédération lors des campagnes électorales.

Le secteur élections a également travaillé sur le danger du FN, fournissant lors des discussions entre partis de gauche sur le sujet, chiffres et analyses indiquant les circonscriptions à risque.

Il a par ailleurs protesté à plusieurs reprises auprès du Conseil constitutionnel, notamment sur le caractère partisan du redécoupage Marleix, mais aussi sur la loi du 14 avril 2011 sur les inéligibilités : celle-ci introduisait de nouvelles règles qui, au regard de leur date d'application, empêchaient certains camarades de pouvoir se mettre en conformité avec la nouvelle législation.

Enfin, le secteur élections a pris toute sa part dans la refonte des outils informatiques du parti (refonte des circonscriptions dans le fichier national des adhérents, propositions pour la future version de Rosam).

# **1** Européennes 2009

Lors de ces élections, les partis membres du PSE avaient, pour la première fois, adopté un programme commun, mais sans pour autant réussir à faire émerger un-e chef de file pour le porter.

Les résultats ont constitué un revers pour le Parti socialiste. L'image donnée par notre formation lors du congrès de Reims a considérablement perturbé notre campagne et ne nous a pas permis d'obtenir la confiance des électeurs.

L'ensemble des partis membres du PSE est désormais en faveur d'un candidat tête de liste pour les prochaines élections européennes de 2014.

# **2** Régionales 2010

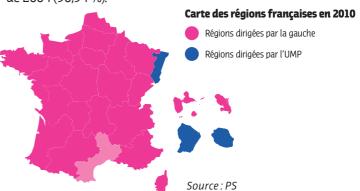
Après les excellents résultats obtenus lors des régionales 2004 (la droite ne disposant plus que de deux régions en métropole), ces élections étaient l'occasion pour le PS de tourner la page de l'échec des européennes, mais aussi d'amplifier son implantation dans les exécutifs régionaux.

La direction nationale a mis en place une plateforme afin de fournir argumentaires et matériel aux équipes de campagnes dans les différentes régions. Une campagne de communication autour du thème « Les régions qu'on aime » a été développée. Le PS y rappelait notamment que face à la casse du service public provoquée par la politique de Nicolas Sarkozy, les régions constituaient un réel bouclier social pour les Français.

Le PS a passé un accord avec le PRG et le MRC afin de constituer des listes communes dès le premier tour. Le PCF s'est également associé à cet accord dans cinq régions (Bourgogne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Basse-Normandie).

Les résultats ont récompensé cette stratégie d'union de la gauche : à l'issue des élections, la gauche détient désormais 23 des 26 régions (dont 21 en métropole).

En termes de suffrages, le total de la gauche deuxième tour de 2010 est de 54,05 % soit près de quatre points supérieur à celui de 2004 (50,34 %).



## **Cantonales 2011**

Ces élections se sont déroulées en mars 2011. La direction nationale a décidé de maintenir le système de plateforme de soutien aux candidats qui avait montré son efficacité aux régionales.

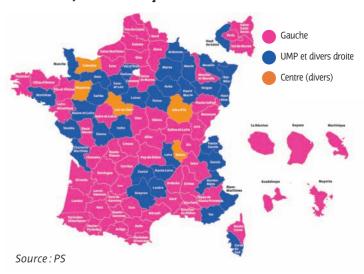
Le parti a mis en place des outils de campagne pour les candidats (affiches, tracts, bulletins de vote, fiches thématiques, fiches juridiques, argumentaires). Un document intitulé « Le contrat socialiste, pour des départements qui protègent et agissent pour l'avenir » a accompagné le kit transmis aux candidats. Le secteur élections a par ailleurs maintenu un dialogue constant avec les premiers fédéraux pour faire remonter les thèmes de campagne mis en avant par leurs électeurs.

Il a également assuré une veille « Code électoral/compte de campagne » afin de répondre aux questions des candidats aussi bien avant, pendant, qu'après la campagne. Il a, à ce titre, apporté son aide dans la rédaction de recours post-élection.

Au final la gauche a gagné quatre départements (Jura, Pyrénées-Atlantiques, la Réunion, Mayotte) et n'en a perdu qu'un seul de justesse (le Val-d'Oise). C'est un très beau résultat, dans un contexte de forte abstention, habituellement défavorable à la

gauche, et de clins d'œil de la droite au FN entre les deux tours. Au sortir de ces élections, la gauche confirme que sa gestion des conseils généraux est approuvée par les électeurs : elle détient désormais 61 départements sur 101.

#### Carte des départements français en 2011



# 4 Sénatoriales 2011

En septembre, la gauche française remporte une victoire historique en réussissant à faire basculer la majorité au Sénat. Le mode de scrutin en vigueur a longtemps masqué la réalité politique du pays en empêchant la gauche d'accéder à la présidence du Sénat. Les bons résultats obtenus ces dernières années par le PS lors des élections locales ont enfin trouvé leur traduction au niveau de la Haute Assemblée.

Lors de ce renouvellement, il fallait remporter 23 sièges pour emporter la majorité. La gauche en a finalement gagné 25 et notre camarade Jean-Pierre Bel est devenu le président du Sénat. L'union de la gauche était une condition sine qua non pour obtenir la majorité : le Parti socialiste a donc choisi de passer un accord électoral avec EELV et le PRG.

En lien avec le groupe socialiste au Sénat, le secteur élections a pris pleinement sa part aux discussions avec les partenaires de gauche et avec les fédérations socialistes concernées par le renouvellement sénatorial, afin de garantir le meilleur équilibre possible des candidatures.

Cette stratégie a permis des gains de sièges y compris dans des départements où la droite se disait assurée de progresser. Ainsi, par exemple, dans le Morbihan, elle espérait prendre le seul siège que détenait la gauche : au final, l'alliance PS-EELV-FG fait perdre tous ses sièges à la droite.

# Campagnes présidentielle et législatives 2012

#### Campagne d'inscriptions sur les listes électorales

Le secrétariat national à la communication a développé une campagne d'affiches, déclinée en stickers et en cartes postales, pour l'inscription sur les listes électorales (2010-2011).

#### Accords avec EELV, le PRG, le MRC et le MUP

La démarche de construction d'un projet commun avec les

partenaires du PS a trouvé un débouché dans la contribution active des pôles thématiques à la rédaction du texte commun avec Europe Écologie-Les Verts. Les secrétariats nationaux ont largement contribué aux différents ateliers et à la rédaction du texte final.

L'ampleur de la victoire de la gauche est le fruit des accords passés entre le PS et ses partenaires, qui leur a réservé un certain nombre de circonscriptions. Celles-ci ont été décidées par le secteur élections en concertation avec les responsables fédéraux et ont donné lieu à plusieurs rencontres à Solférino entre les dirigeants des différents partis.

Le Parti socialiste a ainsi réalisé un accord avec EELV. le PRG, le MRC et le MUP. Comme l'ont montré les résultats, le fait de réserver des circonscriptions à nos partenaires ne signifiait nullement une baisse mécanique du nombre de circonscriptions gagnables pour le PS : cet accord a en fait permis à chacun de progresser.

Le PS obtient la majorité absolue, EELV obtient pour la première fois de son histoire un groupe à l'Assemblée nationale, le PRG, le MRC et le MUP progressent en sièges. Seuls les partis de gauche ayant refusé l'accord voient leur nombre de sièges diminuer.

#### Campagne de François Hollande

Grâce aux Primaires citoyennes qui ont mobilisé l'ensemble du parti, les conditions de la victoire à l'élection présidentielle étaient réunies.

Le parti a organisé la convention d'investiture de François Hollande à Paris, Halle Freyssinet, et développé de nombreux tracts, décors, signalétique, affiches, drapeaux, pancartes, outils « Faites le changement » pour les actions militantes et le porte-à-porte...

Le siège du parti, rue de Solférino, a été réaménagé, durant la campagne, pour en faire un lieu d'accueil animé pour recevoir les Français.

Le service veille / riposte / courrier / documentation a été directement saisi par la direction de campagne et la SGA, afin de répondre aux courriers et aux courriels de notre candidat François Hollande.

Ainsi, plus de 20 000 courriers papiers ont été rédigés et expédiés du début de la campagne au 6 mai 2012. Les réponses étaient adressées aux citoyens, aux sympathisants et militants,



mais aussi aux organisations syndicales, associations, groupes de pression.

Parallèlement, le secteur courriel a géré sur le site du candidat plus de 342 000 messages, en moins de quatre mois, sur toutes les interpellations et tous les sujets d'actualité de la campagne. Un travail de même nature a été poursuivi, à l'occasion de la campagne des élections législatives, pour le compte du parti. Le secteur élections / fédérations est resté en contact constant avec les premiers fédéraux pour s'assurer de la mobilisation lors des meetings, de la bonne information des fédérations sur les nouveaux outils mis en place par le service informatique (BUP).

En lien avec le Premier secrétariat, il a également fait en sorte d'apporter un conseil aux candidats aux législatives : ceuxci étaient les mandataires de François Hollande dans leur circonscription respective. Ils constituaient donc un maillon clef dans l'organisation de la campagne.

Ce double rôle de candidat aux législatives et d'animateur de la campagne de François Hollande nécessitait un respect scrupuleux de la législation sur les comptes de campagne : le secteur élections a donc fait en sorte d'apporter une réponse à chacune des demandes des candidats en la matière.

Après la Présidentielle, le secteur a par ailleurs reçu une délégation d'Haïti afin d'échanger avec elle sur les résultats, les institutions et le rôle des partis politiques.

Le service veille/courrier/courriel, créé en 2009 a non seulement pu répondre à une nécessité politique constatée mais aussi témoigner d'une très grande réactivité face aux événements intenses inhérents aux campagnes électorales du printemps 2012, et aux importantes charges de travail qu'elles impliquent.

Le SN à la communication et tous les services rattachés (service de presse, service éditions, service web, la boutique) se sont mobilisés pour promouvoir les idées du candidat et organiser la riposte à la droite : matériel de campagne (affiches, tracts, flyers, etc.), objets dérivés pour les meetings (tee-shirt, badges, ballons, etc.), animations sur les réseaux sociaux (infographies chiffrées et argumentées, clips décalés, etc.), riposte-parties avec les bloggeurs, soirées électorales, etc.

#### Campagne législatives 2012

La séquence électorale initiée par la défaite aux Européennes s'achève par une victoire historique pour la gauche.

Le Parti socialiste obtient la majorité absolue et la plupart de ses partenaires de gauche progressent également. C'est une nouvelle sanction pour la droite qui avait, à l'occasion de ces législatives, fait le choix de persister dans la stratégie sarkozyste de séduire le FN.



Notre parti s'étant par ailleurs engagé dans une volonté de renouvellement et de féminisation, le secteur élections a travaillé avec les fédérations afin de faire respecter ces objectifs. Le secrétaire national aux élections a réuni régulièrement la commission électorale, composée de représentants de l'ensemble des motions, afin que celle-ci choisisse les circonscriptions réservées à la parité et arbitrent les situations les plus complexes.

Le secteur élections a dû également gérer les différents cas de candidats dissidents et a demandé au Bureau national de prononcer des exclusions afin de garantir le respect des décisions et des accords de la direction nationale.

Au final, le Parti socialiste peut être fier de son bilan : il a présenté près de 49 % de candidates, en veillant à la qualité des circonscriptions : la part de femmes dans le groupe SRC est ainsi passée de 27 à 40 %. Les conditions pour une parité parfaite dans le groupe sont réunies pour les prochaines élections législatives.

Dans le même temps, l'UMP a vu son nombre de députées diminuer et affiche un taux de parité inférieur à 15 %. Le taux de renouvellement de notre groupe est également à mettre en valeur : 52 % de nos députés effectuent actuellement leur premier mandat parlementaire.

Enfin, le Parti socialiste a tenu son engagement de faire élire une dizaine de candidats issus de la diversité : c'est le résultat d'un travail de moyen terme, qui, à l'échelon local comme national, vise à ce que nos candidatures soient à l'image de toute la France. Notre parti doit encore progresser mais peut déjà être fier de cette première avancée.





Annexes

# Le secrétariat national

# à la veille du Congrès de Toulouse

#### Martine Aubry Première secrétaire

Harlem Désir Secrétaire national à la coordination

**David Assouline** porte-parole

#### Pouria Amirshahi

Secrétaire national à la coopération, à la francophonie, à l'aide au développement et aux droits de l'homme

#### **Guillaume Bachelay**

Conseiller politique auprès de la première secrétaire - Secrétaire national aux relations extérieures

#### Karine Berger

Secrétaire nationale à l'économie

#### **Alain Bergounioux**

Secrétaire national à l'éducation

#### Pascale Boistard

Secrétaire nationale aux adhésions

#### **Philippe-Xavier Bonnefoy**

Secrétaire national à l'organisation

#### **Christophe Borgel**

Secrétaire national aux élections

#### Farida Boudaoud

Secrétaire nationale à l'économie sociale et solidaire

#### **Brigitte Bourguignon**

Secrétaire nationale aux sports

#### Émeric Brehier

Secrétaire national à la rénovation

#### **Charlotte Brun**

Secrétaire nationale aux affaires sociales, aux personnes âgées, au handicap et aux dépendances

#### Jean-Christophe Cambadélis

Secrétaire national à l'Europe et à l'international

#### **Luc Carvounas**

Secrétaire national au PS numérique

#### Marc Coatanéa

Secrétaire national aux questions de société

#### Pierre Cohen

Secrétaire national chargé de l'urbanisme et de la ville du XXI° siècle, président de la FNESR

#### Marie-Pierre de la Gontrie

Secrétaire nationale aux libertés publiques et à la justice

#### Laurianne Deniaud

Secrétaire nationale à la vie associative

#### **Michel Destot**

Secrétaire national à l'industrie et aux entreprises

#### Philippe Doucet

Secrétaire national aux droits des consommateurs

#### **Olivier Faure**

Secrétaire national à la communication

#### **Matthias Fekl**

Secrétaire national à la réforme de l'État et des institutions

#### **Alain Fontanel**

Secrétaire national aux fédérations

#### Hélène Geoffroy

Secrétaire nationale à la lutte contre l'exclusion

#### Pascale Gérard

Secrétaire nationale à la formation professionnelle et la sécurité sociale professionnelle

#### Jean-Marc Germain

Secrétaire national au travail et à l'emploi

#### Jean-Patrick Gille

Secrétaire national à la famille

#### Daniel Goldberg

Secrétaire national au logement

#### Razzy Hammadi

Secrétaire national aux services publics

#### **Adeline Hazan**

Secrétaire nationale aux droits des femmes

#### Régis Juanico

Secrétaire national - Trésorier

#### **André Laignel**

Secrétaire national à l'aménagement du territoire et au développement local

#### **Axelle Lemaire**

Secrétaire nationale aux Français de l'étranger

#### **Marianne Louis**

Secrétaire nationale à la politique de la ville

#### **Didier Mathus**

Secrétaire national aux médias

#### **Emmanuel Maurel**

Secrétaire national à l'université permanente et aux universités d'été

#### Sandrine Mazetier

Secrétaire nationale à l'immigration

#### **Patrick Mennucci**

Secrétaire national à l'animation et au développement des Fédérations

#### **Bertrand Monthubert**

Secrétaire national à l'enseignement supérieur et à la recherche

#### Pierre-Alain Muet

Secrétaire national - Président du conseil d'analyse économique

#### **Germinal Peiro**

Secrétaire national à la ruralité, la mer et l'agriculture

#### **Nathalie Perrin-Gilbert**

Secrétaire nationale à la formation

#### **Sylvie Robert**

Secrétaire nationale à la culture

#### Laurence Rossianol

Secrétaire nationale à l'environnement

#### **Gwendal Rouillard**

Secrétaire national à l'énergie

#### Ségolène Royal

Secrétaire nationale auprès de la Première secrétaire, en charge des mobilisations citoyennes

#### **Bernard Soulage**

Secrétaire national aux transports

#### **Axel Urgin**

Secrétaire national aux Outremers

#### lean-lacques Urvoas

Secrétaire national à la sécurité

#### **Clotilde Valter**

Secrétaire nationale à la défense

#### André Viola

Secrétaire national au tourisme

#### **Paul Alliès**

Secrétaire national adjoint à la rénovation

#### **Laurent Baumel**

Secrétaire national adjoint au Président du Laboratoire des idées

#### **Sabine Buis**

Secrétaire nationale adjointe à l'environnement

#### **Francis Chouat**

Secrétaire national adjoint chargé de la coordination

#### **Yves Colmou**

Secrétaire national adjoint aux élections

#### **Philip Cordery**

Secrétaire national adjoint chargé de développer les relations avec les partis socialistes et progressistes

#### Karine Gloanec-Maurin

Secrétaire nationale adjointe à la culture

#### Laurent Grandguillaume

Secrétaire national adjoint aux fédérations

#### **Estelle Grelier**

Secrétaire nationale adjointe à l'Europe et à l'International chargée de l'Europe

#### Liêm Hoang-Ngoc

Secrétaire national adjoint à l'économie

#### Gaëlle Lenfant

Secrétaire nationale adjointe aux droits des femmes

#### Frédéric Léveillé

Secrétaire national adjoint à la trésorerie

#### **Audrey Linkenheld**

Secrétaire nationale adjointe au logement

#### Marc Mancel

Secrétaire national adjoint aux élections

#### **Delphine Mayrargue**

Secrétaire nationale adjointe au travail et à l'emploi

#### Françoise Mésnard

Secrétaire nationale adjointe chargée de la petite enfance

#### **Martine Pinville**

Secrétaire nationale adjointe chargée de la santé

#### Valérie Rabault

Secrétaire nationale adjointe à l'industrie et aux entreprises

#### Roberto Romero

Secrétaire national adjoint chargé de la vie des fédérations et des élections

#### Henri Weber

Secrétaire national adjoint à la mondialisation

#### Pierre-Alain Weill

Secrétaire national adjoint chargé des PME, du commerce et de l'artisanat

# Compte-rendu du secrétariat national à la trésorerie

Le secrétariat national à la trésorerie, sous la responsabilité de Régis Juanico, trésorier national et Frédéric Léveillé, secrétaire national adjoint, a assuré la gestion des finances du parti depuis le congrès de Reims.

Au cours des trois derniers exercices 2009-2011, l'activité politique du parti a été particulièrement soutenue (tour de France du projet, conventions nationales, forums des idées, Primaires citoyennes, campagnes militantes...). Les orientations budgétaires ont porté sur un effort très important en ressources humaines, des économies substantielles en matière de communication avec la mise en place de la nouvelle formule de *L'hebdo des socialistes*, la préparation et l'accompagnement des campagnes européennes, cantonales et régionales, l'organisation des Primaires de 2011 et la préparation des campagnes présidentielle et législatives de 2012.

L'organisation des Primaires citoyennes a connu un succès indéniable par son niveau de participation (près de trois millions d'électeurs à chaque tour de scrutin), la mobilisation des militants qui ont assuré la tenue de plus de 9 000 bureaux sur l'ensemble du territoire national sous le contrôle de la Haute autorité des Primaires et le niveau des recettes encaissées (cinq millions d'euros).

Dans le cadre des actions en directions des fédérations et des sections, dans le prolongement de la réforme statutaire de 2008, il a été organisé deux chantiers structurels : le premier sur l'harmonisation du barème des cotisations minimales des adhérents. Le Bureau national a validé ce barème progressif basé sur le salaire mensuel personnel, lequel permet de proposer des cotisations très largement abordables pour l'ensemble des cotisants. Il s'agit maintenant d'intégrer dans nos statuts ce barème minimal.

Le second chantier avait pour objectif de proposer un barème national unique progressif de cotisations des élus prenant en compte les mandats et les fonctions. Ce chantier n'a pu aboutir à ce jour et devra donc être poursuivi par les instances élues à l'issue du congrès de Toulouse, tout comme celui de la réactualisation des critères de la péréquation financière du siège national en direction

des fédérations qui représente un effort de plus de six millions d'euros par an. Le financement de la FNESR a également fait l'objet d'une réforme visant à pérenniser ses ressources financières.

Au cours des trois années écoulées, le secrétariat national a réuni régulièrement les trésoriers fédéraux, ceux des ADFPS et les permanents administratifs au siège national. La commission nationale de contrôle financier s'est également réunie à plusieurs reprises.

Les tableaux ci-joints permettent de visualiser sur les trois exercices 2009-2010-2011 les éléments financiers reflétant la gestion comptable du siège du parti. Il est à noter que plus de 80 % des ressources issues des cotisations des adhérents et des élus vont directement aux fédérations.

Les recettes courantes du siège national sont restées stables sur la période. La variation exceptionnelle sur l'exercice 2011 concerne la participation des électeurs aux Primaires du mois d'octobre.

La victoire aux législatives de juin 2012 va permettre une augmentation de la dotation publique annuelle de l'État, de l'ordre de 20 % pour les cinq années à venir. Cette somme, au-delà du budget courant du siège national qui restera stable, permettra au parti à la fois de rembourser ses emprunts, de constituer des réserves conséquentes pour les échéances électorales de 2017 et de continuer à maintenir une présence forte auprès de ses adhérents, élus et des citoyens. Au cours des cinq prochaines années, les ressources provenant des cotisations adhérents et élus continueront à représenter 45 % des recettes consolidées du parti ce qui constitue un gage d'autonomie et de sécurité pour l'équilibre de nos finances, en cas d'aléa politique.

Le secrétariat national a rappelé ses souhaits de voir pris en compte dans le nouveau règlement intérieur du parti la nécessité d'organiser les comptes de sections en relation avec les fédérations. Il faut, en effet, rappeler que les sections ne peuvent participer au financement de campagnes électorales. La structuration des sections en lien avec les fédérations offre cette opportunité.

#### État budgétaire unique 2009 - 2011

|  | Réalisé au | Réalisé au | Réalisé au |
|--|------------|------------|------------|
|  | 31/12/2009 | 31/12/2010 | 31/12/2011 |
| 01 - Cotisations adhérents               | 2 043 880  | 1 976 952  | 2 305 192  |
| 02 - Cotisations des parlementaires      | 1 826 448  | 1 825 688  | 1 833 915  |
| 03 - Dotation publique                   | 23 168 393 | 22 918 788 | 23 093 272 |
| 04 - Dons                                | 8 436      | 16 164     | 106 813    |
| 05 - Autres recettes (Primaires en 2011) | 326 289    | 360 445    | 5 619 009  |
| Total Recettes d'exploitation            | 27 373 446 | 27 098 037 | 32 958 202 |
|  |            |            |            |
| 20 - Salaires - cotisations sociales     | 8 651 324  | 10 246 670 | 11 844 856 |
| 25 - Aides aux fédérations - péréquation | 5 972 972  | 5 960 498  | 6 036 027  |
| 30 - Aides aux partenaires               | 533 131    | 528 769    | 767 469    |
| 35 - Communication                       | 5 359 878  | 3 482 084  | 3 941 508  |
| 40 - Réunions diverses - manifestations  | 1 015 983  | 1 432 580  | 1 028 866  |
| 45 - Développement du parti              | 819 326    | 872 265    | 1 102 463  |
| 50 - Fonctionnement                      | 1 153 969  | 1 757 706  | 1 555 052  |
| 55 - Projet 2012 (Primaires 2011)        | 708 120    | 178 884    | 6 352 451  |
| 60 - Congrès                             | 3 479      | 0          | 0          |
| 65 - Élections                           | 342 055    | 299 194    | 908 052    |
| 70 - Autres charges courantes            | 1 147 524  | 1 211 163  | 1 255 384  |
|  | 25 525 542 | 25.040.012 | 2/502120   |
| Total charges d'exploitation             | 25 707 762 | 25 969 813 | 34 792 128 |
| Résultat d'exploitation                  | 1 665 684  | 1 128 224  | -1 833 926 |
| OC Frair financiare                      | 14 565     | /50        | 1 010      |
| 96 - Frais financiers                    |            | 456        | 1 919      |
| 97 - Produits financiers                 | 89 364     | 57 386     | 126 632    |
| Résultat financier                       | 74 799     | 56 931     | 124 713    |
| Résultat de l'exercice                   | 1 740 484  | 1 185 155  | -1 709 212 |

#### Rapport de la CNCF

La CNCF s'est réunie 2 à 3 fois par an, soit en assemblée plénière, soit dans le cadre de groupes de travail. Présidée par Pascal Terrasse, elle avait pour mission d'améliorer la gestion comptable du Parti socialiste, et d'auditionner le trésorier national, Régis Juanico, ainsi que notre expert comptable. La commission a validé la bonne gestion des comptes du Parti socialiste, les provisions accumulées pour la préparation des élections présidentielle et législatives.

Les groupes de travail ont eu à examiner les différentes méthodes et modalités de calcul des cotisations des élus et des militants. Une grille nationale a ainsi pu être établie. Par ailleurs, un groupe de travail a évoqué les coûts de gestion des sièges des sections, qui, dans certaines agglomérations sont très élevés (notamment les locations de salles). Certains des membres ayant souhaité que la réglementation puisse évoluer, pour faire en sorte que les salles puissent être prêtées gratuitement par les municipalités lorsqu'il s'agit de formations politiques.

# La Commission nationale des conflits de Reims à Toulouse

# Rapport d'activité de Bernard Pignerol, président de la CNC

La Commission nationale des conflits est un des trois organismes centraux du Parti, avec le Conseil national et la Commission nationale de contrôle financier. Son activité et celle des commissions fédérales des conflits sont régies par le *Chapitre XI des statuts* (Articles 11-1 à 11-21) et le Titre 4 du *Règlement intérieur* (4-1 à 4-6).

Conformément à l'Article 11-3 de nos statuts, la Commission nationale des conflits issue du Congrès de Reims était composée de 33 titulaires et 18 suppléants désignés selon les dispositions de l'Article 1-5-1. Lors de la séance d'installation le 19 décembre 2008, les membres de la CNC ont élu à l'unanimité Bernard Pignerol en tant que président.

Les membres de la Commission nationale ont fait l'effort d'assister très régulièrement aux sessions qui se sont tenues ordinairement sur une demi-journée. La CNC a été amenée à se réunir toute une journée par deux fois.

Du 19 décembre 2008, date de sa mise en place, au 10 février 2012, la Commission nationale des conflits s'est réunie dix fois afin de se prononcer sur 33 dossiers d'appels individuels ou collectifs et neuf dossiers, individuels ou collectifs également, en première instance:

- 19 décembre 2008 : Mise en place, élection du président et des huit vice-présidents.
- 9 juin 2009: Session ordinaire. Deux dossiers d'appel, une saisine directe à l'ordre du jour.
- 9 octobre 2009: Session ordinaire. Huit dossiers d'appel, une saisine directe l'ordre du jour.

- 28 mai 2010: Session ordinaire. Deux dossiers d'appel à l'ordre du jour.
- 9 novembre 2010: Session ordinaire. Trois dossiers d'appel à l'ordre du jour. Présentation et discussion d'un projet de recommandations aux Commissions fédérales des conflits.
- 10 décembre 2010 : Session ordinaire. Quatre dossiers d'appel et une saisine directe à l'ordre du jour.
- 28 janvier 2011: Session ordinaire. Deux dossiers d'appel et deux saisines directes à l'ordre du jour.
- 27 mai 2011: Session ordinaire. Un dossier d'appel et une saisine directe à l'ordre du jour.
- 8 juillet 2011 : Session ordinaire. Deux dossiers d'appel et une saisine directe à l'ordre du jour.
- 18 novembre 2011: Session ordinaire. Cinq dossiers d'appel et deux saisines directes à l'ordre du jour.
- 10 février 2012: Session ordinaire. Quatre dossiers d'appel à l'ordre du jour.

## Dans les dossiers qu'elle a traités en appel, la Commission nationale a:

- annulé les sanctions prises par les Commissions fédérales de conflits (CFC), dans près de deux tiers des dossiers, le plus souvent faute de respect des éléments statutaires et règlementaires organisant l'activité des Commissions des conflits et les droits des défenseurs;
- confirmé les décisions prises par les CFC une fois sur quatre seulement;
- minoré les sanctions prises par les CFC dans plus du tiers des dossiers:
- aggravé la sanction rendue par une CFC une seule fois.

Le nombre de dossiers traités par les commissions fédérales et par la CNC en appel est trop élevé. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de ce résultat. Certes, les «indisciplines» -grandes ou petites, plus ou moins médiatisées-se sont multipliées. Mais les directions fédérales sont, dans leur ensemble, insuffisamment attentives aux situations de conflits larvées qui toujours ou presque finissent par la saisine de la Commission fédérale des conflits. Il faudra, chers camarades futurs premiers secrétaires fédéraux veiller à désamorcer les difficultés dès leur apparition. Les CFC peuvent être un outil de médiation avant d'être un bras disciplinaire. Souvent, la CNC a dû établir une échelle des peines moins sévère, fidèle à sa vocation d'apaisement des tensions, sans laxisme.

La CNC a dû annuler près des deux tiers des décisions fédérales qui lui étaient soumises en appel même si un effort réel, encore inégalement partagé cependant, a été fait pour améliorer la qualité des travaux des CFC. Parmi les «erreurs» de procédure les plus fréquentes, le non-respect de l'audition contradictoire des parties (Art. 11-9 des statuts) reste le plus fréquent.

Il me faut signaler la multiplication des conflits nés des débats parfois difficiles au sein des groupes d'élus des collectivités locales, particulièrement dans le cas des intercommunalités. On me permettra de suggérer que la FNESR ouvre une réflexion en son sein sur la meilleure façon de réguler ces débats et d'organiser le respect des décisions prises dans un cadre règlementaire et selon des formes qui mériteraient d'être formalisées. Notre volonté d'approfondissement de la décentralisation ne peut que nous inciter à cet effort nécessaire.

Dans les dossiers traités en première instance, la Commission nationale a été majoritairement saisie par des membres des instances nationales du parti. Elle a:

- suspendu de délégations trois fois;
- blâmé deux fois;
- averti une fois:
- décidé l'organisation d'une médiation une fois;
- rejeté les plaintes quatre fois.

On ne peut que constater et regretter ce recours direct à l'instance disciplinaire supérieure de notre Parti. Instance par ailleurs sans appel, là où, bien souvent, des membres du Bureau national ou des secrétaires nationaux auraient pu travailler d'eux-mêmes à réduire les différends qui ont pu naître entre eux ou avec des militants locaux, la CNC a su, me semblet-il, apaiser les esprits en faisant preuve de sagesse dans le suivi de ces dossiers comme dans les décisions qu'elle a été amenée à prendre.

Dans la dernière période, les indisciplines électorales marginales mais toujours trop nombreuses et parfois désastreuses quant aux résultats - ont amené le Bureau national, lorsqu'il en a été saisi et par délégation du Conseil national, à réputer exclus les candidats dissidents. Il agissait

ainsi dans le cadre de l'article 11-19 de nos statuts qui prévoit l'intervention du président de la Commission nationale des conflits sur chacun des cas évoqués. Il faudra veiller, à ce que cet avis du président de la CNC, s'il est maintenu dans nos nouvelles règles, puisse être rendu moins formel par une information anticipée de celui-ci. Par ailleurs, il nous apparaît nécessaire de réfléchir à l'avenir de toute disposition disciplinaire qui prendrait insuffisamment en compte l'évolution générale du droit, notamment en matière de respect des droits de la défense.

Le Secrétariat général de la Commission nationale des conflits a assuré son administration quotidienne, enregistré les dossiers et préparé l'ensemble des éléments de procédure en liaison avec le président de la CNC et les rapporteurs en charge des dossiers.

Il nous faut, une fois de plus, regretter le «retard» pris par certaines directions fédérales dans la mise en place de leur commission départementale des conflits au lendemain du dernier congrès comme cela est spécifié à l'Article 11-2 de nos statuts. Ces «oublis» ou «négligences» ont représenté des difficultés supplémentaires quand les instances locales, mises en place opportunément, ont été soupçonnées de partialité. Nous sommes obligés de le rappeler à chaque congrès: il y a bien entendu obligation statutaire et intérêt politique évident à mettre en place sans délai les commissions fédérales des conflits à l'occasion des congrès fédéraux ordinaires.

À l'occasion de ce Congrès de Toulouse, de nouveaux statuts nationaux et règlement intérieur sont soumis à l'approbation des militants. Ces nouvelles dispositions rédactionnelles sont indispensables après que plusieurs consultations militantes ont décidé de modifier, parfois de façon radicale, de nombreuses dispositions statutaires ou règlementaires sur lesquelles étaient fondées notre «vivre-ensemble» depuis tant d'années.

Je forme le vœu qu'à l'occasion de cet effort de clarification, le plus grand nombre de nos adhérents prendra le temps de lire attentivement ces nouveaux documents qui forment la base de notre vie commune. Je ne doute pas par ailleurs que les nouveaux membres des commissions, fédérales et nationale, des conflits issus du Congrès de Toulouse, auront à cœur d'aider dans les années qui viennent chacune et chacun à bien vivre dans le Parti, dans le respect de celui-ci et de ses décisions.

Au travail, camarades.

Bernard Pignerol, président de la Commission nationale des conflits sortante

| Notes |      |      |
|-------|------|------|
|       |      |      |
|       |      |      |
|       |      | <br> |
|       | <br> | <br> |
|       |      | <br> |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |

| Notes |      |      |
|-------|------|------|
|       |      |      |
|       | <br> |      |
|       | <br> |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |

| Notes |      |      |
|-------|------|------|
|       |      |      |
|       | <br> |      |
|       | <br> |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |

| Notes |      |      |
|-------|------|------|
|       |      |      |
|       | <br> |      |
|       | <br> |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       |      |      |
|       | <br> | <br> |
|       | <br> | <br> |
|       |      |      |



10, rue de Solférino 75 333 Paris Cedex 07 Tél.: 01 45 56 77 00 Fax.: 01 45 56 76 33 parti-socialiste.fr